

L'ALGÉRIE EN QUESTION

Recueil de textes

Soufiane Djilali

L'Algérie en question

Recueil de textes

Isbn : 978-9947-032-02-2
Dépôt légal : 09-21/2011

AVERTISSEMENT

Cet essai est composé de plusieurs articles et analyses de l'auteur, publiés entre 2002 et 2010 dans la presse algérienne.

Il n'est pas toujours aisé de rassembler des textes épars, écrits ponctuellement sur des thèmes de conjoncture et concernant une période de plusieurs années, en un seul volume tout en lui donnant une structure homogène. L'exercice est d'autant plus difficile que les textes rassemblés ici, publiés en leur temps dans divers médias, avaient, au moment de leur rédaction, l'ambition de rendre publique la position de l'auteur et de clarifier son analyse personnelle sur tel ou tel événement, essentiellement d'ordre politique.

C'est que, en dix années de vie politique, de surcroît dans un pays gravement déstabilisé, généralement les positions fluctuent au gré des changements voulus ou subis par l'ensemble des acteurs de la vie publique, c'est-à-dire, gouvernement, partis politiques, opinion publique, médias, intérêts économiques, contraintes internationales, etc...

Il n'était donc pas inutile de mettre en ordre ces différents textes, non pas en fonction de la chronologie mais du sens général dans lequel ils s'inscrivent. L'ordre des textes a été choisi pour tenter d'illustrer une approche globale et cohérente de la problématique « Algérie » avec une certaine continuité d'un texte à l'autre.

Chacun aura compris : si la matrice de la réflexion est unique, elle peut toutefois s'exprimer selon de multiples facettes en rapport avec les thèmes abordés. L'essentiel ici, est de retrouver ce fil conducteur qui donne son sens à chaque événement commenté, sans trahir une logique d'ensemble, pour laisser apparaître en filigrane la même appréhension de l'unique réalité algérienne.

INTRODUCTION

LES CONDITIONS HISTORIQUES DU DÉVELOPPEMENT QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ALGÉRIE ? *

Aborder la question du développement et de ses perspectives en Algérie relève en réalité d'une gageure. C'est que la question est complexe et ne peut être épuisée en 20 minutes ni en plusieurs heures d'ailleurs.

Parler du développement c'est aborder des questions d'ordre politique, économique, social... en un mot, de tout ce qui peut exprimer, manifester la vie d'une société.

Mais, c'est aussi aborder des questions d'un ordre plus subtil avec les dimensions historique, géographique, religieuse, anthropologique, culturelle. Le domaine est vaste.

En fait, la question du développement ne peut se poser qu'en termes de civilisation. Et vous imaginez bien alors l'ampleur de la tâche. D'éminents penseurs se sont penchés sur la question, sans jamais l'épuiser totalement.

Bref, devant la complexité de notre thème, j'ai longuement hésité avant d'opter pour le contenu de cette conférence. Celle-ci ne sera pas magistrale, au sens de cours d'enseignement.

Mon vœux est d'essayer d'aborder quelques aspects saillants qui me semblent de première importance sous un angle parfois incitateur pour allumer, ici ou là, quelque débat utile à notre

* Conférence donnée au Colloque sur Les conditions historiques du développement, H. Shératon, Oran, le 08.05.2010.

réflexion commune et sans avoir la prétention d'être exhaustif ni complet sur aucun des sujets.

Comme annoncé par le titre de ce colloque, il s'agit d'aborder la phénoménologie du développement dans sa globalité.

Il faut bien voir que le développement matériel n'est qu'un aspect de l'activité des sociétés humaines.

Le développement : un phénomène quantifiable ?

Dans son expression matérielle, le développement est mesurable, quantifiable.

Le PIB, le niveau de vie, le taux de chômage, la puissance de la monnaie, la maîtrise de la technologie, l'IDH, l'influence dans le monde... tous ces paramètres sont un moyen pour évaluer le niveau de développement de tel ou tel pays.

Les tableaux de bord qui en sont dressés permettent aux experts, économistes, financiers, organismes internationaux tels le Fond Monétaire International ou la Banque Mondiale, et surtout aux politiques, de mettre en œuvre des programmes de développement censés faire évoluer les pays vers plus de progrès, plus de croissance et plus de bien être pour leurs populations.

Ainsi, le développement serait une affaire de choix d'investissements et de mobilisation de capitaux par des politiques fiscales et commerciales judicieuses, par l'ouverture des marchés et par la mise en concurrence des acteurs économiques...

Le développement est alors considéré comme le résultat d'une évolution naturelle et linéaire pour toute société qui s'inscrit dans une dynamique libérale, globale et même mondialiste.

Pourtant, le processus de développement dans son aspect économique n'est pas le résultat automatique et naturel pour toutes les sociétés. Tel qu'on le voit, le développement est le résultat d'un phénomène de civilisation, en l'occurrence, la

civilisation occidentale. C'est un phénomène qui a ses repères : un moment historique et une aire géographique.

La partie visible de l'iceberg que nous pouvons qualifier d'effet de civilisation est le résultat d'un profond changement dans les mentalités chez les peuples d'Europe qui s'est étendu à l'Amérique.

C'est un ensemble de nouvelles valeurs politiques, morales, religieuses, esthétiques qui a bouleversé les comportements et ordonné les énergies vers des objectifs communs transcendant l'intérêt individuel. Les relations interpersonnelles ont alors changé, se sont raffinées.

Les objectifs de vie, la volonté de capitaliser, l'instruction généralisée... et d'autres facteurs intellectuels, philosophiques et scientifiques ont préparé le lit à une transformation de ces sociétés sans équivalent dans l'histoire de l'humanité.

L'Occident a donc su trouver en lui-même, la force qui allait déterminer son destin. Le XVIII^{ème}, le XIX^{ème} et surtout le XX^{ème} siècle ont été à cet égard tout simplement époustouffants. Aujourd'hui, chaque minute de notre vie est ponctuée par la présence nécessaire ou anodine des objets de cette civilisation.

C'est donc une disposition de l'esprit, une attitude mentale qui a ouvert cette voie au développement moral et matériel.

Nous voyons donc bien que, dès que l'on ouvre la perspective d'une telle discussion nous sommes immédiatement happés par l'immensité du sujet et vous comprenez bien mon appréhension dont je vous faisais part au début de cet exposé.

Quittons pour un moment, si vous le voulez bien, cette discussion générale sur la civilisation et revenons à l'Algérie.

Les choix stratégiques d'Alger en 1962.

Lorsque nous sommes revenus à l'histoire en 1962, après des siècles d'assoupissement, le monde développé était en voie de mettre le pied sur la lune.

L'élite intellectuelle algérienne commença à réfléchir sur le sens de notre état, qualifié à juste titre de sous-développé. Il faut dire que la problématique de la civilisation était déjà appréhendée bien avant l'indépendance.

Et de tous les noms qui restent liés à cette réflexion, celui de Malek Bennabi émerge du lot. Il nous a légué une somme d'écrits, de réflexions et de concepts nouveaux tel celui de la « colonisabilité », qui sont encore très utiles aujourd'hui. Il a été un père spirituel de tout un courant intellectuel qui reste encore fertile, et qui a même donné naissance à une expérience politique bien qu'encore modeste avec le Parti du Renouveau Algérien.

Il avait compris, lui qui était de double culture, qu'il fallait bien distinguer entre l'idée et la chose, entre les sources de la civilisation et ses effets. Il savait que l'objet n'était pas la civilisation mais son produit. Et qu'à ce titre, acquérir l'objet ne changeait rien à votre état, ne vous rendait pas plus civilisé ou plus développé.

Mais à l'indépendance, les dirigeants du pays étaient convaincus que l'acquisition des usines et des technologies allaient développer le pays. C'est le « choséisme » autre concept de Bennabi, qui avait pris le dessus. L'élite dirigeante du pays était obnubilée par ce qu'elle voyait :

L'Occident avait tiré sa puissance de son industrie, de sa technologie, de sa maîtrise « du fer et de l'acier ». C'est ainsi qu'il possédait le confort, le matériel, les objets technologiques, les armes, la puissance... Il fallait faire comme lui.

Il faut dire que dans les années 60, le monde baignait dans un optimisme métaphysique. L'économie mondiale était en pleine expansion, le phénomène de croissance était vénéré comme la clef de voûte de l'avenir de l'humanité. Rien ne pouvait arrêter le progrès. Bien sûr, il y avait alors la guerre froide. Mais ne donnait-elle pas une justification morale imparable à l'interventionnisme de l'Occident au Vietnam ou ailleurs ?

La défense des valeurs était au centre des discours. La jeunesse, portée par ses élans de générosité réclamait plus de droit, plus de liberté. La science, le savoir, l'art, la culture... tout bouillonnait. La créativité sublimée par le 7^{ème} art séduisait les masses ; tous les rêves étaient permis.

Quel pouvait être alors le rêve de l'Algérie ? Bien sûr, sortant d'une révolution, elle se sentait proche des pays du tiers monde. Elle cherchait aussi sa propre identité. Elle voulait participer de nouveau à l'histoire. Nos dirigeants clamaient fort alors que le monde avait été fait sans nous mais que, désormais, il fallait compter avec nous.

Le discours tiers-mondiste cachait pourtant à peine notre admiration face aux exploits de l'Occident.

Le modèle de la civilisation consumériste et matérialiste avait magnétisé les consciences. Et les individus ainsi que le peuple, étaient attirés par ce modèle comme la limaille l'était par l'aimant. L'Algérie voulait se développer dans le paradigme occidental en acquérant les objets sans comprendre que ceux-ci étaient éphémères et non reproductibles si les fondations mentales et psychologiques n'étaient pas réunies.

Le pétrole allait fournir la manne pour mener cette politique. Le pays a alors acheté des usines clefs en main, recruté des armadas de fonctionnaires, nationalisé l'agriculture, s'est offert la paix sociale et installé la bureaucratie.

En achetant les produits de la civilisation, nous pensions alors que nous nous développons. Le pays a accumulé de la ferraille mais peu de savoir, a augmenté son désordre interne par l'exode rural et l'exacerbation des contradictions entre les univers mentaux traditionnel et moderne, a brisé la cohésion sociale et psychique de la Nation sans proposer une saine vision de l'avenir. Ces incohérences ont eu des conséquences désastreuses et un prix à payer.

C'est la Némésis, la déesse de la vengeance des idées trahies. L'Algérie a payé ces errements par une longue et cruelle décennie rouge de sang. Finalement, au lieu d'être un acteur

de son temps, l'Algérie s'est retournée contre elle-même pour réajuster dans la douleur et les souffrances ses équilibres internes mis à mal.

Qu'est devenue l'Algérie de 2010 ?

En 2010, le pays ré-émerge lentement. Nous pouvons dire que l'Algérie est encore là, la même tout en étant différente.

L'Algérie est la même parce que son économie est toujours en panne. Parce que le modèle de gouvernance en cours est celui-là même qui était en place dès l'indépendance. Les hommes et surtout la mentalité qui étaient au cœur du système politique et décisionnel n'ont pas encore changé.

Pourtant, l'Algérie est par ailleurs différente. Par sa population, son niveau de conscience, ses difficultés, ses espoirs, sa mentalité ! Oui ! L'Algérie a énormément évolué en sous-main si j'ose dire. Des progrès importants ont été réalisés à l'insu des pouvoirs. Ici, il y a une note d'espoir.

Le rôle et la place de la femme dans la société sont en plein bouleversement. La structure familiale, les relations interpersonnelles sont en pleine évolution. Un jour, nous aurons peut être l'occasion d'aller plus loin dans ce sujet.

Mais, mon opinion est que, dorénavant, des conditions nouvelles, celles qui permettront de changer notre état sont en train de s'installer profondément dans l'inconscient collectif.

Nous avons naturellement échoué dans le processus de développement par la récupération des objets de la civilisation. Cela n'est pas une surprise pour celui qui veut comprendre le fonctionnement des sociétés.

Mais durant cette période et en parallèle, la nation a opéré des mutations en elle qui pourraient lui offrir l'opportunité de bâtir une société plus juste, plus équilibrée et mieux développée.

Que devient la civilisation mondiale ?

Et pendant que l'Algérie était saisie de soubresauts spasmodiques et qu'elle vivait ses drames, le monde lui, avait continué sur sa propre lancée. Où en est-il en ce début du XXIème siècle ?

La civilisation occidentale est arrivée à son acmé. Les prouesses technologiques qui y ont cours nous donnent le vertige. Citons pour l'exemple et pêle-mêle l'internet, le mobile, la maîtrise de l'espace et des fonds marins, l'ingénierie, la médecine, la nanotechnologie etc...

La Chine, l'Inde, le Brésil et tous les autres ont adopté pour l'essentiel le même modèle économique, la même vision, les mêmes objectifs. La mondialisation menée par les USA est bientôt à son terme.

Pourtant le désenchantement inonde la planète. Les peuples les plus développés semblent désorientés, désabusés, dans le désarroi.

Les individus, de plus en plus isolés, angoissés, apeurés, connaissent les névroses et les problèmes d'adaptation et s'enferment dans un individualisme forcené. Le doute sur l'avenir est prégnant. La dissolution des valeurs entraîne celle des mœurs. L'homme discerne de moins en moins le bien du mal.

Les informations quotidiennes, la presse, la télévision, tous ressassent une litanie de drames, de perversités banalisées, de souffrance psychique. Le vide existentiel dévitalise peu à peu toutes les sociétés développées.

Lorsque l'on suit l'actualité, nous percevons un drame en préparation. La crise d'aujourd'hui ne ressemble à aucune autre. Il y a quelque chose qui s'est cassé, qui s'est brisé. Les défauts du système qui étaient collatéraux deviennent prédominants, centraux. Le doute sur l'avenir s'insinue partout.

- La planète devient trop petite : trop de monde, trop de consommation, trop de finances, trop de dettes, trop de cupidité, trop de misères, trop de guerres incompréhensibles...

- Le pétrole est en voie de raréfaction, remettant en cause les fondements de la civilisation contemporaine.
- Les changements climatiques alourdissent l'atmosphère,
- La crise financière mondiale écrase des pans entiers de population jusqu'ici à l'abri,
- La famine, le manque de terres, la fin prévisible des matières premières...
- La fin du mythe de la croissance sans fin et la prise de conscience de la finitude de notre planète,
- La fin de tout, le pic de tout. Le temps du monde fini qui commence.

Plus grave, les peuples constatent de visu qu'il ne reste plus de morale, même celle qui faisait office d'oripeaux. Depuis le 11 septembre quelque chose a basculé ; quelque chose de grave pour l'humanité est entrain de se dérouler.

- Les guerres destructrices et illégitimes en Irak, en Afghanistan, au Pakistan... La géostratégie et les intérêts sont devenus la morale du XXIème siècle,
- La complicité des dirigeants mondiaux dans l'horreur de Gaza, de la Palestine. L'Occident ferme les yeux et fait semblant de ne pas entendre les cris des enfants affamés et des innocents martyrisés. Gaza est le symbole même de la déchéance morale et le reniement de soi en toute conscience des élites mondiales.
- Tout aussi grave, le doute qui torture beaucoup trop de consciences sur la véritable histoire du onze septembre. S'agit-il de l'œuvre d'un islamiste réfugié dans des grottes du néolithique qui a mis à bas les symboles de la puissance des USA ou bien d'un « Inside Job » ? Pourquoi alors ? Quel est le sens profond d'un tel événement ?

Le 11 septembre 2001, le monde a basculé dans la post-civilisation.

Le matériel, l'argent, la cupidité, la volonté de puissance ont mené à la déshumanisation, à la perte des idéaux, à la corruption généralisée des consciences. L'Occident se repentira-t-il de ses péchés ? Saura-t-il de nouveau retrouver ses vrais valeurs, celles qui ont fait de lui la lumière du monde ?

Ou alors sera-t-il englouti dans sa perversion ? La Némésis est toujours là ! Assistons-nous à la fin de la civilisation contemporaine ? Pourra-t-il y avoir encore une autre civilisation faite d'humanité, de raison, de paix et de tolérance qui prendra sa place ou sommes-nous arrivés à la fin d'un cycle avec le désordre, le chaos et thanatos pour seule promesse d'avenir ?

Quid de L'Algérie ?

A l'évidence, j'aurais aimé que l'horizon soit plus dégagé, que les prévisions soient plus clémentes.

Je disais tout à l'heure, que finalement, l'évolution endogène de la nation permettait d'envisager un nouveau départ. Mais, les conditions de la planète ne le permettent plus, en tous les cas pas dans les termes de la civilisation actuelle. Les Algériens n'auront définitivement pas le niveau de consommation de l'Européen ou du Nord-américain.

Alors, il faut envisager quelque chose de nouveau. Donner une autre perspective à notre avenir. Cela ne se fera pas en autarcie. Il nous faut des ponts avec ceux qui portent cette nouvelle conscience. Ils sont de plus en plus nombreux. En France, aux USA, et partout ailleurs dans le monde des humains. Il faudra dépasser certaines divergences pour construire, chacun à son niveau, un nouvel espoir. Mais pour l'Algérie, d'autres défis nous attendent. Un changement générationnel, un passage de relais, au cœur du pouvoir algérien devra s'opérer sous peu. Il y aura là, peut être, une opportunité pour que d'authentiques représentants de la Nation émergent et jouent un rôle

dans le destin du pays. Mais pour le moment ce n'est qu'un vœu, restera-t-il pieux ?

Il faudra faire face également à d'autres défis immédiats mais aussi prendre des responsabilités immenses, avec d'autres consciences dans le monde, pour bâtir ensemble une nouvelle réalité. Dans l'immédiat, c'est-à-dire le court terme :

- L'Algérie devra faire face aux soubresauts du système monétaire international. Le pays est encore trop fragile et une perte de ses avoirs, serait dramatique.
- Il faut revoir sa stratégie commerciale des hydrocarbures et se donner le plus grand délai possible avant l'extinction de leur exportation puis de leur production.
- L'Algérie importe pour environ 40 milliards de dollars de marchandises par an et n'exporte, hors hydrocarbures que moins d'1 milliard de dollars. Il faut corriger ce déséquilibre qui met en danger ses intérêts vitaux à moyen terme. Un plan sur 20 ans devrait amener à l'équilibre de la balance des paiements hors hydrocarbures.
- Dans cet esprit, il faut revoir les accords multilatéraux pour le moment très défavorables pour le pays.

A plus long terme, c'est toute la conception du développement qui devra être réévaluée. Il faut réfléchir d'une part sur les probables contours que prendra la « nouvelle » civilisation humaine en gestation (énergies renouvelables, transports, organisation du territoire, agriculture etc...).

D'autre part, il nous faudra construire avec nos propres matériaux, c'est-à-dire, à partir d'éléments psychiques et mentaux de la nation, au préalable mis au clair. Les questions de l'identité, de la cohésion sociale, du modèle de fonctionnement économique, de notre rapport à la culture, à la richesse..., tout cela devra être revu. Au fond, il s'agit d'aider à faire accélérer l'évolution des mentalités, organiser une véritable métanoïa.

L'Etat de droit et un processus démocratique seront les deux conditions incontournables pour le succès d'une telle opération.

Et en conclusion je ne peux que reprendre ce verset coranique :

« Dieu ne changera rien dans la situation des hommes s'ils ne changent pas ce qui est en eux. » (Coran, Ar Ra'ad, Le tonnerre, sourate XIII verset 11)

I. LA SOCIÉTÉ

MALAISE ALGÉRIEN *

« *Connais-toi toi-même et tu connaîtras
l'univers et les dieux* » **SOCRATE.**

En ce début du XXI^{ème} siècle, la société algérienne est en proie à un malaise profond, sans cause évidente. Les éternelles récriminations contre le régime politique, souvent fondées par ailleurs, restent toutefois largement insuffisantes en soi pour expliquer tous nos déboires. Le climat politique qui s'est instauré depuis le changement constitutionnel et l'affaissement moral qui nous guette nous imposent de réagir mais en dehors de tout calendrier électoral. L'heure n'est plus à la politique mais au devoir de penser le long terme !

Ne faut-il pas dès lors s'interroger, en tant que Nation, sur l'origine de nos erreurs historiques ? Faisons-nous des choix conscients concernant notre avenir ou manifestons-nous seulement et symptomatiquement un désordre plus profond, pour l'essentiel inconscient, en guise de réaction d'adaptation au monde ? Qu'est-ce qui mine notre vie publique depuis au moins 1962 et qui nous empêche d'aller vers la démocratie et la liberté ? Es-ce la génération de Novembre, l'armée, l'islamisme ou le peuple lui-même ? Ou es-ce un problème qui se situerait ailleurs, juste là où réside le mystère de la formation de l'esprit des peuples et des nations ?

En vérité, pour comprendre ce qu'il nous arrive, il nous faut établir une archéologie mentale de notre société et saisir la nature de nos pulsions profondes, celles qui nous conduisent, systématiquement, à l'opposé de là où notre volonté consciente

* *El Watan*, le 5/6.12.2008

veut nous arrimer. Peut-être alors pourrions-nous enfin les maîtriser et les canaliser vers des objectifs plus propices pour nous dans le monde d'aujourd'hui.

L'Algérie a été façonnée dans une culture millénaire par sa géographie, la profondeur de son histoire, ses valeurs anthropologiques et ses croyances religieuses. Cependant, la tradition, normative et tatillonne, s'érige désormais en parfaite conservatrice, inflexible et anachronique. Elle empêche tout ajustement interne des valeurs opératoires causant des décalages et des contradictions entre les désirs actuels de la société et leur impossible satisfaction. Les grandes cultures dans le monde qui donnent naissance à des civilisations de puissances, sont avant tout des systèmes cohérents, à grand potentiel d'adaptation, et toujours liées au sens de leur destin.

Notre culture, quant à elle, s'est désadaptée du réel tout en subissant une modernité qui, à défaut d'être le produit endogène de son évolution naturelle, lui impose des distorsions, s'insinue en elle à son corps défendant, la désarticule, la rend de plus en plus incohérente et l'éloigne de son sens originel. Le terrorisme, la violence, l'agressivité, la « harga », le suicide, la dépression, les névroses, sont les facettes manifestes et extrêmes d'une maladie sociétale portées par l'individu. L'« indéveloppement » en est le symptôme collectif.

Le malaise algérien est, au fond, l'expression de déséquilibres intrinsèques entre les multiples valeurs d'une culture, elle-même déstabilisée dans ses certitudes par une réalité nouvelle et exigeante qui ne lui fait aucune concession. Le malaise algérien empêche l'individu de vivre sereinement son présent et de penser lucidement son avenir.

Pour nous frayer de nouveau un chemin de salut, nous ne pouvons ni changer de culture en adoptant une autre, ni en recréer une nouvelle ex nihilo. Notre « Aqaba » est de faire l'effort nécessaire de nous comprendre nous-mêmes, de regarder avec courage nos défaillances et nos lacunes, et de décider de nous amender pour retrouver les voies de la liberté et de la dignité. Comme en écho à l'oracle de Delphes, le Sceau des

Prophètes (QSSL) disait : « Qui connaît le vrai Soi, connaît Dieu ». Puisseons-nous nous connaître nous-mêmes !

* * * *

EVOCATION : OCTOBRE 88, LA FIN DES ILLUSIONS *

Lorsque l'un de mes amis m'avait demandé de contribuer à une édition d'un livre sur Octobre 88, j'ai été saisi d'un sentiment ambigu. En Octobre 88, je n'avais aucune relation avec le monde politique. Je résidais depuis quelques années déjà à l'étranger pour poursuivre mes études et je n'avais assisté aux événements qu'incidemment, le hasard avait fait que je devais être à Alger durant ces journées dramatiques, loin de mes pré-occupations de laboratoire.

Depuis mon arrivée à l'aéroport d'Alger ce mercredi 5 octobre jusqu'à mon départ le 10 du même mois, j'ai vécu en direct la fièvre populaire. La rumeur avait prédit depuis quelque temps déjà la « révolution ». Les escouades de jeunes ne la démentirent pas. En quelques jours d'émeutes, le tableau physique était effrayant, voire apocalyptique. Symboliquement, le régime politique en place depuis 1962 venait de s'effondrer.

« Je vous promets le changement radical, profond et définitif de l'ordre politique actuel » déclama l'ancien Président de la République au bord des larmes face à la Nation, pour calmer les esprits.

L'ambiance de ces folles journées, le décor d'une ville sacagée, les détails factuels de ces événements, leurs conséquences humaines, institutionnelles, politiques, et sociales ont été, depuis lors, décrits, disséqués, réécrits, analysés... De ces cinq jours où je m'étais retrouvé par le hasard des circonstances à Alger comme simple et anodin spectateur, que pouvais-je dire d'intéressant en plus de ce qui a été dit ? Pourtant, je ne

* *Le Soir d'Algérie*, 5.10.2009

pouvais en toute décence, me dérober devant la proposition de participer à ce travail de mémoire.

Non point par obligation de politesse, mais relativement à la charge dramatique de ces journées et à leur influence décisive sur le cours de ma vie personnelle, comme sur celle de beaucoup d'autres Algériens. En vérité, si aujourd'hui je peux écrire librement ce que je pense, si j'ai pu peu ou prou exprimer mes convictions politiques depuis 20 ans, c'est grâce à ceux qui, volontairement ou non, se sont retrouvés ces jours là, en première ligne et sont morts pour libérer les vivants. C'est pour leur rendre un hommage qu'il faut, et pour longtemps encore, témoigner. Je veux donc accomplir, modestement, ce devoir.

Octobre 88 est d'abord le drame des familles qui ont perdu l'un des leurs (probablement plus de 500 morts, 140 morts selon le bilan officiel). C'est ensuite les séquelles pour ceux qui ont laissé, qui une partie de son corps, qui une partie de son être ! Enfin, c'est le moment fondateur d'une expérience démocratique dans un pays à tradition arabo-musulmane. Il est vrai que cette expérience, 21 ans après, ne semble pas être concluante. Mais est-elle pour autant un échec ?

Octobre 88, et c'est une banalité que de le dire, a apporté dans son sillage le multipartisme, la liberté d'expression, la liberté de la presse. Il a apporté également l'intégrisme, la répression et le terrorisme. En réalité, il s'agit là d'une chronologie ; il n'y a pas forcément une relation de cause à effet. C'est une façon commode de contracter les choses et les événements pour décrire des phénomènes complexes, dont l'analyse s'avère plus ardue qu'elle n'y paraît à première vue.

Octobre 88 n'est que le moment où une fracture prévisible devait intervenir pour soulager la société des intolérables distorsions que le pouvoir lui faisait subir depuis trop longtemps. Tout comme le déplacement des continents qui induit dans les profondeurs du sol des pressions extrêmes et invisibles provoquant des séismes dramatiques, l'idéologie populiste a préparé durant trois longues décennies l'explosion d'octobre. Cette

idéologie pathologique a forgé de redoutables contradictions et blocages dans la société jusqu'à ce que la violence destructrice et nihiliste vienne libérer des énergies vitales comprimées, réprimées et refoulées. Les valeurs de la société traditionnelle et archaïque, manipulées par une société politique incompétente s'étaient heurtées de plein fouet aux réalités mondiales nouvelles, celles annonçant le XXIème siècle. Comme dans le cas de nombreux pays qui s'étaient engagés dans la voie de la « démocratie populaire », le régime avait fini par atteindre ses limites. Les contradictions internes, les luttes de sérail féroces, l'échec complet de ses errements économiques, la chute du niveau de la rente pétrolière et l'insatisfaction profonde de la population se dressaient à l'horizon comme autant d'obstacles infranchissables.

Que s'était-il vraiment passé en cet Octobre 88 ? Les thèses se sont multipliées et celle du complot de façon redondante. Mais quoi qu'il en soit, ces événements n'exprimaient en fin de compte que l'agonie d'un système et la fin tragique d'une illusion portée par le nationalisme algérien qui voulait, au-delà de la libération du pays, construire son utopie. Ce qui s'en était suivi, n'était que le bourgeonnement de ce qui avait été semé, depuis bien longtemps, dans l'esprit des Algériens.

Mais au lendemain des troubles et avec les promesses présidentielles, la démocratie semblait à portée de main. L'espoir s'insinuait dans le cœur des citoyens. La vie politique s'alluma, les langues se délièrent et une formidable ouverture se dessina. Parler, agir dans l'opposition, défendre ses opinions, écrire dans une presse libre, crier à gorge déployée dans les manifestations de rue, lancer ses diatribes à la télévision, tout était devenu possible. Mais le fol espoir allait vite retomber. La mal - vie, les frustrations, la misère morale et les univers mentaux inconciliables, traduisant la fragilité du processus de formation de la nation, allaient servir de détonateur entre les mains d'un pouvoir rusé et faire échec à la première tentative démocratique dans le monde arabe. Les divisions idéologiques portées par leur propre dynamique et stimulées par tous les appétits, remontaient à la surface. Les Algériens

perdirent pied et s'accrochèrent par réflexe atavique ou eschatologique aux discours les plus radicaux, les plus sectaires, les plus dangereux. Les valeurs, identitaires ou religieuses étaient le refuge, la voie du « salut ». La descente aux enfers pouvait commencer. Les partis politiques devenaient les porte-parole de particularismes irréductibles. En dehors de ces agglomérats psychosociologiques, aucun parti politique, aucun mouvement d'opinion prônant la démocratie et la modernité n'émergeait. Les tentatives furent nombreuses. Elles restaient cependant vaines. Elles n'avaient aucun lien avec l'âme du peuple. Mais le peuple en avait-t-il, en a-t-il, une ? Ou plusieurs ? Formons-nous une nation ou sommes-nous un peuple sans conscience collective ? La démocratie est le couronnement d'un processus évolutif et constructif et non pas l'expression débridée des atavismes, des pulsions et des illusions irrationnelles. En ces temps-là, peu de gens l'avaient compris. Le 26 décembre 1991, les premières élections législatives pluralistes et libres étaient suspendues après un premier tour où le Front Islamique du Salut avait raflé la mise. C'était le mauvais pas de trop, celui qui allait faire basculer le pays vers la tragédie.

Qui n'a vu dans Octobre 88 qu'un chahut de gamin, se trompe lourdement. C'était en fait le moment où les contradictions ne pouvaient plus être contenues. C'était l'hallali pour le retour à la vérité. C'était l'instant où le voile pudique, qu'avaient jeté les démagogues sur le pays s'était déchiré, laissant l'œuvre du populisme toute nue. Ce 10 Octobre 88, l'Algérie s'était réveillée avec une nouvelle conscience d'elle-même : elle s'était aperçue qu'un mal la rongeaient de l'intérieur et qu'il avait pris de telles proportions qu'elle risquait d'être dissoute totalement. C'était l'instant où elle se révéla à elle-même, dans sa complexité, ses différences, ses excès, son désordre.

Vingt six années de populisme socialiste avaient fini par donner l'hégémonie de la nomenklatura, le parti unique, la dette et la faillite économique, l'exil de l'intelligentsia, l'appauvrissement généralisé, la pénurie, la haine entre concitoyens, la destruction du tissu social. Les thuriféraires du pouvoir

promettaient l'avenir radieux, celui-ci prit la forme du terrorisme barbare ! Le peuple n'avait plus le temps ni, surtout, les moyens d'écouter quiconque sinon ses instincts. Le populisme s'était épanoui durant près de trois décennies. Les valeurs en cours dans les sociétés civilisées étaient foulées au pied ici. La société algérienne ne fonctionnait pas dans une culture, dans un ordre civilisé, mais dans l'insensé, le désordre et le désarroi. Mais à quoi pouvait-on s'attendre lorsque les uns étaient spoliés pour que les autres soient assistés ? Quelle élite pouvait-on avoir lorsque les critères de succès étaient la soumission, la duplicité et l'absence de scrupules ? Quel peuple voulait-on former lorsque le politique éduquait l'Algérien dans la haine du beau, du bien, de l'élégance de l'esprit, de la rectitude et de l'effort ? La société éclatée, l'individu perdu, l'aventure avec ses malheurs, devenait l'issue naturelle.

Tous les groupes humains, tous les peuples du monde ont besoin d'un système d'interprétation commun de leur vécu auquel ils se réfèrent pour relativiser les événements qu'ils subissent ou pour opérer des choix et des décisions. Depuis la nuit des temps, les sorciers, les gourous, les chefs spirituels ont constitué les nœuds du maillage de l'inconscient collectif et les relais de la symbolique sacrée ou profane. Cependant, au fil du temps, les peuples se sont organisés en Etats modernes auxquels ils dévolurent le rôle de dépositaire des normes de la société. Depuis, l'essentiel de la « guidance » est produit par des institutions séculières, tutrices des relations sociales à travers des lois positives qu'elles font appliquer et respecter, au besoin par la force, au nom de la communauté.

Dans les pays modernes, c'est l'Etat qui définit le permis et l'interdit, le facultatif et l'obligatoire, le « bon » et le « mauvais ». Dès lors, la qualité des dirigeants politiques prend une importance capitale. Leur légitimité populaire devient essentielle pour le bon fonctionnement de l'édifice. Le pouvoir qui « occupe » l'Etat doit être à la hauteur de ses missions : maintenir la stabilité générale, créer les conditions de sécurité collective, assurer le développement de la société. Il doit alors

être en harmonie avec son peuple, et en même temps cohérent dans ses démembrements.

En Algérie, le pouvoir, en plus de son manque flagrant de légitimité, était gravement incompetent. Il était lui-même une menace pour l'Etat et la société. Le peuple déjà profondément désorienté par le choc de sa tradition avec la modernité, ne trouvait plus de repères stables, de références crédibles, d'explications objectives. L'Etat algérien n'était pas pourvoyeur de sens. Comment dès lors s'étonner de la formidable expansion de l'idéologie islamiste ? Elle avait un sens à proposer. Et dans l'impossibilité de construire l'Etat moderne, le reflux psychologique était inévitable. Les anciens réflexes ressurgirent et avec eux, les sorciers, les gourous et les zaïms !

L'angoisse existentielle de l'homme ne s'apaise que lorsque celui-ci arrive à évoluer au sein d'un système de vie qu'il a mentalement admis et intégré dans sa propre vision du monde. Or, une vision du monde est une somme d'idées, de principes de vie, d'éléments explicatifs, de croyances... C'est aussi et surtout des choix opérés consciemment ou non, pour gérer sa nature d'homme et ses relations aux autres. Quels que soient le système politique et la doctrine que se donne un pays, il y a une base commune pour tous : l'homme est d'abord et avant tout l'expression d'un ensemble d'éléments de motivation, inscrit dans l'ordre biologique, dans la mémoire génétique de l'espèce. Pour avancer dans la vie, il a besoin des pulsions internes qui agissent en lui comme une source d'énergie pour lui insuffler la volonté nécessaire à sa lutte dans la vie. Ces pulsions sont donc constitutives de l'être biologique et sans elles, celui-ci sombrerait dans la dépression, l'inaction et ... la mort. Cependant, lorsque ces énergies internes se trouvent bloquées, par des idéologies ou des Etats totalitaires, elles dégénèrent en expressions comportementales négatives. Leur exacerbation, souvent due à des frustrations de diverses origines mène aux excès condamnables. Or le populisme algérien véhiculait un discours de réfutations de l'élan vital humain. Il voulait l'anéantissement de l'individu au profit de la masse informe, fusionnée et surtout obéissante. L'idéologie populiste

a horreur de l'individu identifié, elle le veut évaporé dans le vent de ses slogans pour faire tourner son moulin à illusions!

La créativité artistique, musicale, littéraire ; l'attrait pour l'accomplissement des œuvres d'art, l'esprit d'entreprise, le désir des exploits sportifs, la passion des découvertes scientifiques, en un mot toutes ces qualités qui font le soubassement des progrès multiformes de l'humanité ont une relation directe avec la puissance des motivations de l'individu et leur canalisation selon des modes élaborés. Le « bien » ne résulte pas de l'annulation des pulsions fondamentales de l'humain mais de leur délicat et fragile équilibre et de leur sublimation en actes créateurs grâce à la raison, l'intelligence et l'intuition. C'est donc de l'harmonie de ces pulsions, de leur équilibre final que dépend la sérénité des rapports humains et non pas de leur négation ou leur illusoire neutralisation. On n'arrête pas l'eau déferlante, il faut lui faire son lit ! Les grandes civilisations ont domestiqué les instincts. Elles les ont ordonnés, canalisés, sublimés grâce à un ordre religieux, moral ou éthique pour en faire une énergie positive et créatrice au profit de l'ensemble de la société, voire de l'humanité. Chaque être est le résultat d'une synthèse entre des composantes innées de sa personnalité et une vision du monde, une culture, qu'il a acquise. Celle-ci dépend de nombreux facteurs parmi lesquels le milieu social, le niveau d'instruction, les conditions de vie, le hasard des choses. Chaque être est unique. Les aspirations diffèrent, le goût est personnalisé, les espoirs multiples. La société grouille d'êtres dissemblables bien que les institutions, les discours, les médias, les modes tendent à les rapprocher, à les standardiser. Mais ces vérités sont antithétiques aux discours démagogiques et à la pensée unique.

Aucun système d'organisation politique, aucune doctrine, aucune idéologie ne peut convenir à tous les êtres à la fois et avec le même degré de satisfaction pour tous. La diversité de l'âme humaine est trop riche pour être contenue dans un seul moule. Non seulement la société est diverse mais l'individu lui-même est le plus souvent traversé par des sentiments, des convictions, des désirs, tous changeants, parfois contradictoi-

res, au gré du temps, de l'humeur ou plus prosaïquement de l'intérêt. Voilà pourquoi les doctrines totalitaires, par essence réductrice, ne peuvent convenir à la nature humaine. Aucune volonté, aucun génie politique ne peut convaincre tout un peuple à croire en une même logique, à avoir le même objectif, à choisir le même chemin. Les hommes « uniques » comme les partis uniques, imposent à leur pays une rigidité qui ne permet aucune adaptation, ligotant l'intelligence et coupant la sève nourricière de l'initiative créatrice. Si cette explication se voulait plus convaincante, alors elle exposerait le cas du populisme algérien, de juillet 1962 à octobre 88 ! Le socialisme si généreux à première vue, a enfermé les sociétés qui l'ont pratiqué dans une dynamique mortelle car inflexible. L'islamisme, s'il venait à être au pouvoir arriverait, sans aucun doute, au même résultat.

L'Algérie est, espérons-le, définitivement sortie de l'ère de la pensée unique. Elle n'est cependant pas encore entrée dans l'ère de la démocratie. C'est pourtant par là qu'il faudra en passer. La démocratie est le seul mode de fonctionnement qui ne soit pas en réalité un système. La démocratie permet l'expression de la variabilité et fait place aux idées contradictoires. Les différentes idées s'équilibrent entre elles. La société démocratique s'adapte continuellement au vu des nouveaux besoins, des nouvelles techniques, des nouveaux modes de vie. Une tendance politique, un courant d'idées, un discours politique peuvent être un jour majoritaires mais ils resteront composites et jamais hégémoniques ni définitifs. Le pouvoir « révolutionnaire » algérien n'a jamais compris les choses sous cet angle. Il avait trop de comptes à régler ; avec le colonialisme, avec l'histoire, avec ses frustrations, avec ses illusions. Si le nationalisme algérien ne s'était pas conçu dans les bras du populisme socialiste, le pays aurait eu, à n'en pas douter, un autre sort que celui d'avoir vécu Octobre 88 et la tragédie qui l'a suivi. Mais là, c'est une toute autre histoire...

L'ÊTRE ET LE PARAÎTRE *

Il est banal de dire que les Algériens, comme les peuples arabes et plus généralement musulmans, ont une culture communautaire qui fait que l'individu existe peu en tant que tel et c'est essentiellement la famille, et même la grande famille qui a une place centrale.

La famille communautaire, où les enfants se marient et continuent à cohabiter avec leurs parents, est également égalitaire pour les frères et a un fort penchant pour le mariage entre cousins (endogamie). Un récent sondage publié par El Watan, montrait que 30% des mariages étaient encore endogames.

Le lien familial est important et ce que pensent les membres de la communauté prime sur ce que peuvent penser ou même ressentir les individus. Cette éducation modelant les individus dès leur plus tendre enfance, fait que les Algériens agissent dans la vie quotidienne en essayant de rester conformes aux normes établies par la société. Depuis le très jeune âge, chacun est pratiquement « dressé », « formaté » pour se conformer aux règles de la société. C'est le cas dans toutes les sociétés. Pourtant, dans notre culture, la dimension individuelle est fondamentalement dépendante de la vision de la vie du groupe. En échange, chaleur familiale et sécurité sont dispensées aux membres de la communauté.

D'autres cultures dans le monde établissent ce type de pratique. La Chine ou la Russie en sont des exemples avec cependant une structure familiale communautaire mais exogame (pas de mariage entre cousins).

La structure familiale communautaire répond à un besoin adaptatif d'une population à son environnement. Elle relève de l'anthropologie et secrète des valeurs inconscientes qui régissent les relations humaines, à l'échelle familiale, locale ou même politique. Et tant que les mécanismes relationnels mis en place par ce type familial répondent à une logique cohérente, le choix reste légitime.

* *In forum-democratique.com, 2010.*

En Algérie, le contact de plus d'un siècle avec la population européenne colonisatrice dont le schéma familial est différent, puis par les effets de l'urbanisation massive de populations rurales et enfin par l'induction de nouvelles normes de vie par la « modernité », ce type de structure familiale est en pleine dislocation. L'individualisme comme valeur s'est introduit dans notre culture et chacun aspire, de plus en plus, à la liberté, à la richesse et à l'épanouissement personnels. Dès lors, les motivations personnelles, construites autour d'idéaux nouveaux et individualistes, sont contrées par les structures relationnelles familiales, inconscientes mais fortement prégnantes. C'est alors que l'individu, aux prises avec les valeurs de sa société développe des tensions, des frustrations et une « désadaptation » sociale plus ou moins prononcée.

L'individu est miné par les contradictions des valeurs communautaires et individualistes qu'il porte en même temps. Il a besoin du regard approbateur des autres mais, en même temps, a besoin de répondre à ses propres désirs. Si ceux-ci apparaissent en contradiction avec les normes de la société, alors il agit « sous couverture ». Il donne l'apparence de la conformité mais pratique l'intérêt égoïste. Il est facile d'imaginer la suite : hypocrisie générale, recherche systématique du paraître au détriment de l'être, l'importance accordée aux médisances, sens de « l'honneur » exagéré... D'un autre côté, tout ce qui peut constituer la richesse interne est déconsidérée (peut-on montrer aux autres notre richesse spirituelle ?). Dans le domaine religieux, les individus pratiquent avec ostentation leurs obligations, deviennent intransigeants avec les autres et pourtant ils sont parfois si loin de l'esprit de l'éthique en privé.

Celui qui pense qu'il ne s'agit là que de faits sociaux sans conséquences majeures se trompe. Au niveau de l'individu, le malaise psychologique jusqu'aux diverses névroses sont légions. Les tensions entre les membres d'une même famille sont souvent destructrices de la cellule familiale. Les relations entre parents et enfants, entre frères, entre sœurs se détériorent. Mais au-delà, les relations entre les personnes deviennent arti-

ficielles, fausses, souvent empreintes de jalousie, de violence etc.... La relation d'autorité est également déviée. Elle devient vite autoritarisme, intransigeance, inflexibilité...

Une société ne peut évoluer tout en étant maîtresse de son destin qu'à condition qu'elle se connaisse elle-même. En tant qu'Algériens, nous sommes interpellés pour prendre conscience des éléments de notre culture qui bloquent notre épanouissement et notre bien être. Il ne s'agit pas de juger de façon péremptoire, ni d'autoflagelation. Mais le chemin de notre progrès passe par la prise de conscience collective de notre état pour le modifier. C'est à ce prix que nous pourrons invoquer l'aide de Dieu !

* * * *

LE SENS DES RESPONSABILITÉS *

Tous les peuples du monde se caractérisent par certaines valeurs ou certaines croyances dont les traits semblent plus prononcés que pour d'autres. Tous puisent leur idéal d'un fond commun à toute l'humanité. En tant qu'être humain, nous évoluons avec un registre génétique dont le potentiel est quasiment identique. Comme pour la musique, si les sons sont sériés dans un langage normé (solfège), les possibilités d'expression sont pratiquement infinies.

Chaque grande culture s'est construite au cours des siècles en adaptant l'homme à son milieu. L'homme est d'abord un être social. Pour ses besoins innés (donc biologiques) il lie sa dynamique de vie à la collectivité. Il construit sa sécurité, il répond à ses besoins fondamentaux par le travail (cela va de la cueillette ou chasse du primitif à l'activité la plus sophistiquée), il fonde une famille, se reproduit, défend ses acquis, ses proches... Quoi de plus naturel que tout cela ?

* *In forum-democratique.com, 2010*

L'un des aspects les plus fondamentaux de la vie humaine est la nécessaire interrelation entre les individus. Personne ne peut vivre seul par ses propres moyens, en autarcie. Chacun doit être en relation continue avec les membres de sa famille, les amis, les collègues, les concitoyens... De cet entrelacement de liens sociaux, se construit une société. La société n'est sûrement pas une entité édifiée par la raison humaine avec préméditation. Elle est le résultat naturel de la dimension biologique de l'Homme. Cependant, la prise de conscience de l'existence de cette société a fait que très tôt, l'intelligence humaine s'y intéressa. Tout s'est réalisé dans l'implicite. Personne n'a attendu « le contrat social » de Rousseau ou les théories d'Ibn Khaldoun ou de Durkheim ou autres pour s'organiser et vivre en société.

En particulier, très tôt, les sociétés constituées se sont donné des règles collectives auxquelles les individus devaient impérativement se soumettre en limitant leur champ d'intérêts personnels, parfois même au risque de sacrifier leur propre existence (guerre). En cas de comportements « antisociaux », des sanctions (jusqu'à l'exécution) devaient intervenir, pour prémunir le groupe des déviations par rapport aux normes imposées.

C'est que le groupe est essentiel pour la survie de l'individu. L'ensemble est plus fort, plus puissant que l'unité. La répartition des rôles est fondamentale. Les hommes et les femmes deviennent des rouages impliqués dans le bon fonctionnement du tout.

Si la société est bien organisée, elle devient efficace et en retour offre plus de sécurité et plus de marge de manœuvre aux individus. Cependant, cela a un prix. Il implique l'engagement des individus dans la collectivité. La limitation de ses désirs. Chacun doit remettre une partie de sa liberté au groupe. C'est là que commencent les problèmes si j'ose dire. Une société peut être plus ou moins exigeante, plus ou moins autoritaire avec ses membres. Dans certains cas extrêmes, elle peut exiger l'anéantissement de la volonté individuelle. Or, en tuant l'in-

dividu, la société elle-même se dévitalise. D'autres sociétés sont beaucoup plus libérales et impliquent l'individu dans les processus de décision.

Dans tous les cas, l'individu est donc soumis, volontairement ou par contrainte aux règles générales. Dans tous les cas, cela se fait par l'éducation générale, par l'implicite, par une forme d'injection d'idées à l'enfant puis à l'adulte sans que le récipiendaire en prenne conscience. Chacun évoluant dans une ambiance générale pensant qu'il s'agit là d'une expression naturelle d'un comportement « normal » comme le dit si bien la vox populi.

Ce qui est intéressant à constater, c'est que la nature de la « culture » plus ou moins autoritaire, donne naissance à des pouvoirs qui lui sont conformes. Dans une culture où l'individu est écrasé par la société, les Etats qui sont érigés ont une tendance lourde à l'autoritarisme, parfois tout simplement à la dictature. Les cultures libérales sont plus individualistes, et leurs Etats plutôt démocratiques. Il y a alors une équation qui s'établit. Plus l'Etat est autoritaire et plus l'individu le subit et développe une attitude réfractaire passive. Au contraire, plus l'Etat est libéral et plus l'individu est responsabilisé et a un comportement plus actif.

Venons-en donc au phénomène de la responsabilité et particulièrement, ici en Algérie. L'Etat, depuis 1962 a mené une politique populiste d'assistanat. Car il exigeait en retour la docilité. Cette « valeur » s'est exprimée dans tous les secteurs. Pourvu que l'individu ne s'occupe pas de la chose publique. Chacun doit se soumettre à la volonté politique du pouvoir en place. Celui-ci s'employant à répondre aux besoins de l'individu tout en prenant soin de les définir lui-même. Adossé à une culture fragilisée par son contact au monde moderne et recroquevillée sur elle-même, de nature communautariste et solidaire, le pouvoir politique a voulu aller jusqu'au bout de cette logique : tuer l'individu pour étouffer toute contestation. Parmi les conséquences de cette politique, l'incroyable perte du sens des responsabilités de l'Algérien.

Une multitude de dysfonctionnements de notre société provient de l'absence de cette valeur. Cela est palpable à tous les niveaux. Chez les dirigeants, les décisions tombent comme des couperets sur les administrés avec des conséquences parfois dramatiques mais cela ne remue aucun sentiment de culpabilité chez eux. Ils ne se sentent pas responsables des conséquences parfois désastreuses de leurs actes. Le Président de la République se permet d'agir en dehors des règles constitutionnelles sans aucun remord et sans se soucier des effets de ses actes sur la population. Des ministres, des walis prennent des décisions en bloquant des projets, en changeant de règles, provoquant la faillite des entreprises, en mettant au chômage des centaines, voire des milliers de personnes alors qu'une simple concertation aurait pu l'éviter et cela sans sourciller. Des gendarmes installent au beau milieu de l'autoroute des barrages, provoquant ainsi plusieurs accidents. Cela ne les dérange point. Un simple fonctionnaire vous fait venir et revenir à son bureau, alors que vous habitez parfois à des centaines de kilomètres de là. Il ne se pose aucune question sur les désagréments et souvent il vous en cause davantage.

Ce comportement n'est malheureusement pas l'apanage des seuls représentants de l'autorité. Les petites gens, si souvent victimes de ces absurdités, deviennent eux aussi, à chaque fois que l'occasion se présente, la source d'anomalies pour les autres. Le voisin qui fait des travaux à minuit en dérangeant tout le monde, le chauffeur qui conduit de façon ahurissante mettant en danger la vie des autres, les parents qui lâchent leurs enfants dans les rues au mépris des risques... Violence, abandon de famille, manque de sérieux dans le travail, parole donnée jamais assumée... et tout le reste de notre quotidien malmené par tant de nuisances dont l'origine reste la même : l'absence chez l'Algérien du sens de la responsabilité !

L'Algérien est devenu imprévisible, causant sans cesse des dégâts autour de lui sans pour autant jamais en assumer les effets. Sans le sens de la responsabilité, c'est le désordre qui s'installe, progressivement mais inéluctablement. Les familles n'éduquent plus cette valeur. L'école est pire. Les Imams des

mosquées se réfugient dans des discours incompréhensibles en tous les cas loin de ces préoccupations. La justice punit plus sévèrement ceux qui avouent (et donc assument) leurs méfaits que ceux qui s'arrangent pour nier leurs crimes. Reconnaître ses actes est perçu comme une insolence qu'il faut punir. Les terroristes profitent de la loi sur le repentir mais ne se repentent point...

Alors, quelle est la solution ? Elle passe par l'école. Mais pour cela, il faut que le pouvoir en place soit conscient de ces enjeux. Une réforme de l'éducation est capitale. Elle doit permettre l'enseignement des valeurs nécessaires au bon fonctionnement d'une société. L'apprentissage du sens des responsabilités est essentiel. Voilà l'un des chemins : encore faut-il pouvoir l'emprunter !

* * * *

LE 8 MARS : UNE FÊTE ET DES QUESTIONS *

La journée de la femme, comme d'ailleurs celles du travailleur, de la jeunesse ou du moudjahid, offre une fois l'an, au pouvoir politique, l'occasion de se focaliser sur une catégorie de citoyens, de l'isoler du reste du corps social, de la détacher de ses liens à la fois complémentaires et contradictoires avec le reste des citoyens, puis pour avoir ses faveurs, de lui présenter quelques éloges, et quelques bonnes intentions mais sans avoir à aborder la complexité de la réalité ni à entrevoir les véritables failles de la société pour enfin proposer un véritable projet politique.

Car enfin, ni les louanges circonstanciées sur la femme, ni les quelques affirmations sur les désirs de son émancipation n'abordent le fond du problème : la détérioration sensible des rapports entre les femmes et les hommes de ce pays, soumis ensemble à une dérive relationnelle douloureuse dont, les unes et les autres, ne saisissent ni l'origine ni la nature.

* In *forum-democratique.com*, 2010

Construites dans un idéal culturel ancien, les relations qui régissent les hommes et les femmes, les parents et les enfants, les frères et les sœurs-en un mot, la structure familiale - ont perdu peu à peu leur sens premier et leur efficacité sociologique sous les coups de boutoirs de la vie moderne.

De ce point de vue, nous vivons aujourd'hui une forme de syncrétisme, ne faisant de nous ni une société traditionnelle ni une société moderne mais un mélange des deux, prenant des bribes de chacun des deux codes de conduite, construisant ainsi une société incohérente, sans repères efficaces ni buts clairement identifiés. Dans cet état d'esprit, seul l'enrichissement matériel devient intelligible, imposant alors à la société, un matérialisme sans issue.

L'homme et la femme algériens ne se retrouvent plus, ou de moins en moins. La femme algérienne naît sous les sourires simulés de la famille, grandit dans la responsabilité au foyer parental, fonde son ménage dans l'insécurité, et finit sa vie encensée par ses enfants.

L'homme algérien naît sous les sourires sincères de la famille, grandit dans l'irresponsabilité au foyer parental, fonde son ménage dans l'illusion et finit sa vie, marginalisé par ses enfants.

Les deux trajectoires se croisent mais divergent vite. Dans la structure « moderne » de la famille algérienne, les époux se pensent dans des univers mentaux antagonistes. L'homme, élevé dans des privilèges sexistes exorbitants ne peut voir son épouse que comme la continuité d'une mère qui doit assumer pour lui ses propres besoins. La femme, élevée dans l'insécurité du futur voit en son époux, et plus tard en son (ses) fils, une sécurité existentielle qu'elle doit se garantir.

C'est donc cette distorsion première qui va nouer une complexité relationnelle homme - femme et plus généralement familiale et dont les conséquences sont si souvent dramatiques.

Alors, en ce 8 mars, en plus d'honorer la femme, nous devrions tous et toutes, s'atteler à prendre conscience des

véritables enjeux et à y réfléchir pour construire une société plus juste et plus équitable, où hommes et femmes auront les moyens d'aller vers leur bonheur légitime.

* * * *

AUTOCRATIE OU DÉMOCRATIE ?*

« L'homme-narcisse, en voulant faire le monde à son image, est amené, non seulement à détruire les autres, mais également à se perdre, fasciné qu'il est par lui-même ».

Eugène Enriquez.

Ces derniers temps les hommes au pouvoir ne semblent plus préoccupés par le destin de la nation. L'échec magistral auquel ils sont confrontés n'a pas été suffisamment puissant pour les convaincre à plus d'humilité. Seul leur désir de persistance a fini par leur dicter un lifting constitutionnel pour le moins scandaleux sous d'autres cieux**.

Pourtant, il ne s'agit pas de faire ici le menu des déboires du pouvoir, ni de faire son procès. Cela est fait quotidiennement, à juste titre, par la presse, par des intellectuels et par des hommes politiques de tous bords. Il n'y a plus grand-chose à dire là-dessus sinon d'inutiles redites.

Il s'agit plutôt maintenant de se demander pourquoi notre société secrète-t-elle ces valeurs qui font que le statut du Zaïm à vie, soit à ce point désiré par le chef et par tous les prétendants potentiels. L'image majestueuse du guide vénéré est trop prégnante dans l'inconscient collectif ; elle piège l'ego et le sublime s'il la réalise et ce, au détriment de toute autre consi-

* *El Watan*, 23.11.2008

** *La constitution a été amendée par le Parlement le 8 Novembre 2008 pour lever la limitation des mandats présidentiels à deux et permettre à l'actuel Président de la République de solliciter les suffrages autant de fois qu'il le souhaite.*

dération. Là où il est, l'Algérien veut être chef absolu et le rester jusqu'à la fin de ses jours.

Aujourd'hui, avec le dernier amendement constitutionnel, nous n'assistons probablement pas tant à une fracture entre une majorité d'un peuple qui aurait souhaité l'alternance et un pouvoir décidé à s'éterniser qu'à un choc entre une nouvelle et frêle idée de démocratie portée par une élite esseulée et une mentalité ancienne bien ancrée dans les profondeurs de la société.

Il faut dire que notre société aime tellement les prophètes que les faux y sont légion, qu'elle aime tellement la force qu'elle est souvent liberticide, qu'elle aime tellement la ruse que le droit n'est plus qu'un épouvantail.

A contrario, notre société a tellement peur de l'innovation que sa foi en est devenue intolérante, elle a tellement peur de l'avenir qu'elle se complaît dans l'opportunisme, elle a tellement peur de l'insécurité qu'elle se réfugie dans l'immobilisme, elle a tellement peur de l'inconnu qu'elle préfère la superstition aux vraies questions. Si notre inconscient collectif avait honoré la science, l'écriture ou l'esprit d'entreprise, les Algériens auraient mis leur énergie à devenir des hommes de science, des écrivains ou de vrais entrepreneurs. Pour le moment, la réalité démontre que notre idéal collectif a été façonné autrement.

C'est la société qui éduque l'individu dans le culte de ses valeurs, même si hélas, elles ne sont plus d'actualité dans le monde et surtout ne peuvent nous conduire au développement. Chez nous, rien ne semble plus légitime que d'être au pouvoir et de faire ce qu'il faut pour y rester. De ce point de vue, le Président de la République est en plein accord avec l'esprit général sinon de la nation, du moins de sa génération. Comme le sont d'ailleurs, la plupart des leaders politiques qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition.

C'est là que gît le mal. Et c'est de là qu'il faut l'en extirper si l'on veut une Algérie nouvelle. Max Planck disait qu'« une

nouvelle vérité scientifique ne triomphe pas en convainquant les opposants et en leur faisant entrevoir la lumière, mais plutôt parce que ses opposants mourront un jour et qu'une nouvelle génération, familiarisée avec elle, apparaîtra ». Peut être que l'idée de démocratie trouvera son chemin avec une nouvelle génération. Encore qu'il lui faudrait engendrer une classe politique à hauteur de ce défi. Vaste programme !

* * * *

LE DÉFI MAJEUR DE LA GÉNÉRATION

POST-INDÉPENDANCE *

Si la génération de Novembre s'était assignée le seul vrai défi de son temps, celui de l'indépendance du pays, qu'elle a d'ailleurs victorieusement relevé, l'élite de la génération postindépendance est pour l'instant sans projet collectif identifiable à proposer aux Algériens. La seule volonté de remplacement du pouvoir ne peut constituer, bien entendu, un grand dessein ni une prouesse historique ; la relève se fera de toutes les façons par la force du temps.

Depuis maintenant vingt ans au moins, la nouvelle classe politique, tant celle liée au régime actuel que celle qui se veut dans l'opposition, ne cesse, en guise de vision, de recenser les réalisations ou les échecs du passé et de décrire le bonheur des temps à venir ou les symptômes de l'impasse du présent. Quant à l'avenir, il se décline en autant de projets de remèdes d'un mal multiforme, toujours variés et changeants selon les conjonctures traversées et les prismes idéologiques en cours.

Hors l'attirail vestimentaire **, les formes de déclamation et les différences d'intensité et de formulation d'un populisme réhibitoire, depuis l'islamisme jusqu'au trotskysme, le dis-

* *Le Soir d'Algérie* 06.07.2009

** *Le jeu de mots de M. Bouteflika sur l'âbaya de Abassi et la mini-jupe de Khalida est symptomatique de cet état d'esprit.*

cours politique reste pour l'essentiel superficiel et fragmenté quant aux objectifs à atteindre. De toutes ces ambitions, hormis bien sûr les utopies idéologiques, il n'en ressort aucun projet de société suffisamment cohérent qui prenne en compte tout à la fois, la nature de notre société, les contraintes historiques qu'elle subit et les buts primordiaux qu'elle devrait se fixer en fonction des bouleversements mondiaux en vue. Les différents partis politiques ne proposent ni la vision nécessaire à notre salut collectif, ni l'espoir mobilisateur de la Nation. Nulle part ne se manifeste clairement un dessein national, concret, réaliste, sensé et en même temps ambitieux, ouvert sur l'avenir et générateur d'espoirs. Nul défi à l'horizon pour faire vibrer les volontés, nulle raison pour le peuple de se départir de la déprime, de la morosité et du désespoir.

Pourtant un « challenge » prométhéen nous attend, un tournant décisif dans notre histoire s'annonce : la déplétion des réserves d'hydrocarbures et la fin prévisible de l'économie de rente. Nous sommes devant cette alternative : y faire face et transformer cette épreuve de vérité en un levier pour faire sortir le pays de son ornière ou alors y succomber et subir de longues et imprévisibles décennies chaotiques.

Bien sûr, tout le monde parle de l'après pétrole. Mais apparemment, personne ne prend la formule au sérieux. Pourtant, à regarder de près quelques chiffres sur la structure économique du pays, les choses risquent de mal tourner assez rapidement.

Selon les diverses prévisions, l'Algérie peut encore produire suffisamment de pétrole durant une quinzaine d'années, au mieux une vingtaine. Il faut également considérer la croissance de la demande interne en énergie fossile. En 2008, 12% de la production nationale ont été consommés sur place. Ce taux ira en s'amplifiant, les besoins suivront une courbe ascendante à cause de la croissance démographique et de l'activité en générale (croissance annuelle hors hydrocarbures aux alentours de 4%). Au-delà de la déplétion du pétrole, il restera du gaz, bien sûr, mais il ne représentera au mieux que 25 à 30% du pouvoir d'achat généré par les exportations actuelles. Qu'advien-

dra-t-il alors du pays dont les entrées en devises proviennent à 99% des hydrocarbures ? 50% du budget de fonctionnement de l'Etat proviennent de la fiscalité pétrolière. Comment payer alors les fonctionnaires ? Comment nourrir la population lorsque l'agriculture actuelle ne fait pas face à 30% des besoins alimentaires de la population ?

A l'assèchement des entrées en devises, il faudra prévoir de nouvelles dépenses pour l'importation de ces mêmes hydrocarbures pour les besoins domestiques. Avec quel argent en sachant qu'alors, le pétrole atteindra des cours à peine imaginables maintenant ? Le peu d'activité industrielle s'effondrera. Alors que le monde sera en pleine mutation énergétique, l'Algérie entrera dans une phase chaotique.

Comment s'en sortir ?

En réalité, mieux vaut prévoir que guérir. Et en l'espèce, c'est déjà bien tard. Un calcul basique que chacun pourra comprendre nous montre que dans 20 ans (c'est si court dans la vie d'une nation) l'Algérie devra exporter hors hydrocarbures pour au moins 30 à 40 milliards de dollars en valeur constante de 2008 pour maintenir approximativement le niveau de vie actuel (en considérant que les besoins supplémentaires seraient plus ou moins comblés par l'exportation de gaz pour encore deux autres décennies). C'est-à-dire, que l'Algérie doit pouvoir exporter hors hydrocarbures dès cette année et sur vingt ans, la valeur de 2 milliards de dollars supplémentaires sur chaque exercice ou en d'autres termes, entre 20 et 25% de croissance annuelle de la valeur hors hydrocarbures exportée, et ce sur 20 ans ! Rappelons qu'en 2008, l'Algérie a exporté pour à peine un peu plus d'un milliard de dollars hors hydrocarbures, et encore, il s'agit pour une large part de matières premières, elles aussi promises à l'extinction !

Le défi semble tout simplement impossible à tenir, en tous les cas, avec la politique actuelle il n'y a aucun doute sur l'issue. Les sacrifices à consentir seront tels qu'un régime illégitime et fondé sur l'autoritarisme ne pourra jamais exiger de son peu-

ple un tel effort. D'autant plus que, depuis un demi-siècle, le pays vit sur la rente et a donc perdu des pans entiers du savoir et du savoir-faire qu'il possédait, se retrouve à la traîne dans la productivité du travail, avec un appareil industriel obsolète et étouffé par une bureaucratie foncièrement corrompue. Les jeunes ne croient plus en la valeur « travail », ne supportent pas l'effort, se détournent des métiers pénibles, ceux de la terre, de l'industrie... Le tourisme nécessite une culture dont nous ne possédons même pas les bases. Par ailleurs les conflits idéologiques, la violence générale et la perte des repères dispersent les énergies nationales.

Comment alors faire retrouver à la nation une cohésion perdue et lui insuffler l'ambition et la volonté de se remettre à l'ouvrage ? Comment reconstruire le rapport gouvernant - gouverné en considérant que c'est au peuple de financer l'Etat et que, concomitamment le pouvoir doit émaner de la volonté populaire à travers des urnes transparentes et honnêtes ? Comment faire fonctionner un Etat de droit alors que les Algériens n'ont pas su intérioriser sa nécessité ?

Il n'est pas de doute, l'Algérie s'oriente lentement mais inéluctablement vers un autre choc de dimension historique : C'est à cette génération postindépendance que revient le devoir de l'amortir et, souhaitons-le, de le dépasser !

* * * *

L'HEURE DE VÉRITÉ A SONNÉ *

Quarante années après que l'Algérie eut accédé à l'indépendance, d'illustres acteurs de la guerre de libération étalent sans retenue leurs divergences d'antan, leurs inimitiés, leurs conflits fratricides, leurs jalousies mutuelles, leurs mesquineries.

A n'en pas douter, l'indépendance du pays fut un résultat d'une exceptionnelle grandeur à comparer avec les motiva-

* *Le Soir d'Algérie* du 21.12.02

tions trop humaines de certains dirigeants « révolutionnaires » dont la propension à l'égoïsme et au règlement de comptes n'en finit pas de faire des siennes.

Le capital moral engrangé par plusieurs décennies de combat politique et plus de sept années de guerre menée par un peuple courageux est en péril.

Des hommes qui avaient participé avec courage dans l'aventure libératrice et avaient réalisé des faits d'armes héroïques se laissent aller à des humeurs, à des états d'âmes et à des aveux qui risquent de réduire une aventure historique au retentissement mondial à une chamaillerie de chefaillon peu glorieuse.

Après avoir encensé les héros dans les manuels scolaires, les discours démagogiques et les cérémonies hypocrites, chacun veut aujourd'hui dire ses propres mérites, son courage, son rôle, son importance, sa vanité. Après avoir couru les bienfaits et les honneurs du pouvoir, les voilà aux aguets pour rafler les meilleures places au Panthéon de l'histoire.

L'heure de vérité a probablement sonné. Les faits refoulés ressortent. Les sentiments cachés se dévoilent. Les aigreurs trop longtemps contenues se livrent. Les morts parlent.

Notre histoire trop longtemps enfouie dans les décombres d'une conscience affaiblie par des appétits et des instincts prédateurs a fini par exhaler l'odeur des forfaitures. Qui en sera comptable ? S'il est inconsistant de sacraliser les hommes aussi glorieux fussent-ils, il est navrant de porter des jugements de valeurs aussi légèrement sur des hommes trahis et liquidés par leurs frères (?) de combat.

Il est exclu de demander aux anciens héros de se taire. Nous avons trop souffert de la loi du silence. Mais il serait tellement plus judicieux qu'ils nous offrent la vérité, toute la vérité sur notre passé récent en restituant à la nation sa mémoire collective dans le respect des morts et des vivants, dans des dépositions solennelles et non dans des joutes oratoires polémistes et vengeresses, prolongement irresponsable de querelles du passé.

Aujourd'hui, les Algériens veulent connaître la vérité, toute la vérité mais rien que la vérité. Celles sur la lutte pour le pouvoir entre frères d'armes, sur le despotisme inéclairé, sur les auteurs des mauvais choix. Ils veulent comprendre leur histoire, faire leur bilan. Ils n'ont que faire des anathèmes et des invectives. Mais les « anciens » ont trop dit et pas assez à la fois.

Ceux qui ont eu l'exceptionnel honneur de participer à l'œuvre libératrice et à ses malheureuses péripéties sont sommés de faire leur examen de conscience et de transmettre dans la sérénité et loin des passions les ultimes vérités.

Les Algériens d'aujourd'hui veulent s'atteler à la construction d'un véritable Etat de droit en s'adossant avec intelligence, reconnaissance et fierté à cette sublime force morale que représente le 1^{er} Novembre 54. Ils ne veulent pas d'un mythe truffé de mensonges, qui s'effondrera à la première secousse.

* * * *

LETTRE À NOS AÎNÉS *

En 1962, vous veniez d'atteindre le fabuleux rêve de rendre à l'Algérie sa liberté. Vous étiez alors jeunes, très jeunes. Beaux. Les peuples opprimés accrochaient leurs espoirs à vos exploits. Les grands de ce monde s'intéressaient à vous, vous accordaient un immense crédit. Votre parole résonnait amplement comme un oracle. Le pays vous était reconnaissant. Après une guerre de sept ans, après tant de tragédies, de drames mais aussi de sublimes combats, vous étiez au faite de la gloire.

En 2001, vous êtes encore là. Moins jeunes, beaucoup moins jeunes. Loin d'être beaux. Le regard des autres n'est plus le même. Plus du tout le même. Les peuples du monde ont pitié de nous. Les grands de ce monde n'ont que mépris pour vous.

* *In Liberté*, le 24 mai 2001

En déclenchant la guerre de libération un certain Premier Novembre, vous aviez réussi à créer le mythe fondateur dont avait besoin l'Algérie pour se consolider en tant que Nation et pour affronter les vicissitudes de son destin.

En méprisant votre peuple, en vous constituant en caste de privilégiés, en vous accrochant éperdument au pouvoir, en ignorant la jeunesse, en liquidant les élites, en dévoyant tous les beaux principes de Novembre, vous êtes en train de détruire irrémédiablement la symbolique de la révolution et de ses martyrs.

Hier modèles du bien, vous êtes devenus modèles du mal.

Vous aimez l'Algérie. Oui sûrement. Mais vous l'avez étreinte si fortement que vous l'avez étouffée. Vous aimez la liberté. Oui, sans aucun doute, vous aviez combattu pour elle. Mais vous y tenez tellement que vous l'avez confisquée à tout un peuple. Vous aimez la souveraineté. Oui, avec certitude. Mais vous la voulez si intensément que vous ne vous voyez que souverain. Quant aux Algériens, ils n'ont le choix qu'entre la résignation, l'exil ou le suicide. Sinon, ils peuvent être également surpris par la mort odieuse donnée par d'autres Algériens que vous avez rendus fous.

Mais de tout cela, vous n'en avez cure. Vous n'écoutez personne. Vous n'entendez aucune voix. Vous êtes indifférents aux malheurs et aux drames de ce peuple. Vous ne tentez même pas de lui parler, de lui dire quelques mots vrais pour apaiser ses souffrances, sans infatuation de soi ni leçon de patriotisme... Lorsque vous discourez, vous faites les louanges de vous-mêmes, de votre passé, de votre avenir. Vous ne répondez qu'à vos propres pulsions, vos propres instincts, votre propre déterminisme. Vous êtes devenus autistes.

Personne ne peut rien contre vous. Seul Dieu... peut-être. En attendant, les Algériens doivent attendre. Attendre le temps que vous finissiez d'assurer « proprement » votre besogne, attendre 2040, pour que ceux qui étaient jeunes en 1962, moins jeunes en 2001, soient un peu vieux à ce moment-là. D'ici là, longue vie à ... l'Algérie. A moins que...

A EL-KADI IHSANE *

Il est probablement atypique pour un homme politique de commenter un article de presse (généralement c'est le journaliste qui commente les interventions des politiques), mais je dois avouer que le dernier texte d'El-Kadi Ihsane ne pouvait me laisser insensible **.

Dans un cri du cœur, il gémit de douleur face à ce qu'il qualifie de *titanesque hogra que subit le peuple palestinien et se confond dans une culpabilité profonde et sincère devant cette Algérie (qui) est au mieux, indifférente, au pire complice.* ***

Même si pour l'essentiel je suis prêt à suivre ce constat et même si je regrette profondément la léthargie qui semble avoir saisi les Algériens quant à l'expression de leur solidarité envers ce peuple martyrisé, une lecture plus positive doit être cependant accordée pour expliquer leur attitude.

A la vérité et pour tempérer le jugement sans appel contenu déjà dans le titre de l'article d'El-Kadi Ihsane, je dois dire que quelques hommes politiques et de la société civile ont tout de même réagi à plusieurs reprises et collectivement par des écrits, des démarches publiques auprès de l'ambassade des Etats-Unis à Alger, des conférences de presse, et une présence effective à quelques tentatives de manifestations, bien que la presse n'accordât que très peu d'importance à ces gestes. Cependant, le propos n'est point là. Et il faut le reconnaître, la réaction générale était presque insignifiante, sans échos et sans portée. D'un point de vue moral et pour des hommes de convictions, cette situation est très dure à assumer. Et il n'est même pas possible de transférer cette « *ignominie* » *sur le compte du seul pouvoir qui, s'il a une part de responsabilité (n'est-ce pas lui qui avait proposé une minute de silence à la Nation en compensation de son interdiction à toute manifestation publique ?)* cela ne peut

* In le Quotidien d'Oran du 02.01.03.

** Algérie-Palestine : l'année du déshonneur, Quotidien d'Oran, le 19.12.02.

*** Tous les passages en italique sont des extraits de l'article cité en (**)

en aucune façon absoudre toute la société et encore moins disculper la classe politique. Mais si un pouvoir répond d'abord à ses impératifs internes en mettant la raison d'Etat (ou plutôt la raison de ses intérêts) au-delà de la morale, la société, elle, est régie par des règles qui font fi des calculs de stratégie politique. Les raisons du comportement impudique du pouvoir en la matière ne peuvent en aucune manière expliquer l'apparente passivité populaire.

Que s'est-il donc passé pour que les Algériens affichent un tel désintérêt devant une cause qui avait aidé à construire l'imaginaire politique de la génération de l'indépendance ? Est-ce parce que quelque chose d'essentiel s'est cassé dans l'élan généreux du pays ?

Il n'y a aucun doute que les Algériens ont changé ; pour être plus précis, je devrais écrire, sont en pleine métamorphose. En cours de métanoïa.

La perception du malheur des Palestiniens ne peut se réaliser qu'à travers leur propre vécu. Or celui-ci est en profonde transformation.

Sortant peu à peu de la viscosité du populisme teinté de solidarité communautariste et de l'esprit sacrificiel d'un islamisme fusionnel et dégénéré, les Algériens renforcent de plus en plus leur autonomisation, s'emparent, même maladroitement, de l'esprit critique, succombent de moins en moins aux valeurs de la masse anonyme, veulent s'affranchir des slogans démagogiques et inutiles auxquels ils ont été abreuvés pendant bien trop longtemps. Leur conception du monde est sans cesse mesurée à leur « idéal du moi », à l'image intérieure qu'ils construisent d'eux-mêmes. Leur évaluation de l'action politique se construit de plus en plus sur le concret et de moins en moins sur le sentiment.

Il n'y a pas un sujet politique dont la résonance est aussi puissante chez les Algériens que la cause palestinienne. Dans les foyers, les lieux de rencontre, la rue mais encore plus, seuls en face de leur téléviseur, les Algériens vibrent avec la

Palestine. Ils admirent ce peuple qui ne veut pas abdiquer, contre lequel se sont ligüés des ennemis et des pseudo-frères, et qui est condamné à dénouer, seul face aux puissances mondiales, l'imbroglio de l'incroyable drame abrahamique noué par la puissance mythique des trois religions monothéistes. Mais ils savent aussi qu'ils sont aujourd'hui impuissants. Tout comme ils sont impuissants face à leur propre drame. Alors ils regardent, ils souffrent et se taisent par pudeur. Ils savent que crier à gorge déployée et battre le pavé n'arrachera pas, pour le moment, la victime palestinienne des mains de son bourreau israélien.

Ces Algériens (et ils sont très nombreux) sont prêts à faire beaucoup pour la Palestine. Et ils sont prêts à le faire car c'est leur conscience qui les en prédispose et non pas des appels enflammés d'un quelconque guide illuminé ou autre gourou intéressé. Mais ils savent que c'est en sauvant leur pays qu'ils pourront aider les autres. Ils savent que c'est en réussissant à inscrire l'Algérie dans une voie affranchie des archaïsmes mais fidele à son âme qu'ils construiront leur dignité et seront alors en mesure de tendre la main, sincèrement et efficacement à ceux qui souffrent.

Dans sa propre quête de liberté, d'affirmation de soi, de recherche de sa voie, l'Algérien a déchiré les oripeaux des fausses solidarités hypocrites et démagogiques qui imprègnent encore les mentalités de trop de nations arabes et tente, bien que dans la douleur et la difficulté, de se frayer un chemin vers une modernité assumée.

L'Algérie, avant tout autre pays arabe, doit réussir sa mutation démocratique. Elle est le plus en avance et celle qui a payé le plus lourd tribut.

LA DÉMOCRATIE, LE PARTI POLITIQUE ET LE LEADER *

Lorsqu'en octobre 88 « le chahut de gamin » mit fin aux illusions du parti unique et surtout lorsque la constitution du 23 février 89 ouvrit la porte aux « associations à caractère politique », l'Algérie se révéla soudain à elle-même dans sa complexité, ses différences, ses excès et son désordre.

Depuis au moins son indépendance, le pays, soumis à des luttes de pouvoir féroces, devait s'adapter de gré ou de force, à la vision du ou des maîtres de l'heure. Les institutions, l'administration étatique, le système économique, le système éducatif, devaient tous, sans exception, se fonder à l'intérieur de normes décidées et édictées par la volonté des « supérieurs ». Dans ces conditions, le pouvoir se construisait et se maintenait en recrutant les hommes qui correspondaient forcément à un certain profil psychologique : ils devaient être compétents dans l'exécution des instructions, capables d'adapter leurs convictions aux désirs de ceux « d'en haut » sans avoir à en décortiquer le sens ultime.

C'est ainsi que s'est constitué un formidable système de sélection « darwinien » dans lequel seuls les hommes « serviables », désireux de plaire et sans convictions profondes pouvaient réussir. Ce n'était pas forcément des « incompetents » mais sûrement de fidèles exécutants. Dociles avec leurs supérieurs, ils étaient souvent impitoyables pour leurs subordonnés. Ils formaient ainsi une chaîne absurde où les hommes restaient liés les uns aux autres par deux pôles, l'un négatif et supérieur, l'autre positif et inférieur. Les hommes de caractère eux, étaient perçus comme de potentiels fauteurs de troubles et donc invariablement brisés dès les premiers échelons de leur carrière. Le système de gestion des ressources humaines avait fini par créer une « élite » intellectuelle et politique dépendante, pâle et sans ressorts.

Lorsque la pensée unique explosa et que la liberté politique s'offrit aux Algériens, la faiblesse flagrante de leur élite devint

* *In El Youm, 2002*

un handicap grave pour la suite des événements. Cette élite, élevée dans l'assistanat et l'obéissance se retrouva orpheline et désarmée face à des responsabilités dont elle avait une vague conscience mais nulle science à faire valoir : organiser et diriger dans l'ordre et la liberté un peuple excédé, trop longtemps frustré de sa liberté et dont, par la force des choses, le caractère frondeur s'était développé et renforcé. La résolution de l'équation était presque impossible. Les citoyens connaissaient la bureaucratie mais ne trouvaient plus l'Etat.

Le régime n'ayant pas permis l'émergence en son sein d'hommes crédibles, ce sont des contestataires politiques nés par opposition au Parti-Etat qui allaient devoir bâtir des appareils politiques pour prétendre à la conquête du pouvoir.

Se proclamant islamistes ou démocrates, les opposants ont dû concevoir des partis politiques dont l'efficacité, à l'image d'une armée en campagne, était censée assurer l'assaut victorieux contre l'Etat moribond mais convoité.

Dans le feu de la bataille, chacun affûtait au mieux ses armes et mobilisait ses troupes selon un mode de fonctionnement militaire. Le militant devait être soldat de la cause, les structures de base des cantonnements et les directions politiques des états-majors.

Dans ce climat de tensions, de violences, de désordres et de coups bas, comment les premiers leaders de partis auraient-ils pu concevoir autre chose ou faire mieux encore ? Sans tradition de multipartisme ni de militantisme légal, sans expérience dans la création et l'animation de structures organiques, ils s'étaient lancés corps et âme dans une aventure complexe, mouvante et dangereuse.

Les islamistes, persuadés que la victoire était à portée de mains, habitués au corps à corps avec la société, pilotaient la masse sans se soucier de l'individu. Les démocrates, malmenés par les remous révolutionnaires, brandissaient leurs principes mais dans la pratique succombaient, aux nécessités de la guerre : discours radical pour la mobilisation des troupes

et discipline intransigeante et au besoin « liquidative » en cas de velléité de débats. Quant aux vieux routiers du régime, ils continuaient à intriguer dans les salons feutrés et les coulisses sombres en attendant d'être élus par les vrais « décideurs ».

Aujourd'hui, dix ans après leur apparition sur la scène, les partis politiques vont devoir faire face à leur réalité. Nés à la suite d'une crise paroxysmique d'un régime populiste et paternaliste, ils devaient alors s'adapter aux conditions du combat ou disparaître. Ce fut d'ailleurs le destin de la majorité d'entre eux. Mais maintenant qu'une nouvelle étape se profile à l'horizon, ils vont devoir repenser leur doctrine, reformuler leur discours et surtout concevoir un nouveau mode de fonctionnement.

Le leader « infailible » devra céder de ses attributs. Ceux qui « encadraient » les troupes veulent aujourd'hui s'émanciper et participer pleinement au débat politique. Ceux qui constituaient les troupes au service d'un homme veulent maintenant s'identifier à des idées.

L'autoritarisme, le zaïmisme, le narcissisme ne peuvent plus faire recette. Les contradictions entre le discours et les actes du chef ne sont plus comprises ni admises. Les excès qui accompagnent ses pouvoirs d'exception, utiles en temps de crise, deviennent source de désordre. Le militantisme au cours de ces dix dernières années a forgé malgré tout un « esprit de corps » entre les hommes que le leader ne peut tenter de briser sans mettre le feu dans la demeure.

Peu à peu, l'expérience aidant, des partis politiques de deuxième génération se constituent. Même ceux qui persisteront avec leur sigle actuel devront opérer une mutation qualitative touchant à leur mode de fonctionnement. Mais si les « leaders » persistent dans leur attitude (ont-ils d'ailleurs le choix ?), la démobilisation des militants, l'opportunisme et le bricolage finiront par faire dépérir toute la structure.

Sur le terrain, les partis islamistes gagnent en pragmatisme et en raison abandonnant peu à peu leurs objectifs

messianiques de la *oumma islamia*, du califat et de l'application d'une *chari'a* en faisant fi de l'évolution du monde. Ils ont déjà appris à mieux considérer l'individu et à intégrer dans leur mode de fonctionnement des éléments démocratiques indiscutables. Ils s'acclimatent aux règles de la République et pratiquent le jeu des institutions. Ils défendent leurs vues sans apostasier le contradictoire. Ces partis évoluent lentement, même à leur corps défendant, vers des doctrines conservatrices, plus ou moins passéistes mais délestés de leurs revendications révolutionnaires initiales, par pure hypocrisie au début, par réalisme plus tard.

Il est incontestable que ce courant, conservateur, semble plus attractif pour la masse des Algériens. Il est plus proche de l'imaginaire religieux traditionaliste et dogmatique, plus diffus dans les profondeurs du pays. Défenseur des archaïsmes de la société et des équilibres tant sociologiques, culturels que psychologiques acquis par strates, il offre pour de nombreux citoyens une forme de sécurité et des repères stables. Après avoir vécu les profonds bouleversements survenus depuis l'indépendance du pays, les Algériens recherchent inconsciemment une pause, veulent retrouver une échelle de valeurs raisonnable et un Etat (un tuteur ?) protecteur. S'ils refusent maintenant et après dix années de tueries au nom de l'islam, le discours religieux radical, il n'empêche que le mouvement conservateur présente aux yeux de nombre d'entre eux l'espoir d'une possible vie paisible, stable et rassurante, et qui dispense surtout des efforts intellectuels et des remises en cause douloureuses.

Les partis démocrates quant à eux, sont en situation bien plus difficile. Pris dans l'étau des appareils politiques du pouvoir et comprimés par le poids des partis islamistes dans la société, leur mue empruntera un chemin plus cahoteux. Portés par un courant qui propose l'ouverture sur l'avenir, ils comptent différentes ailes plus ou moins progressistes, plus ou moins libérales, plus ou moins favorables à l'enracinement identitaire et/ou civilisationnel.

Modernisateur dans son essence, ce courant suggère le changement, l'évolution pour une meilleure adaptation au monde nouveau que nous vivons déjà en partie et qui se projette devant nous dans son entière complexité. Il suppose une volonté collective puissante, maîtresse d'elle-même, dépassant ses conditionnements, ses peurs et ses contradictions. Ici, la paresse intellectuelle et sociale est bannie. Les réflexes sont combattus par l'effort de prise de conscience, les certitudes par l'esprit critique. La vie n'est plus perçue comme une grâce divine à consommer durant un temps linéaire, mais comme un mouvement perpétuel, une évolution, un renouvellement pour maintenir les équilibres qui lui sont nécessaires. Etre moderne, c'est imprimer un sens dynamique et rationnel à l'évolution naturelle du monde. La modernité, c'est l'énergie qui fait mouvoir les choses pendant que les idées les ordonnent. N'est-ce pas là le sens profond de l'ijtihad ?

Aujourd'hui, les partis démocrates doivent apprécier à sa juste valeur l'importance d'une bonne organisation politique qui favorise l'efficacité de l'action mais aussi la construction humaine la plus qualitative qui soit. Car, au-delà de ses dirigeants, un parti politique est appréhendé par le citoyen à travers ses militants, à travers ceux qui le font vivre et le représentent au quotidien au sein de leur famille, au milieu de leurs amis, au contact de leurs concitoyens dans leur quartier, leur village ou leur lieu de travail. Une véritable pratique démocratique à l'intérieur des structures des partis, les stabilisera, ancrera le réflexe du recours à la règle pour trancher les différends, canaliser les ambitions, permettra l'émergence des meilleurs au sens politique du terme, c'est à dire dans le contexte de la pratique politique.

C'est à la construction d'un véritable projet de société qu'il faut s'atteler. Cela suppose des convictions solides, des objectifs ambitieux, des règles de fonctionnement efficaces. Cela suppose également, que chacun doive accepter de se remettre en cause, d'écouter les autres, et de contribuer à forger un esprit d'équipe. Ici, la compétence, l'intelligence, le sens politique... n'existent pas en soi, dans l'absolu. Ils s'imposent en

s'exerçant à travers l'action collective, après avoir été acquis, assimilés et développés par tout un chacun. Nul n'est compétent à priori et rares sont ceux qui peuvent l'être durant toute leur vie.

Bien pratiquées, ces règles fondamentalement démocratiques, offriront à chacun l'occasion d'exercer ses talents, mais si ces derniers s'avèrent insuffisants ou si à l'épreuve du temps, ils s'amenuisent, alors des énergies nouvelles les remplaceront.

Voilà pourquoi la démocratie est incontournable. Elle ne s'impose pas comme un concept ou une théorie parmi d'autres mais comme un mode de pensée, une méthode de travail, un comportement humain où l'homme transcende son égo. Ce n'est point une idéologie mais une façon d'être avec soi et avec les autres la plus efficace et la plus harmonieuse qui soit avec les lois de la vie. N'est-ce pas là l'une des voies d'accès à « El Fitra » ?

II. L'ETAT

1^{ER} NOVEMBRE : UNE COMMÉMORATION DU PASSÉ OU UN CAPITAL POUR L'AVENIR ? *

L'Algérie s'apprête à commémorer le 56^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre dans un climat politique difficile et incertain. Les signes de la fin d'une époque se multiplient alors que l'avenir reste indéfini.

L'incertitude est d'autant plus lourde pour notre pays, que le monde entier s'engage dans une ère de conflits multiples à l'issue desquels des changements majeurs s'imposeront à tous. Le déclin de la suprématie Occidentale et l'ascension de l'Asie et des autres pays émergents bouleversent les données géopolitiques, économiques et financières à l'échelle planétaire. Les Etats-Unis et dans leur sillage l'Europe, sont happés par une crise sans précédent devant aboutir inéluctablement à l'effondrement à terme de la monnaie américaine et à des bouleversements dans le système financier international. Les matières premières et particulièrement les hydrocarbures qui constituent les raisons essentielles des tensions dans le monde vont continuer à exacerber les conflits régionaux. La Chine, le Brésil, l'Inde et beaucoup d'autres nations émergentes se préparent à affronter le véritable défi de ce siècle : l'humanité entre lentement mais sûrement dans l'ère de la post- modernité et peut être même de la post-civilisation !

Notre Nation n'est pas en reste de cette réalité. Les difficultés qui nous attendent pourraient nous submerger si la lucidité et l'intelligence ne se mettent pas en œuvre dans le cœur de l'Etat. Mais si les vertus et les compétences sont nécessaires pour notre salut, elles resteront malgré tout insuffisantes. Les

* *In Le Soir d'Algérie, 31 octobre 2010.*

Algériens auront plus que jamais besoin d'une dimension subjective qui leur offrira un même sens, une même volonté, de mêmes objectifs pour l'accomplissement desquels ils devront collectivement se surpasser !

C'est que l'Algérie sera confrontée à de multiples défis qui sont déjà là ou se profilent à l'horizon. Elle est toujours en butte à des problèmes de sécurité interne qu'elle n'a pas encore entièrement résolue d'autant plus qu'une déstabilisation aux frontières du Sud semble se profiler. Il faut que les Algériens saisissent bien le danger. Le dépeçage en vue du Soudan, jusqu'ici le pays d'Afrique le plus vaste, nous propulsera au premier rang en superficie dans ce continent, qui est resté une proie facile et toute désignée à la prédation. La conséquence n'en est pas seulement symbolique.

Nos terres, tant pour la profondeur géostratégique que pour l'agriculture, l'eau et surtout les richesses fossiles, attirent les convoitises. L'Algérie est très grande, peut être trop grande pour certains ? Or, le monde s'apparente toujours à l'univers des fables de La Fontaine, celui où la loi du plus fort est toujours la meilleure !

Au plan économique l'Algérie est toujours à la recherche de sa voie. Depuis la loi de finance complémentaire de 2009, le gouvernement tente de reprendre la main. Malheureusement, à part des décisions défensives, les pouvoirs publics semblent incapables de faire la différence entre la bonne graine et l'ivraie et de mettre donc en place un programme économique apte à ordonner la maison. Ni imagination ni créativité ne sont à l'œuvre. Ni plan d'ensemble. Le prévisible déclin de la production des hydrocarbures, la faiblesse structurelle de la production agricole, le marasme industriel et les déficiences dans les services, restent tous, pour le moment, sans solution. A cela, il faut rajouter les contraintes démographiques, sociales et culturelles qui sont autant de facteurs qui accablent les velléités de développement. Faut-il encore faire allusion à la gangrène de la corruption ? Elle est en train de dissoudre la Nation ! C'est là que l'élément subjectif devient une nécessité

historique pour hisser la Nation à un palier qualitatif supérieur. Sans le consentement actif du peuple, le pays continuera à se débattre dans ses entraves et à être tiraillé entre les intérêts des puissances étrangères, vieilles ou nouvelles.

Mais d'où le peuple pourra-t-il tirer cette énergie endogène, cette force en soi, qui pourrait l'aider à transcender ses intérêts individuels fugaces au profit de l'intérêt collectif durable ? Pour revivifier notre Nation, rien de mieux que la renaissance d'un patriotisme constructif et généreux. Et quel en est le meilleur symbole sinon celui du 1^{er} Novembre ?

Il faut dire que les pouvoirs qui se sont succédés ont tous utilisé, et parfois ad nauseam la Révolution. Ils ont consommé les dividendes et entamé largement le capital symbolique de ce fait majeur de l'histoire du pays. Pourtant, il y a encore de beaux restes. Il n'y a qu'à méditer l'extraordinaire élan de solidarité envers notre équipe nationale de football lors des éliminatoires du mondial. Une étonnante fièvre d'amour pour l'emblème national avait saisi l'ensemble des Algériens. Il y a là matière à réflexion pour tout observateur soucieux de saisir l'âme algérienne, parfois si déroutante.

Les Algériens mûrissent dans leur relation à leur patrie. Une conscience nouvelle se fraie un chemin. Ils découvrent, comme par enchantement, qu'ils sont plus Algériens qu'ils ne le pensaient. Leur sentiment identitaire s'est recentré sur le Maghreb avec une incontestable dimension amazigh. La femme algérienne a pour sa part, gagné sa place dans l'espace public et sa présence dans la foule est devenue naturelle. L'islam devient un élément identitaire et spirituel agissant dans le sens de la solidarité et la cohésion sociale et s'éloignant progressivement du terrain idéologique et politique.

Les nouvelles générations vivent sans complexes et sans névroses leur identité, leur religion, leur relation à l'autre. Si les rapports homme/femme dans le couple n'ont pas encore trouvé leur point d'équilibre, l'espace public et économique quant à lui s'ouvre désormais sans psychodrames à la gent féminine. Dans ses dimensions anthropologiques, le peuple

Algérien s'apaise, raffermi ses repères et prend confiance en lui-même.

Maintenant, c'est aux élites de se mettre au diapason du peuple. Il est impératif d'avoir une nouvelle attitude politique, un nouveau régime politique. Il est vital d'engager une action adaptée au monde post- moderne qui se profile. Les hommes politiques ou ceux qui aspirent à l'être devront renouveler avec le peuple un contrat moral fondé sur la légitimité et la confiance pour pouvoir accomplir, ensemble, main dans la main, un destin national, encore possible pour un temps seulement !

Le capital moral et symbolique de la Révolution de Novembre constituera une ressource inestimable pour la nouvelle génération appelée à intégrer les sphères de décision dans l'ère à venir. Les valeurs fondatrices du 1^{er} Novembre doivent être portées au-delà des simples slogans qui ont fait trop longtemps office d'oripeaux. Il s'agit de faire revivre et partager l'esprit de Novembre, à des citoyens conscients de leurs responsabilités au sein de la Nation. Et les Algériens ont démontré à plusieurs reprises, qu'ils étaient dignes de leur pays.

* * * *

L'ÉTAT ET NOUS *

« *Le meilleur gouvernement est celui qui nous apprend à nous gouverner nous-mêmes* ». Goethe.

Il est un lieu commun de dire que la génération qui a eu le mérite historique de faire émerger la Nation algérienne de la nuit coloniale et de lui réinventer une souveraineté n'a pu par contre, réussir la construction d'un Etat de droit. Et les choses sont telles que le doute est permis quant à l'aptitude de la génération suivante à le réaliser.

C'est que l'inaccomplissement de cet objectif, inscrit dans la déclaration du 1^{er} Novembre, ne relève pas d'une simple incompétence d'une génération donnée ou de gouvernants

* *Le Soir d'Algérie*, 09.02.2009

spécialement aveugles à ce type de préoccupations. L'arrière-fond culturel du pays doit être ici convoqué pour comprendre à quel point l'Etat algérien contemporain est resté comme une œuvre inachevée, évocation à la fois douloureuse et tragique du rêve de ses fondateurs.

Dans une perspective historique, l'idée nationaliste aura été l'impulsion nécessaire pour donner vie à la Nation, comprise ici comme « le vouloir vivre ensemble » à l'échelle du pays tout entier et transcendant l'inertie et les clivages sociologiques traditionnels. Malheureusement, la crise actuelle montre que près d'un demi-siècle après l'indépendance, la Nation n'est pas suffisamment consolidée dans l'esprit général ; faiblesse aggravée par une « consommation » rapide, excessive et trop souvent illégitime du capital symbolique de la Révolution, essentiellement par ceux-là mêmes qui ont le devoir moral d'entretenir sa mémoire.

Sans croyances collectives il n'y a pas de Nation, sans Nation il n'y a pas d'Etat ; du moins au sens moderne du terme. Or l'Etat algérien contemporain s'est érigé de façon consubstantielle avec l'idée nationaliste. Croyance idéelle qui est vouée à l'apaisement et au reflux, le pays étant à l'abri d'une menace directe d'une colonisation et subissant par ailleurs avec la mondialisation, l'érosion lente mais sûre de ses vanités particularistes. A défaut d'une nouvelle croyance collective forte et consensuelle qui relayera un nationalisme vieillissant, la Nation s'affaiblira et entraînera l'Etat dans son sillage. Auquel cas, nous assisterons à la résurgence des identités et des atavismes ancestraux un moment estompés par l'idée et le combat nationalistes.

C'est que l'Etat est de plus en plus perçu par la communauté nationale, comme un instrument artificiel, extérieur à elle, ayant même, par certains modes de son fonctionnement, tout simplement remplacé l'administration coloniale car « plaquée » sur la réalité au lieu d'en être l'émanation. Ne reflétant pas fidèlement la « conscience collective », l'Etat reste peu légitime. Personne alors ne supporte le poids de ses

obligations citoyennes envers lui, certaines attitudes prenant même une forme de déloyauté à son encontre. Il polarise par contre les enjeux de pouvoir et exacerbe les tensions car il est, malgré tout, le lieu où l'autorité politique et économique s'exerce, le centre de distribution d'une rente sans réel contrôle social.

A ce handicap, il faut rajouter deux facteurs déterminants : la conception qu'entretient l'Algérien de son rapport avec l'autorité et l'hypertrophie du lien humain, spécifique à la famille communautaire endogame. L'une idéalise le chef charismatique, Zaïm paternaliste et tout puissant ; l'autre solidarise les individus par devers la loi, érodant ainsi les principes républicains. Cela donne un pouvoir populiste et autoritariste avec un Etat faible et laxiste. L'abus de pouvoir, le refus de la démocratie, le népotisme et la corruption poussent alors comme des herbes folles sur un humus mental, meuble et fertile.

L'avenir du pays est donc incertain. Pour le moment toutes les hypothèses sont ouvertes, y compris, qu'à Dieu ne plaise, celle du délitement de la cohésion nationale avec un retour aux multiples fractures, tribales, ethniques et régionalistes qui traversent le corps de la société. Bien qu'occultées par le discours officiel, elles sont visibles ici ou là, dès que les conditions politiques locales s'y prêtent, dès que les tensions s'exacerbent.

L'Etat a, pour l'instant, compensé sa fragilité et ses perversions par une prodigalité dans la redistribution de la rente et par la répression des libertés. Qu'en sera-t-il dans deux décennies, lorsque les réserves de pétrole seront pour l'essentiel épuisées, que l'idée nationaliste aura été liquéfiée ? Il est à craindre que, si entre-temps l'Etat de droit et la démocratie n'auront pas été mis en œuvre comme ambition nationale, seul le recours à la force brutale et multiforme pourra maintenir en place les structures et les institutions du pays. Pour combien de temps le désordre inéluctable sera-t-il alors contenu ?

INTRODUCTION À UN DISCOURS SUR LES INSTITUTIONS *

Permettez-moi tout d'abord de remercier les personnes ici présentes car il n'est pas facile, en ces moments pénibles et douloureux de faire l'effort de consacrer son après-midi à un débat d'idée.

Je dois vous dire d'emblée que l'initiative du CCDR vient combler un vide sidéral que nous n'avions pas été capables jusqu'à présent de faire. Donc merci à ceux qui ont mis dans cette affaire autant de temps, d'énergie et de patience.

Pour revenir à notre thème, je voudrais faire l'économie d'une conférence magistrale, des talents avérés m'ont précédés et avec bonheur dans cet exercice. Non, je souhaiterais seulement partager avec vous, autour du thème à l'ordre du jour, quelques réflexions, que je voudrais formuler hors des sentiers battus pour provoquer, si possible, des questionnements sur nombre de choses qui passent habituellement inaperçues. Je voudrais aussi, si cela est possible, que nous nous parlions librement, c'est à dire sans les a priori idéologiques, sortir de nos certitudes parfois emballées à la va-vite. Car, souvent, comme l'écrivait le prix Nobel H. Laborit, « les certitudes définitives ne sont que l'expression de l'ignorance ». Avant lui, Nietzsche disait : « les convictions sont des prisons. »

Le sens des mots

Commençons si vous le voulez bien par le sens du mot Institution. Au cours de notre dernière réunion, Me Issad avait remarquablement bien traité la question du sens que l'on pouvait donner aux mots : Etat, Nation... Avec lui, nous avons vu qu'il était loin d'être évident de définir exactement le contenu de ces mots. Eh bien ! C'est sur ce terreau de l'indéfinition que germent les confusions. Et comme le dit Confucius, « la pire des choses qui peut arriver à une nation est que les mots ne

* Conférence donnée dans le cadre du Forum citoyen organisé par le ccdr ; Alger, le 10.04.03.

représentent pas la même signification, ne disent pas la même chose pour tout le monde. »

Je voudrais étayer cela par un simple exemple : Je pense que la grande majorité des personnes présentes ici, se dit et se veut républicaine. Nous sommes des Républicains, n'est-ce pas ? En réalité nous nous définissons républicains par rapport à un courant théocratique. Mais pour l'islamiste, il n'y a pas de rejet de la République en tant qu'institution. Tout le monde sait par exemple que l'Iran est une république, et que dans le sens premier de « république », le concept s'oppose à « royaume ». Pourtant, nul d'entre nous n'est heurté par les royaumes de Belgique, d'Angleterre ou de Suède pour ne citer que ceux là. Plus encore, qui peut aujourd'hui, parmi nous se dire appartenir à l'idéologie du parti républicain de G. Bush ?

Bien sûr chacun répliquera qu'à l'évidence nous ne faisons pas de confusion des genres. Pourtant, le mot est le même: République, et chacun voit midi à sa porte.

Le problème fondamental que je veux poser ici, est le niveau de stabilisation ou plutôt d'instabilité des concepts que tout le monde utilise tous les jours et dans des affaires extrêmement sérieuses, en l'occurrence la politique, c'est-à-dire la gestion de la société. Cela peut sembler un peu théorique, pourtant, on peut en déduire une démarche politique : dans la genèse d'un mouvement politique par exemple, qui se veut large, il est absolument nécessaire d'éviter l'utilisation de concepts et de slogans, qui vous réduisent immédiatement non pas à votre réalité ou à votre programme mais à une caricature ou à un préjugé qui est déjà préétabli chez le citoyen. Méditons ici un instant le destin de l'idée laïque et de ses promoteurs au sein de la société algérienne.

A travers cet exemple, je voudrais que l'on prenne conscience tous ensemble et surtout pour ceux d'entre nous qui aspirent à aider et à contribuer par l'action politique à faire sortir le pays de sa lamentable situation, que les mots, au-delà du sens que l'utilisateur peut leur accorder, renferment une charge énergétique, une charge émotionnelle si vous voulez, qui est

perçue par l'auditeur et à l'insu de l'émetteur. Prenez encore une fois un Algérien moyen et qui a une sensibilité islamique, sans qu'elle ne soit forcément islamiste. Demandez-lui ce qu'il pense des républicains. Sans les connaître, sans les avoir écoutés ni compris, il répondra comme si cela était une évidence qui coulait de source, qu'il s'agit là de gens occidentalisés, pro-éradicateurs, laïcs et peut-être anti islam. Allez ensuite lui parler de la charte des droits de l'homme et des intentions généreuses produites par l'humanisme ou le siècle des lumières. Il vous répondra que « Djahanèm » est pavé de bonnes intentions.

Ces exemples de confusions de sens inondent notre univers mental. D'où ces incessantes contradictions, ces discours irrationnels, ces raisonnements par l'association de petits bouts de vérités collés les uns aux autres sans qu'un sens général n'apparaisse. Si l'on comparait un peu le fonctionnement du cerveau à un ordinateur, moi je vous dis, aucun ordinateur au monde ne pourrait marcher avec le contenu du cerveau algérien. Les incompatibilités sont telles qu'il y aurait des bugs à tous les instants.

Ne croyez pas un instant que je veuille démontrer par-là un quelconque handicap mental congénital ou génétique de l'Algérien. Je voudrais simplement que l'on touche du doigt le fait qu'une mutation de société telle que la vit la société algérienne depuis un demi-siècle environ, s'accompagne forcément d'une phase de troubles tant dans les concepts que dans le comportement. Les Algériens sortent depuis plusieurs décennies d'un univers mental et essayent d'entrer dans un autre. La dernière fois, Le Prof. Issad a résumé cela en une expression fulgurante : l'Algérien, comme son Etat est en transition. Oui, nous sommes en transition. En transition mentale. Nous vivons, selon la terminologie sociologique, une méta-noïa, une forme de métamorphose psychique. Et cette phase s'accompagne de déchirements, de secousses, de violences. Mais dans cette histoire tragique, je suis persuadé que le pic de cette phase a été vécu durant la dernière décennie et que nous entrons maintenant dans une phase d'apaisement progressif.

Des changements dans la douleur

Toutes les sociétés développées sont passées, elles aussi par des phases convulsives et violentes. Il n'y a qu'à parcourir les livres d'histoire et remonter à un siècle ou deux seulement pour s'en convaincre. Les anthropologues, les philosophes de l'histoire et des civilisations ont étudié de près ces phénomènes. Peut-être aurons-nous une autre fois, grâce au CCDR bien sûr, l'occasion de revenir sur ces questions. Mais sachons dès maintenant, que l'on peut exprimer d'une certaine façon, avec certains critères, cette évolution. Le premier critère est le taux d'alphabétisation de la société, le second est le taux de fécondité. Les deux, montrent que la société algérienne est en passe d'accéder à un nouvel univers mental, moderne. Mais en attendant, la souffrance est grande. Rappelons-nous comment au sortir de l'adolescence, beaucoup vivent des moments de désarroi, de perte de repères. Sortir des limbes familiaux pour assumer seul un monde d'adulte est loin d'être une sinécure. C'est une phase de changement d'univers mental très délicate. Le parallèle avec le phénomène de transformation de la société algérienne est opportun. C'est toute la société aujourd'hui qui est ébranlée par les trop nombreux changements. Il y a une cinquantaine d'années, l'Algérien évoluait dans un univers stabilisé. Il avait des repères de vie stables et de très fortes chances de refaire en quelque sorte, la vie de son père, pour l'homme, de sa mère pour la fille. On naît, on vit et on meurt souvent au même endroit. On aura connu les mêmes personnes, reconduit les mêmes inimitiés, profité plus ou moins des mêmes alliances. Le garçon se préparait à être l'homme, au sens sociologique du terme, avec un idéal : incarner le patriarce. La jeune fille se préparait de son côté à être la femme de quelqu'un, le plus souvent du cousin à qui par avance, elle devait réserver sa vertu et sa vie. Aujourd'hui les choses ne tournent plus de cette façon. La structure familiale qui est une institution, est chahutée. L'ancien modèle est ébranlé. Il ne répond plus aux normes de vie actuelles mais ne veut pas céder le terrain non plus. Les remaniements au sein de la famille induits par l'urbanisation et l'accès relatif à la modernité, sont vécus dramatiquement par

l'homme. Il s'aperçoit que l'autorité dont il disposait naturellement repose maintenant sur d'autres critères qu'il ne comprend pas toujours. Il n'est pas ici le lieu de faire l'analyse spectrale de la famille algérienne, mais il est important de dire qu'une très grande partie de la violence que nous avons vécue dans notre société provient de la restructuration de la famille. Parmi les motivations les plus puissantes des intégristes et des terroristes est la peur de la perte du pouvoir sur la femme. En contestant à l'homme sa suprématie, la femme algérienne a remis en cause des rapports archaïques sur lesquels était fondé l'idéal du moi de l'homme algérien. Cela explique la fièvre qui s'est emparée de la gent masculine en général et des milieux les plus conservateurs en particulier, prêts à diaboliser la femme et à la vouer aux gémonies. Sans sa soumission, l'homme perd la face. Son idéal du moi qui lui avait été inculqué se brise et les sentiments de honte et d'atteinte à sa dignité et à son honneur le submergent.

Les rapports hommes-femmes se sont institués bien avant l'islam et relèvent maintenant de valeurs anthropologiques. Personne ne peut les changer par décret.

Dans ces moments psychologiques pénibles, l'homme algérien résiste et organise sa vie à travers le rapport de force. Souvent, les Algériens ne se sentent exister que s'ils arrivent à dominer autrui, en commençant par les plus proches. Et comme pour le phénomène du balancier, la femme aussi et pour sortir de l'état d'infériorité que veut lui réserver l'homme, s'est mise à utiliser avec ingéniosité, le rapport de force.

Ces distorsions dans les relations humaines dès la cellule familiale se reproduisent et s'amplifient dans le reste de la société. Cela donne naissance à une myriade de petits tyrans déséquilibrés, des dictateurs en manque d'autorité et des porteurs d'esprits de contradiction à la pelle.

Pour se protéger de ces tourbillons, l'Algérien se replie sur son égo et utilise tous les moyens dont il peut disposer pour renforcer ses positions d'assiéger. La religion devient ici un outil très prisé.

L'institution

Dans un processus pareil, comment faire émerger l'institution ?

Comme chacun le sait, même inconsciemment, institution signifie bien plus qu'une structure administrative légale et chargée d'une autorité d'Etat. Un conclave de scientifiques telle une Académie, ou le regroupement de sages d'une localité telle la djemaâ, ou même la structure familiale, sont assimilées à des institutions parce qu'elles portent en elles une autorité morale et une capacité opératoire dans la société qui les reconnaît comme légitimes.

Pour qu'une institution soit légitime et efficace, il lui faut donc une reconnaissance et même une adhésion de la part des citoyens, associés à une autorité en relation avec son rôle et provenant de l'Etat lui-même. Car, sinon, que peut faire une « Institution » voulue par les citoyens mais qui n'a aucun moyen légal et juridique ? Et que peut une « Institution » légale mais dont l'autorité morale n'est pas reconnue par la population ?

Par ailleurs, en plus de la légitimité populaire et de la légalité juridique, pour devenir une « Institution » un organe doit démontrer sa nécessité en perdurant. Il doit prouver sa nécessité à travers l'épreuve du temps. Pour cela, l'institution doit exister en dehors des personnes qui la dirigent. Sa composante humaine doit également répondre à des critères de formation, de compétence mais aussi de carrière. Personne n'imagine par exemple que l'on puisse intégrer l'académie des sciences comme on adhérerait à un club de loisirs ni être incorporé dans l'armée directement avec le grade de Général même si on est bien épaulé ! Ces éléments de durée et de carrière sont essentiels à l'existence et à la crédibilité de l'institution.

Ces éléments de valeur peuvent parfois, de façon assez rare, être portés par une personne qui devient un modèle. Pour faire ressortir le caractère exceptionnel d'une personne on la qualifie d'institution. Elle devient un modèle, une référence sûre.

De même des journaux par exemple, de grande qualité sont qualifiés d'institution.

Or, dans notre société, encore trop jeune, ce qui nous manque le plus c'est ce genre d'institution. En fait il n'y a pratiquement aucune institution vu sous cet angle en dehors de l'ANP qui, soit dit en passant, est tellement esseulée que les gens parlent d'elle en la qualifiant de « l'institution ». Nul besoin de rajouter « militaire » pour que les gens comprennent de qui il s'agit. En Algérie, institution est devenu pratiquement synonyme d'armée. Cela démontre s'il en est, que les autres institutions constitutionnelles ou sociales d'ailleurs, ne sont pas reconnues comme telle.

Autrement dit, une institution est le produit d'une Histoire. Elle doit correspondre aux données fondamentales de la population. Même avec un habillage juridique, elle doit exprimer une nécessité endogène à la société et non pas venir comme une greffe souvent mal acceptée. Pour cela, il faut une stabilisation psychologique appuyée sur des valeurs suffisamment intégrée dans la mentalité générale du pays.

Lors de notre dernière rencontre, M. Azzi, si j'ai bonne mémoire, nous avait dit que les gens défiaient l'Etat en souvenir de leur défiance du Beylik. Et que quelque part, « trander l'Etat », pour reprendre son expression, était une valeur positive. Je pense pour ma part, qu'il y a là une grande vérité dans ces paroles. L'Algérien n'a aucun souvenir dans sa mémoire collective, d'un Etat qui soit le fruit d'un Contrat social, tel que défini par Rousseau, dans lequel il peut trouver sécurité et justice. En 1962, pour ne pas remonter à avant la colonisation, l'Algérien avait déjà installé dans son inconscient un type de rapport avec l'Etat oppresseur, extérieur à ses préoccupations. Il ressent le civisme comme une contrainte à laquelle il ne se soumet que sous l'effet de la force publique. Le moindre relâchement des autorités, et le voilà qui veut recouvrer sa liberté, celle d'enfreindre les lois et règlements et surtout celle de faire ce que bon lui semble. L'Algérien est persuadé, tel Epicure, que tout doit être évalué à travers sa propre personne.

Il a l'impression qu'il est bon par essence, et que s'il vit des difficultés, c'est à cause des autres, de l'épouse, des voisins, de l'employeur, des spéculateurs, du pouvoir, des « taghout ». Il est persuadé qu'en soi il est ce que Dieu a fait de mieux sur terre. Trop nombreux sont ceux qui pensent que Dieu, dans sa grande mansuétude s'occupe d'eux personnellement, si l'expression a ici un sens. Voilà pourquoi, et pour revenir à une réalité de façon brutale, notre Président pensait sincèrement qu'une fois à la tête de l'Etat, les choses allaient retrouver leur cours normal. Que les terroristes allaient naturellement déposer leurs armes et que les mini-jupes allaient cohabiter sans coup férir avec le qamis. Se considérant lui-même comme une merveille, il était convaincu qu'une fois président, il allait répandre autour de lui des effluves d'énergie positive pour que l'ordre régnât de nouveau !

Et comme, depuis l'ère coloniale, l'idée de l'Etat exogène dispensateur de privilèges pour ses associés mais répressif pour les autres fait partie de notre mentalité, tous ceux qui accèdent au pouvoir se mettent très rapidement à agir de la même façon que les anciens occupants. Nous sommes comme formatés pour ce type de comportement. A ce propos, je me rappelle une anecdote. En 1984, si mes souvenirs sont bons, en tant qu'étudiant boursier à l'étranger, nous devons durant l'été récupérer nos documents administratifs annuels. Devant le flux énorme des étudiants devant le ministère de l'Enseignement Supérieur, là où se trouve actuellement la maison de la presse, des étudiants très mécontents du traitement qui leur était réservé commençaient à rouspéter. Le portier, entre parenthèse, voilà une vraie institution dans le pays, dit alors à un étudiant un peu trop excité : « nous vous avons vu, aujourd'hui étudiants vous rouspétez, demain responsables vous ferez pire que les actuels en poste ». Je crois que cela illustre parfaitement mes propos.

La société algérienne retrouvera sa sérénité lorsque les processus de restructuration mentale auront abouti. Notre rôle ne peut être que modeste et capital à la fois. Les changements dans la société sont en cours sans que personne ne puisse les arrêter ou même les dévier durablement et profondément. Mais

selon l'opportunité, la justesse, l'efficacité de notre action, ces processus peuvent être plus ou moins accélérés, plus ou moins bien réussis. Penser notre action est primordiale, réussir à injecter du sens dans la société est le moyen le plus efficace pour la faire évoluer dans les meilleures conditions possibles et au moindre coût.

Il est toujours facile de critiquer un pouvoir. Chacun de nous a le sentiment profond que s'il était à la place de tel ou tel il ferait bien mieux que lui les choses. Nous sommes nombreux à penser que nos dirigeants sont parmi les plus incompetents, les plus corrompus, les plus tyranniques. Mais gardons-nous du simplisme ou alors cela signifierais que nous portons les mêmes tares qu'eux. Je suis persuadé que notre personnel politique au pouvoir est en grande partie lamentable. Mais je sais aussi qu'à leur place, les hommes les plus brillants seront tétanisés par l'ampleur de la tâche. Mais quel est donc notre destin ? Pour ne pas avoir à subir le sort de l'Irak, de la Palestine et de beaucoup d'autres pays, il nous faut retrousser nos manches, prendre nos problèmes à bras le corps et commencer à travailler. L'Algérie a besoin d'éducateurs tels que ceux qui ont fondé les lumières ou l'Aufklärung, tels que ceux qu'ont connu l'Allemagne avec Fichte ou la France avec Renan par exemple. Il nous faut apprendre à dialoguer et à réfléchir très sérieusement sur notre passé, notre présent et notre devenir. L'Algérie doit sortir de la logique de la Révolution et entrer dans la logique de l'évolution. Nous devons améliorer, réformer, produire, construire, au lieu de tenter de faire table rase de réalités autrement plus présentes en nous que nous pouvons l'imaginer. Il nous reste peu de temps encore pour finir notre transition et entrer dans une démocratie effective. C'est notre seule arme de survie en tant que collectivité nationale souveraine. Mais si la clique au pouvoir perdure, les conséquences de sa prédation seront probablement funestes pour nous tous. Alors, qu'à Dieu ne plaise, un jour prochain, un George Bush viendra exiger de nous une taxe à payer pour l'oxygène que nous respirons. Il nous fera alors payer le rêve de beaucoup de nos concitoyens de devenir des êtres chlorophylliens.

« Regda ou t'mengi » voilà l'idéal philosophique qui a gangrené l'esprit de la Nation. Entretemps, notre pétrole, notre gaz, et nos richesses seront déjà perdus depuis bien longtemps. Je vous remercie.

* * * *

RÉVOLUTION OU ÉVOLUTION ? *

Jamais les observateurs politiques algériens n'ont autant spéculé sur la fin du « système » que depuis l'arrivée de Bouteflika au pouvoir. Appelée de leurs vœux ou perçue comme une illusion, considérée comme une nécessité biologique ou au contraire comme une chimère, la mort du régime, inéluctable cependant toujours différée, suscite impatience et frustration.

C'est que les symptômes de la déchéance se multiplient et un climat de fin de règne s'installe naturellement dans les esprits et les pratiques. Les émeutes endémiques, la fronde kabyle, le terrorisme à « sept vies », les autodafés de prisonniers, les remous au sein des deux partis du pouvoir... ne sont que les parties visibles de l'iceberg.

Coupés de leur peuple depuis bien trop longtemps, les dirigeants du pays sont sommés d'admettre qu'un changement réel doit intervenir rapidement, qu'une évolution politique sensible doit être opérée dans les meilleurs délais ou alors l'explosion populaire, les « jacqueries », la dissolution de l'autorité de l'Etat et la décrépitude de ses démembrements finiront par enflammer la rue et précipiter le pays dans une révolution populiste et nihiliste.

Mais comment sortir de la tourmente ?

Depuis l'élection présidentielle de 1995, le système avait fait semblant d'accepter de remettre un pied dans la démocratie. Mais échaudé par les malheureuses expériences électorales

* *In Le Matin 2002.*

précédentes, il pensait laisser le peuple voter tout en décidant lui-même des résultats. Telles ont été les destinées de tous les rendez-vous électoraux qui s'étaient, depuis, enchaînés.

Ne pouvant plus se débarrasser du multipartisme et des derniers carrés de liberté d'expression en particulier celui de la presse indépendante, le régime a décidé de survivre en appliquant la politique de la sourde oreille. Et c'est très grossièrement qu'il tricha, trafiqua, bourra les urnes, manipula l'information, encanailla les hommes (et les femmes), brisa les partis politiques..., et pourtant sans jamais réussir à tromper un seul Algérien.

Mais est-il possible qu'un pays puisse fonctionner un tant soit peu avec une telle insolence ? Peut-on imaginer que l'impudeur du verbiage démagogique puisse inventer la paix et la prospérité ? Que l'incompétence soit érigée en principe de conduite et consacrée comme méthode de gouvernement sans entraîner l'affaissement moral de la Nation ?

En ce début du XXIème siècle, l'Algérie, déboussolée, n'a aucune perspective, aucune stratégie fiable ni aucune vision de son devenir.

L'exécutif qui aspire à « gouvernancer », navigue à vue tel un bateau sans instruments de bord prit dans une tempête en pleine nuit et au milieu de l'océan.

La classe politique officielle, les ministres en transit temporaire, les « leaders d'opinion » et le reste sont, à chaque apparition publique, justiciables de poursuites pour « attentat à la pudeur » tellement ils choquent une population qui n'en peut plus de les souffrir.

Dans la rue, le peuple a décidé de se passer de tout le monde. Du bon et du mauvais. D'un seul et unique geste, il ne rêve que de les liquider, tous.

Toutes les tentatives du pouvoir de se refaire une virginité restent vaines. Ni ses grands discours, ni ses concessions, ni ses supplications ne semblent émouvoir les Algériens. Et tous

les arguments invoqués pour les inviter à le plébisciter au cours d'élections en carton-pâte les laissent insensibles. Même l'agitation du danger islamiste ne fait plus d'effet.

Il est d'une évidence palpable que les Algériens n'iront pas voter le 30 mai * ni un autre jour d'ailleurs. Ces élections, comme toutes les autres, celles passées et probablement celles à venir, ne sont pas les leurs. Si la kabylie réfute le scrutin sur mot d'ordre, le reste du pays vaquera, ce jour-là à ses occupations privées en restant totalement indifférent à l'intense excitation des candidats intéressés.

L'Algérie se décompose peu à peu dans les eaux fangeuses des marécages. Qui donc pourra faire un geste pour elle ? Les islamistes rongent leurs freins et attendent leur heure. Les démocrates sont comme des particules de même charge électrique : ils se repoussent les uns les autres. Les partis du pouvoir sont en décomposition. La rue, elle, sait détruire mais non construire. D'où viendra la voie du salut ?

Forgés dans la culture du secret et de la méfiance, les détenteurs du pouvoir ont agi sans vision politique claire ni projet de société. Ils ont constamment alimenté leur rapport de force en consommant le capital moral de la Révolution, en dilapidant la manne pétrolière et en usant de la violence d'Etat.

S'étant épanouis dans les limbes du pouvoir, ces hommes ne peuvent se concevoir ni tout simplement exister en dehors de lui. Pour persister, il leur faut contrôler le peuple. Pour cela, ils désignent cycliquement des « individus de confiance », souvent zélés, à qui ils confient les charges du contremaître. Mais aucun de ces derniers ne peut se prévaloir de l'essentiel : avoir la capacité de faire naître le moindre sentiment de respect ou de confiance chez l'électeur.

Aujourd'hui tout le monde constate avec amertume l'inexistence d'une classe politique algérienne digne d'une élite éclairée. Elle a été incapable de concevoir et de construire une véritable alternative pour le pays. Le vide politique est effroy-

* Elections législatives de 2002.

able. Le pays se dirige tout droit vers la dissidence, la violence et le chaos.

Comment aujourd'hui réhabiliter le politique, si nécessaire, sans se retrouver dans l'aventure ? Comment organiser la démocratie sans tomber dans le populisme ? Comment faire exprimer la souveraineté populaire sans faire basculer le pays dans l'anarchie ?

Tous les instruments institutionnels et symboliques de l'Etat sont en déliquescence.

Mais alors que faire lorsqu'il n'y a pas lieu de céder au noir pessimisme ? Comment agir pour contribuer à créer une relève lorsque la main de l'interdit s'abat sur tout ce qui bouge ? Que penser lorsque les associations et les partis politiques créés le plus légalement du monde se voient refuser leur agrément par le simple fait du prince ? Que dire lorsque le représentant du gouvernement, Ministre d'Etat, clame avec hardiesse face à ceux qui sont censés légiférer et contrôler l'exécutif, qu'il n'avait nullement l'intention d'appliquer la loi ? Que proposer lorsqu'un Président de la République offense continuellement une Constitution déjà bien mal en point tout en promettant à qui veut le croire qu'il a l'intention de construire l'Etat de droit ? Comment faire crédit à ceux qui promettent la justice entre citoyens lorsque l'Etat nage en plein népotisme ? Comment déplacer la montagne lorsque les bonnes volontés ne disposent que d'une cuillère ?

Pourtant, jour après jour, le « système » se défait et, jour après jour, le pays réel lui échappe des mains.

Et si par malheur, ceux qui peuvent décider ne décident pas, ceux qui ont encore la capacité d'agir et de réagir ne le font pas, si une ouverture politique concrète ne s'opère pas, si un changement profond ne survient pas, si une évolution franche ne s'impose pas, alors viendra le moment où la rue vomira sa haine, sa vengeance et sa frustration, sans ménagement, sans discernement et sans raison gardée. La force du torrent nihiliste emportera tout y compris le peu de bonnes choses qui ont été

réalisées par inadvertance depuis quatre décennies. Elle fera renouer le pays avec le populisme destructeur et replongera le pays dans un nouvel accès de fièvre.

L'Algérie est face à son dilemme : comment sortir de la logique de la révolution destructrice pour entrer dans celle de l'évolution créatrice ?

* * * *

QUEL RÔLE POUR L'ARMÉE ? *

Depuis l'ébranlement du système du parti unique en 1988, le pouvoir a opéré deux changements constitutionnels majeurs, en février 1989, instituant le multipartisme et en novembre 1996 comblant certaines failles apparues au lendemain de l'arrêt du processus électoral.

Alors que plusieurs acteurs politiques appelaient de leurs vœux le passage du pays à la 2^{ème} République, dans la pratique ces changements avaient pour principale fonction d'éviter tout changement, désormais perçu sous le sceau du geste fatal.

C'est que le pays était entré dans une crise de société profonde menaçant directement la cohésion nationale et pouvant l'entraîner de façon irrémédiable vers des fractures encore bien plus destructrices que ce que nous avons pu vivre.

Les décideurs, pour l'essentiel le haut commandement militaire, optèrent pour une attitude de fermeté conservatrice et de recours à la violence d'Etat pour empêcher coûte que coûte le basculement du pays dans l'anarchie « révolutionnaire » et la désagrégation.

Plus de dix années après le début de la tourmente et une facture humaine et matérielle exorbitante, l'Algérie est encore,

* *Le Matin* 14.02.03

malheureusement, engluée dans des marais politiques. Il est vrai que l'Etat national a été sauvé, qu'une sécurité relative a été de nouveau restaurée, qu'un semblant de normalité recouvre de nouveau la vie de tous les jours. Pour autant, les Algériens sont loin d'être satisfaits de leur système politique et ne concèdent pratiquement aucune légitimité à leurs gouvernants sinon celle de la force et de la mascarade électorale.

Et c'est tout à fait naturel que les regards se tournent vers la source du véritable pouvoir, s'interrogeant sur ses motivations et voulant comprendre sa nature. L'armée, la DRS, certains généraux sont devenus des éléments déterminants et incontournables d'analyses politiques publiques. Et à moins d'un improbable « retour de bâton » violent et répressif, rien ne semble pouvoir arrêter le processus de désacralisation et de banalisation de ce qui a toujours été perçu comme l'antre mystérieuse d'un pouvoir occulte.

Il n'y a aucun doute que l'institution militaire a joué un rôle fondamental dans le maintien de la République et de la promesse démocratique. Mais si l'histoire retiendra d'elle la dimension salutaire de son attitude, les contemporains se concentreront eux, essentiellement sur ses excès. Hommes politiques, intellectuels et autres opposants ne manqueront point de l'accabler de ce qu'elle n'a point su réaliser pour leur compte, leur propre idéal ; sans compter bien évidemment la haine active des « vaincus », le sceptique ostracisme international et la pugnacité douteuse de certaines ONG à la puissance médiatique redoutable.

En tout état de cause, le système politique actuel est non viable. L'armée ne peut instituer une franche dictature en aurait-elle la volonté. Mais elle ne peut pas non plus, au nom de la stabilité garder indéfiniment un contrôle absolu sur la vie nationale en composant artificiellement la scène politique à l'occasion de scrutins frelatés.

L'Algérie doit résoudre fondamentalement et définitivement la problématique de l'être et du paraître de son pouvoir si elle veut construire un Etat stable, produisant du sens et donc du développement.

Une approche constitutionnelle pragmatique pourrait aider à trouver une solution médiane ; celle qui concilie l'impératif de la défense de la République avec la nécessité d'une authentique expression populaire.

Récemment, Maître Miloud Brahimi, dans une contribution remarquée ^{*}, a ébauché un débat sur la place et le rôle que pourrait revêtir l'institution militaire dans un système démocratique et pragmatique à la fois. S'inspirant largement du modèle turc, il propose en fait pas moins qu'une nouvelle forme de séparation des pouvoirs, quittant ainsi les sentiers battus du modèle classique ^{**}. Pour sortir de l'ordre schizophrène dans lequel les institutions se débattent, il défend l'idée d'outils constitutionnels qui feraient consensus (y compris dans la mouvance islamiste) et qui installeraient l'institution militaire au cœur de mécanismes de sécurité républicaine au sens large, sans empiètement sur le domaine de définition du politique. La proposition qui ne manque pas d'audace mériterait discussion.

Dans cette optique plusieurs variantes pourraient être débattues. La composante du Haut Conseil de la Sécurité (formé de

^{*} in *Le Matin* du 03.02.03

^{**} Théorisée par Montesquieu dans son célèbre « *L'esprit des lois* », la séparation des pouvoirs est censée organiser l'Etat en trois fonctions distinctes et autonomes (législative, judiciaire et exécutive). Considérant l'histoire particulière de la société algérienne et l'évolution géopolitique du monde où la dimension sécuritaire des Etats constitue dorénavant l'axe central des stratégies nationales, une fonction supplémentaire, sécuritaire, serait adjointe aux trois précédentes.

sages ou à dominance militaire ?), ses prérogatives constitutionnelles (comment l'armée pourrait être garante de l'ordre constitutionnel ?), les mécanismes de saisine (auto saisine, Président de la République, Conseil de la Nation... ?) etc.... feraient alors l'objet d'un véritable débat.

Par ailleurs, une telle réforme en appellerait inévitablement d'autres pour rééquilibrer l'édifice institutionnel et éviter une dualité conflictuelle qui pourrait émerger entre ce nouvel organe et la Présidence de la République. Il serait raisonnable de sortir du schéma actuel d'un Président de la République hyperpuissant (au moins formellement) et revenir à un rôle du premier magistrat plus réaliste, devenant plus une clef de voûte de l'architecture constitutionnelle et un dépositaire des instruments de la légitimité populaire qu'un chef d'Etat centralisant la réalité de l'ensemble des pouvoirs. Une assemblée retrouvant ses pleines responsabilités législatives et de contrôle et un gouvernement exerçant un réel pouvoir exécutif, ouvriraient le champ au renouvellement de la classe politique et à un vent de modernité vivificateur.

La prochaine élection présidentielle de 2004 s'annonce sous le signe des tensions mais peut s'avérer porteuse de possibilités d'évolution. La tentative démocratique doit trouver son deuxième souffle. L'évolution du pays dépend aujourd'hui de la conjoncture géostratégique mondiale, de ses déterminismes internes mais aussi et surtout de ses actuels décideurs. S'il est illusoire de réclamer que le futur Président de la République puisse incarner la seule légitimité populaire, il est par contre de notre devoir de défendre l'idée d'une véritable reconfiguration du système politique. Décidées dans le dialogue et le sérieux, des réformes conséquentes et salutaires devraient être mises en œuvre durant le prochain mandat présidentiel.

Revisiter la Constitution, sécuriser la République, baliser les réformes institutionnelles, organiser l'ouverture des champs

politiques et médiatiques, voilà quelques voies qui constitueraient un engageant programme de rassemblement. Régénérer la classe politique et recréer un lien de confiance minimale entre gouvernants et gouvernés est essentiel pour conduire le pays avec un minimum d'espoir pour l'avenir.

**LA RÉCONCILIATION NATIONALE : UNE ACTION POLITICIENNE
OU UNE VISION D'AVENIR ?***

Depuis la (sur)venue de Bouteflika au pouvoir, le thème de la réconciliation nationale a rythmé les discours et les débats de la vie nationale de façon récurrente. Pour ou contre mais le plus souvent nuancés, les protagonistes politiques y sont allés chacun de sa propre sensibilité politique, de sa stratégie partisane ou de ses propres convictions.

On a vu d'anciens « éradicateurs » s'aligner sur les objectifs présidentiels avec aisance pendant que d'anciens « San Egi-diotistes » s'en démarquer ostensiblement.

Aussi, il serait pour le moins péremptoire de trancher dans le vif du débat en donnant raison aux uns ou aux autres. Il serait tout aussi imprudent de définir toute l'action de l'actuel locataire d'El Mouradia à travers le seul prisme de cette politique de réconciliation. D'autant plus que Bouteflika n'a pas encore défini clairement sa volonté, ses objectifs et les moyens pratiques de cette politique. Bien malin serait celui qui pourrait lui apporter la contradiction ou même le soutien, sachant qu'en dehors du terme générique de réconciliation nationale qu'il propose, toute chose et son contraire peuvent y être inclus, à tel point que même l'irréductible MDS y a vu le salut ! Cependant, il n'est pas inutile d'ouvrir un débat ne serait-ce que sur les principes énoncés de cette politique et de réfléchir sur le bout par lequel prendre le problème algérien. Bien sûr, l'esprit peut être immédiatement amené à comparer les situations et essayer de voir ce qu'il s'est fait sous d'autres cieux, en Afrique du Sud, au Liban, ou n'importe où ailleurs,

* *El Watan*, 29.11.2004

dans les pays déchirés par des affrontements civilisationnels, ethniques, culturels et politiques. Mais à bien y regarder, le cas algérien est décidément encore plus complexe, plus ardu, plus incertain.

Le moins que l'on puisse dire est que l'Algérie est une Nation dont le cheminement est des plus douloureux, des plus tragiques.

En 2004, ceux parmi nous qui ont encore la force de jeter un regard introspectif sur leur histoire ne rencontrent que les humiliations d'une trop longue colonisation, suivis par les fracas d'une révolution armée, puis par ceux d'une tentative avortée d'une émancipation sociale, enfin par un déchaînement furieux et suicidaire de forces obscures et mortifères.

Victime durant une décennie d'une effroyable entreprise de destruction massive, l'Algérie a vécu l'enfer dont les chaudrons avaient été alimentés par trois longues décennies d'un populisme infantile, de l'injustice d'un Etat de non-droit et de l'incapacité de ses dirigeants à penser et à réaliser l'Algérie moderne.

Le terrorisme et la violence ont pris racine dans ce terreau, nourris autant par l'idéologie islamiste radicale que par l'absence des libertés politiques, le désert culturel et la misère sociale.

Aujourd'hui encore, le véritable diagnostic de la crise algérienne n'a pas été définitivement et précisément établi. Le regard des uns et des autres, porté sur les événements est toujours divergent sinon antagoniste.

Cependant, l'homme politique n'a pas -in fine- à rechercher et à conceptualiser la théorie sur la genèse de la réalité mais plutôt à concrétiser les moyens à mettre en œuvre pour la changer et la faire évoluer.

Depuis 1997 au moins, les pouvoirs publics ont amorcé une approche graduelle pour faire baisser la tension dans la société due aux contradictions idéologiques et politiques (loi

sur la rahma, accord ANP-AIS, loi sur le repentir, grâce amnistiante...). Malgré les apparences et à part quelques nuances de formes, l'action de Bouteflika dans ce domaine s'inscrit naturellement et directement dans cette logique stratégique. Celle-ci a été programmée sans aucun doute par les véritables centres sécuritaires et décisionnels du pays alors que celui-ci était au summum de la crise. La passation du portefeuille du MDN entre les généraux K. Nezzar et L. Zeroual en 1993 révèle a posteriori les véritables intentions des concepteurs de cette stratégie. Le référendum sur la réconciliation nationale et l'amnistie générale qui se profilent ne seront donc que le couronnement d'un processus de normalisation décidé et mis en œuvre depuis lors.

Il est évident que sans une stratégie politique, complétée par une action militaire d'envergure, le terrorisme ne s'éteindra jamais. Dans son principe et surtout dans ses objectifs premiers (la paix et la sécurité pour tous), nul ne saurait remettre en cause la réconciliation nationale, à condition bien sûr qu'elle ne prenne pas l'allure d'une reddition de l'Etat, ce qui semble être hors propos. Tout le problème maintenant est de savoir comment la réaliser, comment définir les arbitrages à effectuer, comment rendre justice aux victimes innocentes tout en ouvrant la porte au pardon.

Une vraie réconciliation passe par l'énonciation de la vérité, la condamnation -même symbolique- du fautif, la réhabilitation des victimes. Mais la sortie de crise ne peut être envisagée sans, par ailleurs, la perspective de l'établissement d'un véritable Etat de droit et de règles démocratiques respectées, de la levée de la mainmise de la bureaucratie sur l'économie du pays, de la lutte contre la corruption, de la sécurisation des citoyens et du sauvetage de la jeunesse algérienne de la délinquance et de la débauche, d'une justice indépendante mais contrôlée contre ses propres dérives, d'un système éducatif modernisé ...

Dans cette crise algérienne, la responsabilité de l'Etat est gravement mise en cause. Indéniablement celui-ci en est à

l'origine car les choix stratégiques qui avaient été faits dès les années soixante et soixante dix ont semé les germes de la fitna. Le développement fulgurant de la protestation islamiste des années 90 n'était pas un phénomène spontané. Il n'a été que l'expression manifeste des désordres idéologiques, politiques, économiques, culturels et sociaux induits par le pouvoir de la pensée unique en action depuis 1962 au moins.

Aujourd'hui, une réconciliation nationale même réussie sur les plans politique, juridique et technique ne résoudrait pourtant qu'une partie de la crise algérienne. Ses effets positifs risquent de s'envoler aussitôt si une nouvelle vision politique ne venait pas à la rescousse pour donner sens au véritable changement et surtout proposer un nouveau dessein national. La réconciliation doit avoir pour objet le dépassement de la crise et non pas son approfondissement. Il faut amener la société à transcender les divergences et non pas à les nier. Vu sous cet angle, et aussi large qu'il puisse paraître, le projet de Bouteflika est encore trop restreint, trop politicien.

En effet, il ne s'agit plus de réconcilier seulement le peuple avec ceux qui ont pris les armes contre l'Etat et la société. Il faut impérativement s'attaquer aux véritables causes des multiples et profondes fractures qui fragilisent la cohésion sociale tout autant que l'équilibre psychologique de l'individu. Les motifs de discorde plus ou moins dangereux se sont démultipliés au sein de la société, de la famille, et de l'individu lui-même.

Des thèmes rédhibitoires plus ou moins refoulés tels les rapports au pouvoir, à la richesse, au travail, à la famille, à la femme (et inversement à l'homme), à l'identité, à la langue... devront être abordés en toute franchise. Les nouveaux équilibres dans la société doivent être redéfinis. Les rapports entre le besoin religieux et le confort matériel, entre la modernité sans âme et le conservatisme éculé, entre le nécessaire rationnel et l'inévitable irrationnel, entre les valeurs obsolètes et les valeurs universelles, entre le « nationalisme de papa » et le

mondialisme de Bush, entre les formes extérieures du paraître et le fond authentique de l'être, doivent être repensés.

Par l'exemple au plus haut niveau de l'Etat, par la promotion pédagogique des belles actions humaines, par l'école et l'éducation et par les médias, des hommes nouveaux et sereins devront offrir au peuple des raisons de croire, des motifs de satisfaction, des motivations positives, pour accomplir, ensemble et au-delà des divergences conjoncturelles, un dessein commun et sortir enfin de la gangue des contradictions et des névroses civilisationnelles.

Malheureusement, dans sa démarche, Bouteflika semble bien s'inscrire dans une optique politicienne où il voudrait s'inscrire comme le sauveur de la Nation pour le bien de son image et de son pouvoir. Ce n'est point son patriotisme qui est en doute. Il fait partie d'une génération qui a beaucoup donné à l'Algérie, même si, en même temps, lui a beaucoup coûté. Comme ses anciens compagnons, comme Messali Hadj, comme Benbella, comme Boumedienne, comme Boudiaf, comme Aït Ahmed pour ne citer que ceux-là, morts ou vivants, au pouvoir ou dans l'opposition, Bouteflika croit au Zaïm, au leader incontestable et incontesté, à l'histoire fabriquée par la volonté d'un seul. Il croit au Chef absolu, à la vérité unique, au volontarisme politique. En cela, Bouteflika participe intégralement à la culture du dirigeant arabe. L'image du bon gouvernant que ce dernier a formé en lui-même est celle du Patriarche, du Prophète, du Messie, du Berger qui guide avec brio son troupeau. C'est une dimension anthropologique de l'univers mental qui est en cause.

Mais l'Algérie renferme d'autres ferments de culture que ceux du despotisme oriental. La société algérienne est tiraillée par d'autres idéaux, par d'autres forces, par d'autres ambitions. Dans cinq ans, dans dix ans, dans vingt ans, une autre génération d'hommes politiques sera là. Elle aura pour première mission de construire le véritable Etat de droit après que l'indépendance ait été obtenue par celle du 1^{er} Novembre 54.

1ER NOVEMBRE 1954 :
QUEL MONDE ATTEND LES HÉRITIERS DU FLAMBEAU
NATIONAL ? *

Cela fait 55 ans que le peuple algérien avait décidé de recouvrer son indépendance. C'était le moment héroïque d'une nation qui voulait éclore au grand jour de l'histoire. Les hommes et les femmes qui en furent les acteurs auront accompli la plus grande œuvre politique de ce peuple depuis plusieurs siècles. Ils l'auront ainsi arraché à sa servitude et lui auront offert les conditions pour se constituer en Etat indépendant.

Un avenir « radieux »

Le mouvement général vers la libération des peuples, les discours anti-impérialistes du camp progressiste, les changements géostratégiques à la suite de la Deuxième Guerre Mondiale, et d'autres événements encore de dimension planétaire avaient sans aucun doute contribué à la Révolution algérienne. Il n'empêche, la prise de conscience et la volonté des hommes ont été les facteurs déterminants.

Avec cet affranchissement historique, tous les espoirs étaient permis. L'Algérie était un grand pays, aux ressources naturelles abondantes et surtout, armé d'une extraordinaire mobilisation d'une population prête aux sacrifices pour consolider sa liberté.

Dans ces années-là, le monde vivait les soubresauts de la guerre froide mais aussi la fabuleuse expansion économique. Le progrès était partout. Les peuples se libéraient, le colonialisme reculait. La science et la technologie reculaient les limites du possible. La lune, au sens propre et figuré, était devenue accessible ! Au-delà de ce qui semblait être des obstacles à franchir (éducation, industrialisation, acquisition de la technologie...), les Algériens voyaient au large, un horizon serein, plein de promesses. L'humanité progressait à grands pas, et

* *Le Soir d'Algérie* 27.10.2009

l'Algérie se devait de rattraper son retard pour être au diapason du progrès.

La génération de Novembre, celle qui venait de libérer le pays et qui s'était attelée à le conduire, était décidée à construire l'Etat qui devrait désormais « survivre aux hommes et aux événements », à bâtir une économie puissante en se lançant dans l'industrie « industrialisante », à former les nouvelles générations, à éduquer le peuple... Les atouts étaient là : la volonté, le nationalisme, l'ambition, les défis, les victoires...

Grâce à la révolution technologique dans le monde, le ciel était dégagé devant l'humanité et il n'y avait aucune raison pour que l'Algérien n'atteigne pas le niveau de vie dont profitaient alors les peuples du monde développé. L'ère de l'émancipation de l'homme et de la maîtrise de l'acier était inéluctable pensions-nous. L'Algérie méritait sa place au soleil. Elle allait la conquérir à la force de ses poignées et par la grâce... de son pétrole. Elle allait acquérir ainsi usines clefs en main, technologie et développement...

La transmission inéluctable du « flambeau »

Un demi-siècle plus tard, les hommes du premier Novembre approchent du moment fatidique où ils devront remettre le pays entre les mains de la nouvelle génération. Mais avec quel viatique, avec quelle perspective ?

En ce 55^{ème} « premier novembre », laissons de côté, pour une fois, les bilans internes et regardons dans quel monde l'Algérie devra évoluer dorénavant ; quel parallèle pourra être fait du monde qui nous entoure entre le moment où la génération de novembre a libéré le pays et celui où elle devra le remettre à ses héritiers.

Tout d'abord, précisons d'emblée quel que soit le mode opératoire de l'inéluctable - et proche - « transmission du flambeau », la nouvelle génération aura à conduire le pays selon sa propre perception du monde et non pas selon le regard de ses prédécesseurs ; un monde nouveau qui se réorganise sous nos

yeux. Notre capacité en tant que Nation à le comprendre et à se donner les moyens pour y survivre est de ce fait, capitale.

C'est que l'horizon si clair des années 60 s'est lourdement assombri. Dans les mois et années à venir, l'humanité devra réviser, dans la douleur semble-t-il, ses ambitions. La volonté nietzschéenne du surhomme, de la volonté de puissance de l'homo occidentalis, archétype absolu de l'homme moderne, est en passe de devenir le cauchemar du monde. Les Cassandre avaient raison et le modèle économique de développement occidental, celui qui a été construit sur l'exploitation extrême de la nature et en particulier de l'énergie fossile, est en phase de dépôt de bilan. La situation est maintenant extrêmement grave. Le monde s'oriente désormais vers des changements fondamentaux et un remaniement complet de la civilisation telle que nous la connaissons, sous les contraintes de la finitude de notre planète. L'homme est en train de prendre conscience que la croissance indéfinie sur laquelle est assis l'ensemble du système économique mondial a été une illusion fatale. C'est de notre responsabilité de citoyens de réfléchir à la manière de mener la transition qui durera probablement une génération vers une ère absolument nouvelle.

L'ampleur des changements qui surviendront dans le proche avenir aura des conséquences à peine croyables sur la vie des hommes et des nations. Les multiples conflits chroniques et dévastateurs qui vont en résulter et qui s'étaleront sur quelques décennies ne seront pas la moindre des menaces. Certains parlent désormais de l'ère de l'hyper conflit à venir qui ferait ainsi suite à la fin de l'hégémonie de l'hyperpuissance américaine.

Les trois contraintes stratégiques

En effet, trois contraintes stratégiques majeures se dressent face à la civilisation occidentale et donc face au modèle de développement humain en cours sur la planète :

1) L'inévitable fin du système financier mondial actuel, intimement lié au sort, déjà scellé, du dollar américain :

l'effondrement du dollar, donné par une multitude d'études extrêmement sérieuses et fouillées comme inéluctable et relativement à court terme (quelques mois à quelques courtes années) aura des conséquences planétaires. Le désordre financier épouvantable qui s'en suivra frappera de plein fouet les économies de toutes les nations. L'embellie actuelle des places boursières, largement artificielle car en déconnexion complète avec l'économie réelle, ne peut cacher la faillite en cours, de centaines de banques et organismes financiers (plus de 100 déjà rien que pour les 9 premiers mois de 2009 aux USA), de certains Etats (Californie en tête de liste, Islande, Irlande, Grande Bretagne...), et des millions de ménages tant aux USA qu'en Europe et ailleurs. Pourtant, les Etats ont soutenu à bras le corps leurs institutions financières depuis le début de la crise. Malgré l'injection massive et inouïe de près de 2400 Milliards de dollars par l'Etat américain (grâce à la planche à billets) et presque tout autant par les Etats de l'Union européenne, la Chine, la Russie, les pays pétroliers du Golfe..., la machine économique et son corollaire, la croissance, n'ont toujours pas bonne mine. Beaucoup de spécialistes financiers considèrent que le dollar tombera rapidement à 0,5 euro et moins encore, anéantissant du coup les valeurs américaines ainsi que les réserves en dollars du monde entier, tout en étrangeant les pays exportateurs (Chine, Japon, Allemagne...).

2) La prévisible fin du Pétrole. Si le monde a encore devant lui quelques décennies pour voir s'assécher totalement ses puits de pétrole, il est toutefois établi que nous sommes déjà dans l'après peak oil. Désormais, il n'est plus possible pour l'industrie pétrolière d'augmenter sa production. Tout au contraire, elle entame son déclin définitif. Sachant que la croissance économique nécessite par ailleurs toujours plus de pétrole d'une année sur l'autre, la demande mondiale dépassera rapidement l'offre en hydrocarbures. Les tensions sur le marché de l'énergie s'exacerberont progressivement jusqu'à devenir insoutenables. Bien qu'officiellement l'Algérie réfute l'horizon limité à 15-20 ans pour sa propre production, il n'en demeure pas moins que la production mondiale en hydrocar-

bures a atteint son pic, selon des études récentes, entre 2005 et 2008. D'ailleurs, l'explosion du prix du pétrole durant le dernier semestre de 2007 et le premier semestre de 2008, culminant à près de 150 USD en juillet, est in fine due à ce passage délicat où la moitié des réserves en hydrocarbures dans le monde a été consommée. L'ère du pétrole à bon marché est définitivement close. Et si les prix du baril se sont affaîsés fin 2008 en écho à la crise financière et économique mondiale, ils repartiront de plus bel dès les premiers frémissements d'une reprise économique mondiale (essentiellement des pays émergents, Chine, Inde, Brésil...) mais qui se heurtera à nouveau au renchérissement du marché pétrolier qui suivra. Nous le voyons bien actuellement, malgré la timidité de la reprise -si reprise il y a-, le prix du baril reprend du poil de la bête (à plus de 80 dollars fin octobre). A partir de ce moment-là, les prévisions sont encore hésitantes. Y aura-t-il malgré tout, une reprise économique significative, suivie d'un nouveau choc des prix, puis en contre coup une nouvelle récession avec baisse des prix pour cause de recul de consommation, puis de nouveau reprise... ainsi de suite avec des oscillations sur une courbe dont la pente serait descendante ? Ou alors y aura-il d'emblée une récession définitive, longue et chaotique menant le monde vers la décroissance définitive ?

Peu importe le scénario exact, le fait est que le monde entre dans une nouvelle phase d'un reflux général qui engendrera des tensions et des conflits multiples. Les conséquences sont loin d'être maîtrisées. Les besoins énergétiques mondiaux des prochaines décennies ne pourront plus être comblés par les seuls hydrocarbures, pétrole et gaz, ni par les autres sources d'énergies fossiles tel que le charbon ou les schistes bitumineux. Ni l'énergie nucléaire, ni les autres énergies alternatives ne sont en mesure aujourd'hui de remplacer le pétrole ni à terme. En particulier, le secteur des transports sur lequel est construite la mondialisation en dépend à 95% et le renchérissement inévitable et continu du prix du baril paralysera progressivement tout le système. Les compagnies aériennes commencent à souffrir sérieusement du coût du kérosène et

des pertes colossales s'accroissent (4,5 milliards de dollars au premier semestre 2009 pour les compagnies aériennes américaines). Peu à peu, le transport aérien se rétractera pour devenir un mode de transport très restreint et sélectif. Par ailleurs, le parc de voiture évalué à près d'un milliard d'unités dans le monde qui fonctionne aux carburants dérivés des hydrocarbures est tout simplement non adaptable tel quel à la nouvelle réalité. Ni les moyens industriels, ni la disponibilité des matières premières, ni la finance déjà très affaiblie, ni la maîtrise des technologies employant les énergies alternatives ne permettront un tel réajustement, c'est-à-dire un remplacement général du parc automobile en temps voulu. Dès lors, le coût prohibitif des déplacements et des transports de marchandises donnera le coup fatal à la politique de délocalisation des industries et par conséquent à la mondialisation telle qu'elle a été conçue jusqu'à maintenant.

3) Enfin, les changements climatiques, désormais admis par la communauté mondiale comme étant l'un des principaux dangers qui guettent de vastes zones de la planète et donc une bonne partie des humains, poseront de lourds défis. La baisse de la pluviométrie et le manque d'eau subséquent dans la région du Maghreb mettra en difficulté nos propres ressources agricoles sans parler des déstabilisations de nombreux pays du Sahel et d'Afrique déjà assoiffés avec des mouvements migratoires massifs des populations vers le Nord.

Un monde différent et risqué

Ces trois contraintes combinées (effondrement du système monétaire international lié au dollar, la fin du pétrole, les changements climatiques) vont entraîner des bouleversements à l'échelle planétaire. Déjà, les conflits au Proche et au Moyen Orient en sont les premières manifestations. La zone du Sahel, au Sud des réserves gazières algériennes, donne d'inquiétants signes d'alarme. Le monde est dans une sourde mais réelle guerre pour les ressources naturelles. Les mastodontes que sont les USA, la Chine, l'Inde et la Russie, agissent souvent en sous main. Des turbulences importantes sont en voie de consti-

tution là où des réserves d'hydrocarbures existent : autour de la mer Caspienne, au Moyen Orient, en Afrique. Les terres fertiles seront également au centre d'enjeux stratégiques. La Chine mais aussi les pays du Golfe achètent d'immenses surfaces agricoles aux pays pauvres, en Afrique et en Asie.

Comment dans ces conditions, l'Algérie affrontera ces défis mondiaux ? Quelle est notre sécurité stratégique concernant nos réserves de pétrole (faibles) et surtout de gaz ? Quelles sont nos garanties d'intégrité alors que les grands de ce monde lorgnent d'une façon ou d'une autre sur ces richesses précieuses et pour ainsi dire vitales autant pour nous que pour elles ? Face à ces bouleversements mondiaux, comment le pays se comportera-t-il ? Aura-t-il les moyens de s'inscrire dans une nouvelle vision mondiale qui lui assurera sa sécurité et sa stabilité ? Pourra-t-il remédier à ses propres carences internes en vue de se déployer face à l'extérieur ? C'est là que la volonté de la Nation doit intervenir. Comme en 1954, le peuple devra être interpellé, mis au courant de ses affaires, préparé à affronter les dures réalités. L'avenir passe par le présent. C'est dès maintenant que les pouvoirs publics doivent engager le pays vers son adaptation aux futures conditions de vie des nations.

La domination des USA n'est plus maintenant que relative et l'unilatéralisme est mort et enterré. L'Algérie doit réévaluer ses intérêts dans la nouvelle perspective mondiale, dans un cadre de coopération et de prise en compte des vrais intérêts mutuels avec des partenaires fiables.

Que doit faire l'Algérie ?

L'Algérie, qui déclare posséder 144 Milliards de dollars en bons du trésor US serait bien inspirée de les convertir immédiatement (si ce n'est déjà trop tard) en or et rapatrier physiquement le métal en Algérie. Le papier-or n'est quant à lui désormais plus crédible, les banques occidentales auraient vendu virtuellement jusqu'à 20 et même 35 fois l'or physique qu'elles détenaient ! Le cas échéant, une partie de ces avoirs devraient être transformés en certaines matières premières

nobles, en autres devises ou même en droits de tirage spéciaux (DTS).

Par ailleurs, il faut lever le pied sur le rythme d'exploitation de nos hydrocarbures. Mieux vaut avoir notre or noir dans notre sous sol qu'échangé contre du papier vert voué à la dévalorisation ! La pression sur nos gouvernants sera vive et la tentation forte de vendre le maximum de pétrole. C'est que les prix connaîtront des pics bien hauts et l'argent pourrait couler à flot. L'Etat Algérien doit préserver ces richesses temporaires et tant convoitées et en aucun cas les gaspiller au profit d'une seule génération pour ne pas dire au profit d'une caste. Les grands pays, assoiffés de pétrole utiliseront tous les moyens de contrainte pour faire pomper toute trace d'hydrocarbures du sous sol. La diplomatie algérienne aura fort à faire.

D'autre part, le gouvernement doit entamer une politique nationale en faveur de la production de biens de consommation courante en Algérie. Notre adhésion à l'OMC devient problématique au regard des évolutions et risquerait même de devenir néfaste dans le contexte à venir. Une politique de protection de nos industries et entreprises doit être entamée sans complexes, utilisant autant les barrières douanières que les crédits à l'investissement ou à la consommation orientés vers la production nationale. Il faudrait revenir aux négociations bilatérales et s'engager prudemment dans les accords multilatéraux. A l'intérieur de nos frontières, il faudra par contre orienter les capitaux vers l'investissement productif et compatible avec le développement durable. En même temps, il nous faudra prendre des mesures drastiques mais transparentes contre les importations inutiles ou qui concurrencent nos producteurs. En un mot, il faudrait inverser la politique appliquée depuis trop longtemps qui bloquait la production nationale par des lois antilibérales et bureaucratiques tout en ouvrant le marché aux importations des biens et services.

Enfin, l'aménagement du territoire avec un redéploiement incitatif des populations sur de vastes zones dans le pays profond devrait venir en soutien à une politique d'investissement

d'envergure dans l'agriculture et l'hydraulique pour préparer le pays à affronter les pénuries alimentaires qui s'annoncent à l'horizon et pour une meilleure sécurité du pays.

Mais, bien avant tout cela, le consensus politique devra être reconstruit. Le retour de l'Etat de droit et la mise en place d'un processus de démocratisation, sincère, réaliste et fiable en seront les conditions sine qua non.

* * * *

OUYAHIA A-T-IL RAISON ?*

Depuis l'avènement des arouchs sur la scène politico-médiatique, une donne nouvelle s'est imposée à la société algérienne.

Héritiers d'un combat identitaire au moins aussi vieux que le mouvement national, les arouchs s'instituent désormais comme le porte-parole unique et radical de cette cause, excluant en un geste tranchant les partis politiques traditionnels de la région.

Allumée par le cynisme de mauvais goût d'un pouvoir plus prompt à manier la matraque et le mensonge qu'apte à résoudre les conflits de société, la flamme du mouvement citoyen est en train d'enfler et de lécher le champ politique avec des risques indéniables de quelques embrasements incontrôlés.

Nourris par des décades de luttes identitaire et idéologique, légitimés par la grâce d'une répression aussi féroce que stupide, radicalisés par la surenchère des conflits locaux et partisans, les arouchs sont aujourd'hui porteurs non seulement des germes de la citoyenneté mais également de ceux d'un potentiel conflit interne à la société.

En ces moments préélectorales où le pouvoir sort tous les moyens dont il dispose pour perpétuer son emprise sur le pays et où il ne reste à l'opposition que les hululements sans effets

* *In Le soir d'Algérie du 03.02.04*

pour maintenir sa précaire et incertaine existence, les arouchs tentent de saisir la chance historique d'imposer « un changement de système ».

Or, le processus actuel de négociation gouvernement-arouchs prend une tournure détestable. Loin de changer quoi que ce soit, il prend l'allure d'une légitimation d'une méthode de gouvernance pour le moins non démocratique.

Les arouchs, sûrs de leur bon droit, profitent de la faiblesse du duo Bouteflika-Ouyahia en mettant la barre au plus haut niveau, pour s'imposer comme acteur incontournable et obliger le pays à adopter une vision identitaire qui est loin d'être consensuelle.

Car, et c'est le moment de le dire, si la revendication de promouvoir le tamazight en tant que langue officielle est recevable, compréhensible et démocratique, il n'en reste pas moins qu'elle ne peut être validée par une forme de vente concomitante sous le label d'un document dusse-t-il s'appeler plate-forme d'El-kseur et à l'occasion d'une négociation avec un pouvoir aux abois, prêt à offrir l'Algérie tout entière en échange de la préservation de ses intérêts.

« Scellée et non négociable » selon ses concepteurs, la plate-forme d'El-Kseur ne saurait donc souffrir le moindre manquement dans l'application de ses dispositions. Elle doit être reconnue par tous comme finie, parfaite, totale !

Au-delà de mon active sympathie pour les arouchs et leurs leaders, je m'interdis de sombrer dans une forme d'acquiescement formel à tous leurs gestes de façon à m'épargner quelques acerbes récriminations. Il est trop facile de nier, au nom d'une nouvelle pensée unique, certaines de leurs incohérences aux conséquences redoutables pour la suite des événements.

Il n'est donc pas honnête de dire à Abrika et à ses compagnons, que tout ce qu'ils exigent est bon. Si à la faveur d'une conjoncture historique les arouchs ont supplanté le FFS et le RCD dans la région (mais pour combien de temps encore ?), il n'est pas sain qu'ils tentent de les exécuter au détour d'une

négociation. Bien sûr, le FFS, comme d'autres partis politiques, avait contré le mot d'ordre de boycott lors des élections municipales de 2002. Cette décision, il l'avait prise au nom de son autonomie et de sa souveraineté et personne ne peut la lui contester même s'il voulait la déplorer. Il n'en reste pas moins qu'un mouvement, aussi populaire soit-il, n'a pas le droit de fonder sa démarche sur l'humiliation d'un parti politique lorsqu'il envisage de défendre la démocratie et la citoyenneté. Sauf à dire que les arouchs doivent régner sans partage sur la kabylie, mais cela est une autre affaire !

Tout cela est encore sans trop de conséquences. Les « indus élus » renvoyés au prix d'une entorse aux règles constitutionnelles, leurs partis pourront se refaire une « santé » à l'occasion de futurs scrutins pour peu qu'ils en soient à la hauteur. Mais lorsque les arouchs estiment qu'ils sont porteurs de l'ultime vérité, que la plate-forme doit s'imposer au pays sans coup férir parce qu'elle est « scellée et non négociable » et qu'enfin le tamazight, aussi juste soit sa revendication, devienne langue officielle après avoir été reconnue par la constitution langue nationale et cela au nom d'une position de force présumée en lieu et place d'une légitimité démocratique, voilà les ferments d'un mauvais scénario.

Dans tout ce qui peut être reproché à Ouyahia et à Bouteflika, et Dieu sait que la liste est bien longue, il n'est pas raisonnable d'y inclure leur refus de constitutionnaliser le tamazight langue officielle sans passer par le référendum.

Le Tamazight ne peut être la langue officielle de tous les Algériens si ces derniers n'en sont pas convaincus. Ses adeptes doivent continuer leur combat démocratiquement et accepter qu'une telle question ne soit en aucun cas réglée sur la base d'un coup de force. Auquel cas, il faudra demain, agréer d'autres amendements constitutionnels, sans référendum, avec les mêmes méthodes de pressions sur les élus ; pour instituer la présidence à vie par exemple ou, plus grave, pour imposer un autre texte « scellé et non négociable ». Car, n'est-ce pas que les arguments des partisans du « la destour la mithaq,

qalla allah qalla errassoul » (tout aussi scellés que non négociables !) sont bien plus puissants que ceux des rédacteurs de la plate-forme d'El-Kseur ? Pourquoi la méthode serait-elle alors légitime pour la plate-forme d'El-Kseur et pas pour la charia'a ?

En dépit de ses problèmes, de ses dirigeants et de ses anachronismes, l'Algérie est en train de se faire, de se construire, de se moderniser. Tous les Algériens souhaitent vivre dans un pays qui les honore, dans un Etat qui soit de droit, dans un régime qui soit démocratique.

Mais la démocratie ne se décrète pas. Elle ne se cueille pas au pied des plate-forme. Elle se cultive, geste après geste, souvent dans la difficulté, avec, toujours, un facteur temps pesant. Il faut cependant espérer que ceux qui veulent l'obtenir n'ensemencent pas leur terre de germes des mauvaises herbes.

* * * *

POUR LA CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE DÉMOCRATIQUE*

L'Algérie est à un tournant. Près de dix années de crise violente ont fini par bouleverser les données sociologiques et politiques qui semblaient les plus stables, les plus constantes. Toutes les contradictions engendrées par l'effroyable conflit entre les archaïsmes d'une société vieille par la civilisation à laquelle elle appartient et les nouvelles valeurs d'un monde en fulgurante mutation ont fini par faire prendre conscience à une majorité d'Algériens et d'Algériennes que sans le respect de la liberté de l'autre, la vie devient impossible pour soi-même.

C'est forcément lentement et sous la pression des événements et du réalisme que chacun commençait à comprendre qu'il est bien plus profitable de s'occuper de ses propres affaires et de se mêler de moins en moins des affaires d'autrui.

* *In forum-démocratique.com*

De l'esprit communautaire et grégaire, la mentalité algérienne évolue vers l'esprit individualiste et utilitaire. « Que chacun s'habille comme il le veut ! Que chacun pense et croit à ce qu'il veut ! L'essentiel est que l'on me laisse en paix et que je puisse m'occuper en paix de moi-même et des miens ! » semble dire désormais chacun d'entre nous. Ce n'est sûrement pas encore la citoyenneté mais c'est probablement un premier pas vers plus de démocratie!

C'est dans cet état d'esprit, dans cet état d'âme, qu'élu Président il y a plus d'un an, Bouteflika a trouvé un peuple avide de paix et de paroles de vérité, celles qui le réconfortent et qui l'apaisent face au douloureux et agressif quotidien. A Sartre, tout le monde donnera raison : « l'enfer c'est les autres » écrivait-il.

A travers son projet de Concorde Civile, Bouteflika a présenté une issue possible à la crise et à laquelle chacun s'accroche. Même les partis politiques qui avaient lutté avec le plus de véhémence contre le terrorisme et « l'intégrisme » y voient aujourd'hui l'opportunité de dépasser leurs propres données, leur propre contour idéologique pour s'engouffrer résolument dans une nouvelle perspective plus consensuelle et surtout plus « rentable ».

Cependant, si le projet de Concorde Civile porté par le nouveau Président de la République peut mériter le soutien, si le Président de la République lui-même devrait trouver l'aide et la compréhension de la part de la classe politique dès l'instant où il engage concrètement le pays dans les profondes réformes promises bien qu'elles tardent à venir, il n'en demeure pas moins que l'Algérie, elle, a encore plus besoin de disposer d'une véritable alternative, d'une alternative démocratique, pour assurer les contre-pouvoirs nécessaires à ses équilibres internes. La formation d'une nouvelle classe politique qui doit être préparée à assumer les responsabilités dans un avenir plus ou moins proche est une condition qui s'impose pour pouvoir stabiliser le pays. Pour cela, la voie démocratique est la plus sûre et la plus légitime.

Car, si les eaux sanglantes du torrent de violence qu'a subi l'Algérie ne se diluent pas dans une mer de démocratie, de liberté et de respect des droits de l'homme, à quoi auraient donc servi les sacrifices consentis par tant de femmes et d'hommes ? Si le développement moral et économique ne prend pas forme, à quoi pourront alors croire nos compatriotes, à quoi pourront-ils accrocher leurs espoirs légitimes ?

Après une première expérience du multipartisme, force est de reconnaître que les partis politiques n'ont pas été à la hauteur de toutes leurs responsabilités. Dans cet échec, relatif bien sûr, les partis dits démocrates sont les plus à blâmer. Ils n'ont réussi ni à accéder au pouvoir, ni à entraîner l'adhésion populaire à un niveau «substantiel», ni à influencer la structure institutionnelle du pays, ni à appliquer - et c'est le plus grave - la démocratie en leur sein. Les hommes qui se sont investis, dès le début du multipartisme, de la lourde responsabilité de créer des partis politiques pour défendre leurs idées sont probablement à féliciter et à honorer. Mais il est bon aussi, pour l'avenir de la démocratie dans notre pays, de dire que la moisson a été plutôt maigre.

Aucune formation politique démocratique ne peut se targuer d'avoir posé les fondements d'un véritable courant politique populaire. Aucune d'entre elles ne peut avancer un bilan sérieux dans la formation d'une relève politique, d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes capables de concevoir et de mener une action d'envergure pour offrir à la société une quelconque solution réalisable.

Les partis politiques ont dû dès le départ, concentrer leurs efforts sur un ou deux «meneurs» pour s'inventer une personnalité, pour s'offrir une identité, pour renvoyer à la société une image censée attirer l'attention, puis la sympathie, puis les militants et finalement les électeurs. Mais en réalité, ce schéma s'est sclérosé rapidement et les leaders ont vite appris à apprécier les avantages du «chef» et surtout à se délester des inconvénients du militantisme. Une fois leur position acquise, leur stratégie n'était plus le développement du parti lui-même,

l'amélioration des mécanismes de son fonctionnement et surtout sa mutation en une véritable institution. Il s'agissait pour eux, en fait, de maintenir des structures comme simple instrument peuplé d'individus dévoués à l'accomplissement de leurs ambitions personnelles et souvent démesurées.

Ni le parti politique en soi, ni la défense d'une conviction démocratique profonde n'ont été finalement les moteurs qui ont fait mouvoir la plupart des leaders démocrates. Il est vrai que pour toute entreprise et plus encore dans l'implacable monde politique, l'ambition est une nécessité « vitale ». Mais la question est de savoir si l'ambition de l'un doit être construite avec les ambitions des autres ou forcément à leur détriment. Dans le premier cas, l'œuvre s'accomplira avec le maximum de chances de réussite alors que dans le second cas, les conflits précoces ou tardifs, les désillusions, les déceptions et en fin de compte l'échec en seront les fruits naturels.

Aujourd'hui, il faut s'atteler de nouveau à reconstruire la démocratie et le multipartisme dans notre système de vie. Les semi-échecs vécus ne doivent pas décourager les Algériens et les Algériennes à investir l'activité politique. Les clichés trop superficiels sur la supposée perversité systématique du monde politique doivent être abandonnés au profit d'un jugement plus objectif, plus équilibré et plus modeste. Quels que soient leurs défauts, les hommes politiques, malgré les critiques parfois acerbes qu'ils doivent subir, restent nécessaires pour la vitalité et l'évolution de la société. Rétablir l'image de la politique en général en tant qu'instrument au service de la Nation, créer le sentiment du devoir envers l'intérêt public, organiser le débat d'idées, établir et respecter les règles du jeu de la concurrence loyale et transparente, voilà quelques motifs qui devraient convaincre de nombreux citoyens du bien fondé de l'action politique.

En tout état de cause, l'Algérie est mûre pour concevoir un mouvement politique démocratique populaire porteur de nouvelles valeurs et de nouveaux espoirs et qui puisse être rassembleur au point de cristalliser une possibilité réelle

d'alternative. Les déceptions que beaucoup de démocrates ont vécues, qu'ils soient partisans ou non, doivent être transformées en énergies mieux canalisées, mieux rentabilisées au profit d'une vision plus ouverte et plus moderne de la société algérienne. Un grand courant démocratique devenant le creuset pour la formation d'une nouvelle génération politique, d'une nouvelle élite, doit devenir une priorité de ceux qui portent en eux un projet moderne et suffisamment de générosité !

* * * *

**INTERVIEW : IL NE PEUT Y AVOIR DE DÉMOCRATIE SANS
LIBERTÉ D'EXPRESSION ***

Le Soir d'Algérie : Durant la semaine écoulée, plusieurs journalistes ont été convoqués par la police judiciaire à la suite de plaintes déposées par le MDN. Qu'en pensez-vous ?

Soufiane Djilali. : Cela est très inquiétant. S'agit-il d'une mise en garde, d'une introduction à la gestion des élections ou d'un pas supplémentaire dans la stratégie du « containment » de la démocratie ? En tous cas, depuis l'arrivée de Bouteflika, ni partis politiques ni associations nouvellement constitués n'ont été agréés et ce, au mépris flagrant des lois fondamentales du pays. Et après l'amendement du code pénal en ses dispositions concernant la presse, voilà aujourd'hui un autre pas qui illustre la volonté du pouvoir d'en finir avec la « récréation ». Il ne peut y avoir de démocratie sans liberté d'expression et par conséquent sans liberté de la presse. Bien sûr, la presse a besoin elle aussi de gagner en qualité mais, malgré ses insuffisances, elle est depuis une dizaine d'années, d'un apport inestimable pour le pays. Il faudra la défendre avec détermination.

Le Soir d'Algérie : Vous vous êtes rendus à Tizi Ouzou et à Bouira pour rencontrer les aarouchs. Beaucoup se sont inter-

* In *Le Soir d'Algérie*, 2002.

rogés sur les véritables raisons qui vous ont motivé à faire le déplacement ?

S.D. : La raison du déplacement que nous avons fait avec Me Miloud Brahimi et Haïder Bendrihem à Tizi Ouzou puis à Bouira est fondamentalement politique. Nous avons voulu signifier clairement à la région kabyle notre solidarité en tant qu'hommes publics natifs d'autres régions d'Algérie. Personnellement, je n'ai jamais été un militant de la cause Amazigh. Cependant, j'estime que la revendication de l'identité amazigh est légitime. Elle doit être très sérieusement prise en charge par les pouvoirs publics. La langue amazigh est une langue algérienne. Elle ne nous est pas tombée sur la tête depuis la planète Mars ni ne nous a été envoyée par un missile intercontinental. Elle était là avec nos ancêtres. Elle doit donc être reconnue comme une langue algérienne. Maintenant il est évident que sur le besoin identitaire s'est greffée une multitude de problèmes tant socio-économiques que politiques avec en particulier le refus par les citoyens de l'Etat de non-droit, l'impunité des abus de pouvoirs et les dénis de justice.

Le Soir d'Algérie : Vous n'avez toujours pas dit quels ont été les résultats de ces visites. Avez-vous tenté un rôle de médiation, étiez-vous chargé d'une mission comme l'ont soutenu certains journaux ?

S.D. : Absolument pas. Et il est temps que les gens apprennent à considérer les hommes publics, du moins ceux de la nouvelle génération, comme des êtres pensants par eux mêmes (n'est-ce pas le sens d'homo sapiens ?). A ce propos, je regardais récemment à la TV un documentaire animalier, et le commentateur à eu cette phrase révélatrice : « Sans sollicitation aucune, le chimpanzé est capable de prendre des initiatives pour résoudre ses problèmes ». Sans commentaires. Pour revenir à votre question, nous avons dit à nos hôtes de Tizi Ouzou et de Bouira que si cette région vivait actuellement des déboires avec le pouvoir, il ne fallait en aucune manière transférer la fracture avec le reste du pays et ghettoïser une partie de l'Algérie en la singularisant. Nous avons conscience que plus

la situation glisse vers le pourrissement et plus un sentiment de « lâchage » par le pays, peut se développer là-bas. Cela est très dangereux. Tôt ou tard, la question identitaire trouvera sa solution. Il ne faut pas qu'entre temps des incompréhensions et des ruptures s'opèrent à l'intérieur de la société. Ce danger existe et la gestion du « printemps noir » a été des plus catastrophiques de ce point de vue là. D'ailleurs, c'est ce qui nous avait poussés avec un groupe d'intellectuels, de journalistes, d'avocats et d'hommes politiques à rendre publique la pétition « Nous sommes tous kabyles ». Les animateurs du mouvement citoyen ont très bien compris notre message. Les rencontres avec eux s'étaient très bien déroulées et chacun de nous peut témoigner de leur langage, certes ferme concernant les principes mais très soucieux de l'intérêt général, de l'unité du pays, de la voie pacifique et démocratique de leur combat. On ne peut être que d'accord avec eux.

Le Soir d'Algérie : Le mouvement citoyen semble opter pour le boycott actif des élections si elles ont lieu avant la mise en application par l'Etat de la plateforme d'El-Kseur. Les soutiendrez-vous dans cette action ?

S.D. : A dire vrai, à travers votre question se pose une autre plus fondamentale à mes yeux, c'est le rôle de la classe politique dans ce débat. Le mouvement citoyen s'est érigé pratiquement spontanément il y a quelques mois de cela mais sans se donner les moyens légaux et organiques pour asseoir une légitimité incontestable. Je suppose que cette manière de faire était délibérée. Cependant, l'élite politique de la région et en particulier les partis politiques les mieux implantés se sont retrouvés marginalisés. Aujourd'hui, je ne vois pas comment les animateurs d'un mouvement non structuré pourraient imposer une conduite politique et des choix stratégiques à des partis politiques aguerris et expérimentés sans entraîner des tensions et des discordes préjudiciables à tous. Le mouvement citoyen se veut trans-partisan et apolitique dans ses revendications. A mon sens c'est une démarche sage. Autrement, il empièterait sur les prérogatives et la souveraineté des partis politiques. Il ne peut avoir la prétention de les mettre sous tutelle et je ne

crois pas que cela soit ses intentions. Cela ne serait pas bon pour la démocratie.

Le Soir d'Algérie : Dernièrement vous aviez été reçu avec Messieurs Bererhi et Brahimi par l'ambassadrice des Etats-Unis. Votre communiqué précisait qu'il s'agissait d'une démarche concernant le conflit du Proche-Orient. Qu'en est-il exactement ?

S.D. : Cela fait des mois que le drame palestinien a pris une tournure tragique. Après le 11 septembre, beaucoup d'observateurs ont cru que les Etats-Unis allaient changer d'attitude dans ce conflit. L'éradication du terrorisme international, la sécurité et la stabilité mondiales passent par l'élimination des sources de conflits et les graves injustices qui secouent la planète. Le conflit israélo-palestinien est l'un des abcès les plus menaçants. Or, la politique du gouvernement américain dans son soutien univoque à Sharon est incompréhensible. Elle fait de l'agresseur une victime, de la transgression de la légalité internationale une « légitime défense » et de la résistance du terrorisme. Tous les américains ne sont pas d'accord avec l'extrême droite israélienne, loin s'en faut. Même l'administration gouvernementale est traversée par divers courants. Il faut aider à équilibrer les rapports de force à l'intérieur du pouvoir américain. L'Union Européenne, en tous cas plusieurs pays européens font ce travail, pas les pays arabes et musulmans ou si peu si l'on devait considérer leurs obligations de solidarité. Il est nécessaires que la société civile, que les intellectuels et les hommes politiques des pays arabes s'expriment et fassent parvenir leurs sentiments sur la question aux concernés. Les Etats arabes ont été lamentables dans cette affaire. Ils donnent tous l'impression d'être tétanisés depuis le 11 septembre. Comme si qu'ils avaient trop de choses à se reprocher. Les Palestiniens ont besoin de solidarité. Ils donnent au monde une remarquable leçon de courage et d'intelligence politique. Mais ils mènent une lutte inégale. C'est David contre Goliath.

Pour revenir à notre démarche auprès de son excellence l'ambassadrice des Etats-Unis à Alger, je voudrais que l'on

médite le geste : voilà la première puissance mondiale qui mène le monde en tant qu'unique superpuissance, et qui, sur simple demande de citoyens d'un pays étranger qui de surcroît viennent de rendre public une position critique sur sa politique étrangère, les reçoit, les écoute et leur parle. Faites le parallèle avec notre pouvoir. Un million de personnes ont fait résonner le bitume, une centaine de mort, des manifestations endémiques, un pays qui convulse et lui, tel un autiste, semble indifférent à ce qui l'entoure et entonne de temps à autre des soliloques inutiles et révolus.

Quant au peuple palestinien, son sort nous offre l'occasion de nous remettre en question : nous avons l'un des plus beaux pays au monde, il est riche, vaste, son peuple est valeureux et libre depuis 40 ans. Les Palestiniens, eux, sont cantonnés dans des territoires qui rappellent les camps de concentration, sans liberté, sans citoyenneté, sans avenir. Malgré tout, ils tiennent à leur pays. Les Algériens ne pensent qu'à partir, à s'exiler, à fuir leur pays. Faut-il penser qu'il est encore plus difficile aujourd'hui d'être Algérien que Palestinien ?

III. LE MONDE

LE MONDE D'APRÈS *

En cette fin de 2010, le climat mondial paraît bien inquiétant. Pour l'observateur attentif, les signes précurseurs de bouleversements fondamentaux apparaissent, multiples, répétitifs, touchant à de nombreux domaines et lieux et le tout avec insistance. Des changements capitaux vont, à n'en pas douter, survenir et induire un remodelage des rapports internationaux et instituer une autre configuration géopolitique dans un proche avenir.

L'évolution en cours affecte les racines du monde contemporain et imprimera un nouveau destin à l'Histoire des hommes : c'est d'une mutation paradigmatique dont il s'agit !

Il faut bien comprendre que la crise dans laquelle se débat l'économie-monde va au-delà d'une défaillance financière, de dettes souveraines insolubles, de chômage endémique ou d'une désindustrialisation qui ne sont, in fine, que l'expression ultime d'un reflux civilisationnel des pays occidentaux. Les guerres et les tensions en divers points de la planète s'avèrent n'être qu'une vaine tentative pour tenter de remédier au déclin implacable d'un système matérialiste à bout de souffle.

Nous entrons dans une ère où progressivement les ressources vitales pour une croissance infinie - absolument nécessaire au modèle mais malheureusement impossible à tenir - s'amenuisent et que l'humanité prend, bien que trop lentement, conscience de l'inanité d'un tel mode de développement.

* *In Le Soir d'Algérie, le 12 décembre 2010*

La fin de l'histoire ?

Le choc du réveil sera bien rude. Par un ironique retournement de sens, l'expression de F. Fukuyama se trouve appelé à une nouvelle vie : « La fin de l'histoire » devra désormais être comprise non pas comme étant la victoire définitive et totale des valeurs occidentales sur le reste de l'humanité mais comme le point final de l'histoire de la civilisation occidentale telle qu'elle a existé depuis près de deux siècles.

Précisons, avant d'aller plus loin, qu'il ne s'agit pas ici d'une oraison funèbre ni d'une prophétie millénariste. Cependant, il faut bien reconnaître que jamais autant que ces derniers mois, les intellectuels occidentaux n'ont écrit avec autant de pessimisme ; pessimisme que nous qualifierons ici d'eschatologique. Le thème du déclin, du reflux, de la défaite finale et irrémédiable, revient comme un leitmotiv dans toutes les analyses qui abordent avec sérieux l'avenir de ce monde. Nous aurions tort de n'y voir qu'une éructation de mal-pensants ou de marginaux déprimés. Le thème est devenu prégnant et influe dorénavant profondément la psychologie dominante.

Cette dépression, cet effondrement moral, est d'abord dû à la nette perception de l'impasse de l'idéologie matérialiste et consumériste dans ses multiples formes balayant le spectre idéologique y afférant, allant du néolibéralisme au communisme. Le « déchaînement de la matière » (1) a furieusement déshumanisé l'être en le rendant esclave du « Veau d'Or ». Puis, apparaît, là, à l'horizon, à l'échelle d'une génération à peine, l'annonce de la fin du feu d'artifice. Les plus lucides l'entrevoient et ont peur des ténèbres qui y feront suite. « Ils ressemblent à ceux qui allument un feu. Dès que celui-ci jette sa clarté sur ce qui les entoure, Dieu les prive de la lumière, les abandonne dans les ténèbres et l'incapacité de voir. Sourds, muets, aveugles, ils ne sauraient revenir sur leurs pas » (Coran, S. II, v.17 & 18).

Ces versets résonnent bien plus lorsque l'on saura que la civilisation occidentale est fondamentalement celle du « feu » pour reprendre l'expression de Philippe Grasset (2) qui fait

allusion à l'instrument thermodynamique (3) ou, plus prosaïquement, à la combustion des hydrocarbures comme étant aux fondations du progrès. Or, à l'échelle globale, et pour le pétrole, nous pouvons dire, avec Richard Heinberg (4) que la « fête est finie ». La production des hydrocarbures, après un siècle d'exploitation intensive, devient de plus en plus difficile et de plus en plus onéreuse. Le peak oil a été très probablement déjà dépassé et les tensions sur l'offre vont apparaître très bientôt. Un récent rapport du pentagone l'annonçait pour 2012 ! Les Irakiens (premières malheureuses victimes d'une liste prévue bien plus longue ?) savent les conséquences pratiques et anticipées d'une telle pénurie : la destruction et la perte de souveraineté.

Mais le pétrole n'est pas la seule matière en voie de disparition. D'autres matières premières sont au centre d'enjeux capitaux. La commercialisation des « terres rares » (5) par exemple, dont la production est monopolisée par la Chine, fait déjà polémique. Faut-il parler encore de la réduction de la biodiversité, des ressources halieutiques, des terres fertiles ou de l'eau potable ? Tous susceptibles d'entraîner des conflits loco-régionaux dramatiques (6) !

Le technologisme (7) atteint également ses limites. Une récente publication (8) faisait état d'études démontrant les difficultés croissantes et financièrement insupportables pour changer de générations technologiques dans l'aviation de guerre. Cette problématique peut légitimement être élargie à beaucoup d'autres secteurs aussi sensibles. Il se dresse, devant l'humanité, tout comme le « mur de Planck » en physique, un « mur technologique » au-delà duquel il semble être impossible de s'y aventurer !

Jamais dans l'histoire, l'homme n'a eu à faire face à une telle convergence de ruptures stratégiques. Désormais, le progrès matériel et les forces sous jacentes qui le conduisent et l'animent ont atteint leurs limites. Bien sûr, il reste encore des réserves ici ou là et l'élan, tel celui d'un véhicule lancé à toute

allure et à qui on coupe le moteur, ne s'arrêtera pas brutalement. Mais il est irrémédiablement condamné à terme.

L'épuisement de la nature

Il faut bien saisir que toute la civilisation actuelle est fondée sur la maîtrise de la nature et qu'elle ne peut en aucun cas lui survivre, en tous cas dans sa forme actuelle, si d'aventure celle-ci était épuisée dans ses éléments essentiels au processus « de combustion ». Or, il s'avère qu'à plus ou moins brève échéance (2050 ?), la planète ne pourra plus subvenir aux besoins des hommes si elle devait être soumise au même rythme d'exploitation et de prédation que maintenant. La situation décrite par certaines projections est tout simplement épouvantable.

La civilisation occidentale a construit un modèle de vie qui non seulement est définitivement hors de portée de 90% de l'humanité mais qui bientôt deviendra impossible même pour les nations les plus riches. L'ironie du sort aura voulu que le matérialisme en tant que mode de vie, philosophie et idéologie de puissance, s'anéantisse, non pas sous les coups portés par un quelconque adversaire mais par épuisement... de matière.

La civilisation occidental - américaniste qui incarnait jusqu'ici la modernité est en proie à une crise finale qui s'apparentera à une implacable agonie, bien que lente et longue.

Sa fin est inscrite dans ses gènes. Le capitalisme et le consumérisme qui lui est consubstantiel, exigent par essence, toujours plus. La nécessité de la croissance impose que la logique du gain supplante celle de la raison et fait que le court terme (à la bourse, dans le commerce ou dans la politique) impose ses priorités au détriment du long terme. Rien ne semble pouvoir être capable d'arrêter la prédation sinon la fin de la nature elle-même.

Le drame est que lorsque la puissance politique ne permettra plus d'assurer ce mode de fonctionnement, la puissance militaire prendra le relais, sans sourciller, pour le perpétuer le plus

longtemps possible, c'est-à-dire malgré tout, très peu de temps encore. La guerre, pour reprendre le grand stratège militaire prussien, Clausewitz, n'est que la continuation de la politique, par d'autres moyens. Et déjà, des voix de plus en plus insistantes, au sein de l'empire, s'élèvent pour faire avancer le projet de guerre à l'Iran en expliquant froidement que cela permettra au dollar, en pleine déliquescence, de reprendre vie et de faire fonctionner un complexe militaro-industriel aux besoins financiers insatiables, sans compter le contrôle final des ressources pétrolières par les nations les plus puissantes.

La « post-civilisation »

C'est assurément la dimension éthique, c'est le soubassement philosophique, c'est la vision cosmogonique de l'Occident, inventeur de la modernité, qui sont en cause car définitivement en rupture avec les possibilités du réel. Des deux piliers qui ont eu à porter les lumières, l'éthique et la matière, la première a abdicé face à l'impérieuse volonté de puissance de la seconde. Le déséquilibre qui en est né a condamné l'ouvrage à une funeste destinée.

C'est donc cet effondrement du cadre existentiel actuel qui trouble et c'est peu dire, l'intelligentsia occidentale. Car plus grave que les difficultés financières et économiques, c'est la débâcle morale de l'Occident qui indique la fin du monde d'aujourd'hui. Il faut dire que c'est cet Occident-là qui a engendré les plus grands massacres de l'histoire mais aussi, en contrecoup, les plus sublimes avancées des droits humains. L'Occident colonisa et extermina (8) mais il inventa, la liberté, la démocratie et les droits de l'homme. Comme pour le pendule : à une oscillation dans un sens, y répond une autre, de même amplitude mais dans le sens contraire !

Mais aujourd'hui, l'équilibre est rompu. Les élites les plus riches, les plus puissantes, se sont détachées de leurs peuples, sont devenues transnationales, répondent à des ambitions mondialistes faisant fi de l'intérêt de la multitude standardisée ou en voie de l'être. Mais à force de tirer sur la corde, à force

de réduire la vie à la valeur du gain, l'homme a perdu de son humanité. Il n'en reste plus qu'un individualisme narcissique et destructeur. La volonté de puissance et le « déchaînement de la matière » ont fait basculer le monde dans l'ère de la post-civilisation ! Nous vivons d'ores et déjà dans cette ère sombre où le faux remplace le vrai et où l'injustice se veut justice.

La crise multiforme qui s'annonce pour 2011 et surtout pour 2012, même si elle semble d'abord être financière, sera d'une puissance dévastatrice inégalée auparavant. Les pays les plus développés manifestent déjà une épaisse angoisse face à ce scénario par une forme d'agitation chaotique tant politique que militaire. Le retour sur la scène politique de mouvements et partis des droites dures (Tea party aux USA, partis de la droite nationaliste xénophobe et souvent islamophobe en divers pays d'Europe) avec un questionnement identitaire fiévreux, signifie la perte de confiance en soi, la perception d'un péril interne imminent, la remise en cause de son être et de ses valeurs fondamentales.

Censée être fondée sur la démocratie, le respect des droits de l'homme et la liberté, la justice, l'Etat de droit etc, ces merveilleux idéaux, la civilisation contemporaine s'est muée en une inénarrable fable de La Fontaine : en bout de course (et à bout de souffle), elle se défait lestement de ses oripeaux et prend, sans fard, la forme de la force brutale qu'elle n'avait, au fond, jamais cessé d'être. De la démocratie, il ne reste que les manipulations des lobbies ; de la liberté d'expression que le conditionnement ; de la justice que les lambeaux du droit national ou international.

La civilisation occidentale si chatouilleuse sur les principes avec lesquels elle a fouetté les « barbares » à toute occasion, ferme sereinement les yeux sur les injustices quand cela l'arrange, organise les orgies guerrières pour ses intérêts et baisse lâchement les yeux devant la turpitude et l'ignominie de ses protégés.

La déroute est là, sous nos yeux. Le ridicule des affaires médiatiques comme celle des fuites de wikileaks, des faux

négociateurs talibans en Afghanistan, ou l'humiliante impuissance à riposter face à l'arrogance pathologique d'Israël distraît à peine l'attention de cette déconfiture générale à peine croyable.

Une nouvelle géopolitique ?

C'est dans ce contexte géopolitique que les alliances internationales sont en train de se faire et de se défaire, certains think thanks, à l'image du Laboratoire Européen d'Anticipation et de Prospective (10), parlent très sérieusement de dislocation géopolitique !

La faillite en cours de plusieurs Etats américains sans compter les municipalités et les grandes villes, fait renaître de vieux contentieux internes, y compris sécessionnistes ! La légitimité des guerres en Afghanistan et en Irak au lendemain des mystérieux événements du 11 septembre 2001, s'effrite aux yeux de la majorité de la population, ébranlée par tant de versions contradictoires.

L'Europe, elle, aux prises d'une dangereuse dette souveraine se met à douter d'elle-même. Certains envisagent l'expulsion du traité de l'union des plus faibles à l'image de la Grèce, de l'Irlande ou du Portugal, d'autres parlent d'un possible euro à double vitesse, l'un pour les pays du Nord à forte valeur et l'autre pour les pays du « club Med », dévalué. Il n'est pas exclu par ailleurs, que si l'Allemagne n'arrive pas à imposer son « ordre économique » avec des amendements au traité de Lisbonne, qu'elle se défasse elle-même du reste de l'union ! L'UE, pourtant embrigadée dans une doctrine atlantiste, se démène et semble être travaillée au corps par le retour des nationalismes refoulés mais persistants. L'élite politique et technocratique européenne, mondialiste convaincue, est de plus en plus discréditée du fait même de l'échec de ses politiques économiques et de ses compromissions dans des guerres perçues par leurs concitoyens comme illégitimes sinon irresponsables.

De son côté, et après son rapprochement avec l'OTAN, la Russie agit en contrepoids aux Etats-Unis en essayant de négocier avec la « vieille Europe » ses ressources énergétiques (essentiellement le gaz) dans le cadre d'un nouveau « design économique » qu'elle veut vendre aux européens (11).

Enfin, last but not least, ce mois de Novembre, la Russie –après le Brésil- vient de décider conjointement avec la Chine que désormais leurs échanges seront libellés dans leurs monnaies respectives (12). Quant à cette dernière, en l'occurrence la Chine, ce n'est pas moins que le haut du podium de la puissance économique qu'elle vise. Ses colossales réserves en dollars combleront largement ses faiblesses militaires face aux prétentions de l'ex hyper puissance américaine.

Le monde est désormais menacé de voir s'effondrer la monnaie impériale et les conséquences d'un tel événement seront d'une ampleur gravissime. Les USA qui veulent désormais se défaire sur leurs partenaires, voudraient bien laisser s'évaporer le dollar en même temps que ses monstrueuses dettes en se réfugiant dans un « bancor » (13) déjà programmé. Enfin, l'activisme militariste de l'empire américain dissout ses anciennes amitiés et affaibli ses zones d'influence (14).

De toutes les façons, la perte de puissance politique des USA est maintenant palpable. Il suffit de jeter un œil sur leur arrière-cour en Amérique latine (Venezuela, Bolivie, Nicaragua, Brésil...) pour le comprendre. L'incroyable reconnaissance par le Brésil et l'Argentine d'un Etat palestinien dans ses frontières de 1967, constitue un signal très net de la prise de distance de l'Amérique du Sud d'avec son voisin du Nord.

De son côté, la Turquie, membre de l'OTAN, a mis les voiles et semble se libérer complètement du carcan qui lui avait été enfilé depuis le démembrement de son empire au début du siècle passé. Elle retrouve une liberté géostratégique remarquable et opère avec audace vis-à-vis de ses anciennes alliances « contre nature ». Ainsi, elle quitte subrepticement mais avec force conviction, le convoi belliqueux (refus d'ouvrir son territoire aux forces américaines pour envahir l'Irak en 2003

et surtout opposition à la guerre contre Gaza en 2008) et se reconstruit une aire de coopération allant de la Russie et de l'Arménie au Nord, à l'Iran à l'Est, à la Syrie au Sud et même à la Grèce à l'Ouest. Ce retournement diplomatique d'une envergure inégalée a fait que des pays anciennement hostiles lui deviennent amicaux et les anciens amis tels Israël, se muent en ennemis ! Jamais une telle évolution n'aurait été possible sans l'affaiblissement moral d'une Amérique pourtant encore pour un temps militairement dominante.

L'Iran, quant à lui, exaspère autant les USA qu'Israël. Ce dernier ne retrouvera la paix que lorsqu'il aura entraîné la première puissance militaire et allié indéfectible (à la vie à la mort ?), à détruire la « Perse » rebelle même au prix de l'utilisation de l'arme nucléaire. Tout comme il l'avait fait pour l'Irak, duquel il ne reste ni Etat, ni patrimoine, ni souveraineté, ni élite. Et faut-il parler encore de l'Afghanistan, victime expiatoire de ces calculs géostratégiques ? Ou ne serait-ce là que l'exécution d'une volonté « divine » ?

« Tu les détruiras entièrement ... et tu ne leur montreras aucune pitié... tu détruiras leurs autels... car tu es un peuple saint pour l'Éternel ton Dieu ; l'Éternel ton Dieu t'a choisi pour que tu sois un peuple spécial à ses yeux, entre tous les peuples qui sont sur la surface de la terre... Et tu consomeras tous les peuples que l'Éternel ton Dieu te livrera ; tes yeux seront sans pitié envers eux... » Deutéronome, Chapitre 2 (15).

Le Monde libre (ou du moins, autoproclamé tel) perd de sa puissance, de sa sérénité et de son assurance. Si la Troisième Guerre mondiale n'a pas été entamée (que Dieu nous en garde), la 4^{ème} par contre a débuté depuis au moins le 11 septembre 2001. La guerre des monnaies fait rage, le cyberspace devient un champ de bataille ouvert (attaque de virus informatique destructeur), espionnage à large échelle, intrusion dans les systèmes de communications de pays tiers, y compris de celui des alliés, le maniement intéressé du Conseil de Sécurité, les révolutions « oranges » aux bons « endroits », le remodelage des frontières en Afrique etc... Et rien ne garantit que des

conflits encore contenus pour le moment, ne dégénèrent pas subitement (Corée du Nord et du Sud, Colombie et Venezuela, Iran, Liban, Soudan, Sahel...).

Aujourd'hui, nous sommes précisément dans cet espace temps, cet interstice hautement dangereux, qui délimite le début du « désarmement » du pouvoir politique de l'empire mondialiste et la possible mise en œuvre de ses fantastiques moyens militaires pour y pallier.

Le choc final n'est pas encore advenu. Mais à l'échelle historique, il n'y aura pas à attendre longtemps. Le fameux site Wikileaks nous apprend, sans surprise, quelques vérités jusqu'ici bien occultées. Ces fuites (organisées ?), vont avoir l'effet, selon certains commentateurs, d'une bombe diplomatique thermonucléaire (16) ! Si l'on pense que la vérité peut avoir un tel effet, c'est que nous vivons bien évidemment dans un monde totalement faux où les discours sont l'antithèse de la pratique. Quelqu'un a-t-il encore un doute ?

Une course contre la montre est engagée. Le reflux de puissance économique sera-t-il plus rapide que la volonté de guerre ou bien y aura-t-il encore suffisamment de marge pour en provoquer une dernière ? Le tableau semble bien sombre.

Mais par-delà les funestes promesses, il faut dès maintenant avoir la lucidité de penser au « monde d'après ». L'humanité doit retrouver ses repères, son horizon, son chemin. Elle doit rééquilibrer sa vision de l'être. Moins de matière et plus de spiritualité. La sagesse n'est pas le rationalisme matérialiste mais ce message d'espoir pour tous qui libérera l'homme de son « soi » impérieux, de son narcissisme pathologique, et le projette vers une transcendance salutaire. N'en doutons pas, l'homme saura inventer une nouvelle civilisation plus humaine, probablement plus heureuse car elle se fondera beaucoup plus sur l'être que sur le paraître !

Notes :

1) *Philippe Grasset, « La grâce de l'histoire », in www.dedefense.org.*

2) *Id.*

3) *Il est remarquable que Malek Bennabi, l'un des plus grands penseurs algériens de ce XXème siècle (1905-1973), place l'œuvre de Denis Papin et de Watt, la machine à vapeur, comme étant le point de départ du processus du développement occidental. Cf. « Les grands thèmes », « Les conditions de la renaissance » ou « Vocation de l'Islam ». Diverses rééditions.*

4) *Richard Heinberg, « Pétrole : la fête est finie. » Avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier. Editions Demi-lune, Collection Résistances, 2008.*

5) *« Terres rares » : connus également sous le nom de lanthanides, c'est un groupe de 17 métaux aux propriétés particulières. Nécessaires pour la fabrication d'une série de produits de hautes technologies (aimants surpuissants, piles pour les futures voiture électriques, éoliennes, écrans de TV, disques durs d'ordinateurs, téléphones portables...), leur production est à 90% chinoise. La Chine vient de prendre des mesures légales pour limiter drastiquement leur exportation mettant en difficultés plusieurs pays (Japon, USA etc..).*

6) *Le Soudan est probablement la première victime de ce type de conflit. La sécession du Sud fait suite à un long travail effectué par Israël avec l'aide américaine. Sont visées les richesses pétrolières et surtout les eaux du Nil. Des documents très précis montrent qu'Israël a joué un très grand rôle dans le processus de désagrégation de l'Etat soudanais. Avec le Darfour (et d'autres richesses du sous sol), le Soudan est visé par un plan de démantèlement total. Face au Sud Soudan, l'Ethiopie et le Kenya, tous inféodés aux USA, l'Egypte devra affronter très bientôt l'une des plus grandes menaces sur sa sécurité hydrique.*

7) *Dimitri Rogozine, homme politique Russe, a publiquement employé ce néologisme pour définir la politique occidentale, en juillet 2008. In dedefensa.org*

8) *Voir, Ilia Kramik : « Le B-52 : l'impasse du progrès technique, texte original : Rianovosti. Cf. www.forum-democratique.com (rubrique « Chronique »).*

9) *Olivier Le Cour Grandmaison, « Coloniser, Exterminer – Sur la guerre et l'Etat colonial »- Casbah Editions, Alger 2005 (Fayard, 2004).*

10) *Lettre ouvert/ Sommet du G20 de Londres : « la dernière chance avant la dislocation géopolitique mondiale. » www.leap2020.eu.*

11) *Le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a proposé à la Chancelière A. Merkel, lors de son voyage en Allemagne ces 24 & 25 Novembre, de reconstruire une nouvelle alliance entre l'Europe et la Russie. Il est connu que l'Allemagne est tournée vers les pays de l'Est dans lesquels elle trouve son prolongement naturel. C'est également ce pays qui a contrecarré le projet du Président français N. Sarkozy pour la construction d'une Union Pour la Méditerranée.*

12) *Ces accords ont fait l'objet de très peu de publicité, non pas du fait de leur faible importance mais au contraire à cause d'un effet « domino » extrêmement dangereux pour le système « dollarisé ». Cf. Paul Craig Roberts, « Le déclin de l'empire américain : la Chine et la Russie l'arguent le dollar US ». www.mondialisation.ca*

13) *Cf., Rapport du Fond Monétaire International (FMI) du 13 avril 2010. Le bancor est inscrit dans l'agenda de cette institution pour 2018.*

14) *Voir le Pakistan par exemple mais aussi le Japon !*

15) *Le Deutéronome est le cinquième livre de la Torah. Des passages répétitifs et insistants sur la « destruction des autres Nations » et sur la violence impitoyable à leur appliquer peuvent être cités sans fin. Peut être expliquent-ils l'attitude de l'Etat d'Israël dans son conflit avec les Palestiniens ?*

16) *Certains partenaires des USA en sont bouleversés. Les Polonais (fervents proaméricains) parlent naïvement de la perte de leurs illusions, les Russes expriment leur perplexité. La France est bien embarrassée. Certains documents sont de véritables « plans de batailles » tel celui établi pour les banlieues françaises pour infiltrer des communautés ou des groupes ethniques, spécialement les quartiers à dominante musulmane. Ne parlons pas du comportement scandaleux des dirigeants arabes qui ont été mis en lumière bien que loin d'être surprenants. Gageons qu'après la stupéfaction, un torrent de réactions dans le monde suivra ces révélations. Cependant, des hommes de premier plan (Chefs d'Etat et/ou de gouvernement) ont accusé wikileaks d'être manipulé au profit d'Israël.*

* * * *

QUE VEULENT LES GRANDS ?

L'HISTOIRE EN DIRECT *

Comme lors des cérémonies sacrificielles où la communauté aspire à un nouvel état de grâce en offrant à leur divinité la vie de l'un de ses membres, la communauté des nations est en passe de construire un nouvel ordre mondial selon un rituel où l'Irak ferait office d'offrande. C'est à travers ce pays que le nœud gordien géostratégique mondial doit être tranché. Car en effet, bien au-delà de la profonde détermination des Etats-Unis d'extirper tous germes d'insécurité et de s'assurer l'accès prioritaire et illimité aux réserves planétaires en hydrocarbu-

* In *Le Soir d'Algérie*, le 22 mars 2003.

res, c'est la reconfiguration des rapports de force tels que définis par les accords de Yalta qui est en cause.

La répartition des territoires et des zones d'influence mondiales décidées au sortir de la 2^{ème} Guerre mondiale qui a régi les relations internationales depuis lors est en voie de caducité. Elle devra être revue à l'aune des poids réactualisés des principales puissances mondiales et selon les dernières évolutions qui sous-tendent la globalisation. C'est donc à une âpre négociation sur le remodelage géopolitique de la planète que nous assistons. C'est que la fin du 20^{ème} siècle a vu s'effondrer le bloc soviétique, apparaître une faiblesse économique structurelle grave des Etats-Unis (1), l'autonomisation progressive (Japon) et aujourd'hui brutale (Allemagne) de leurs anciens « protectorats », le retour de la Chine sur la scène économique mondiale (2), la stabilisation inattendue de la Russie après la dislocation de l'empire soviétique (3) et l'émergence d'un nouveau bloc économique, technologique et monétaire en Europe.

Ces remaniements fondamentaux bouleversent les prévisions d'avenir des USA. Non seulement leur suprématie militaire et nucléaire n'est pas absolue mais la position du dollar risque de s'affaiblir dangereusement face à l'euro, dérégulant ainsi le mécanisme de pompe aspirante de la monnaie américaine qui draine les richesses de la planète. Ces enjeux exacerbent les tensions mondiales et précipitent les dirigeants américains dans une politique hasardeuse où l'étalage de la force devient l'argument central. Ce comportement a pris un éclat particulier avec l'équipe Bush qui, au lieu de rationaliser les difficultés auxquelles elle doit faire face, s'est au contraire, enfermée dans une logique du salut messianique imposé par la puissance des armes. Cette fébrilité, à l'allure étrange, de la première puissance mondiale exprime manifestement des inquiétudes autrement plus importantes que celles qui pourraient être provoquées par d'hypothétiques armes de « destruction massive » que détiendrait l'Irak. L'arrogance, le mépris et la légèreté du discours américain ont non seulement choqué le monde arabe et musulman, proie désignée de la prédation mais ont

provoqué un véritable malaise chez les alliés européens. Un tel comportement de l'administration américaine trahit en fait une perte de confiance en soi de la première puissance mondiale. Les motivations américaines sont devenues si évidentes que les peuples de l'Europe et une majorité de leurs gouvernements s'en méfient ouvertement. La détermination américaine à consolider leur prééminence a fini par introduire une distorsion grave à l'intérieur de l'OTAN et déclencher contre elle la formation de nouvelles alliances. Le moteur franco-allemand s'est considérablement raffermi au cœur de l'Europe et de nouveaux ponts ont été jetés avec la Russie et secondairement avec la Chine. Finalement, la crise irakienne a joué le rôle d'un révélateur éclairant les courants d'intérêts objectifs à long terme jusqu'ici invisibles mais organisant puissamment les calculs géostratégiques.

L'Europe est, dans cette situation, le centre incontestable des impulsions du changement de l'ordre mondial alors que les Etats-Unis sont devenus l'épicentre de la réaction. Ces derniers, malgré leur supériorité écrasante du point de vue militaire, s'enfoncent peu à peu dans la dépendance économique. Pour maintenir leur position dominante, ils étalent leur force au Moyen-Orient et s'assurent la mainmise sur le pétrole. L'utilisant comme un territoire américain avancé, ils s'allient, dans un mouvement d'acoquinement coupable, à Israël pourtant auteur de violations des droits de l'homme et de crimes contre l'humanité. Désormais, les deux pays se sentent plus proches que jamais dans leur quête de puissance, d'hégémonie et de recherche de l'immunité internationale. Fusionnant presque dans l'idéologie mythique du « peuple élu de Dieu » ils se réconfortent mutuellement dans une complicité intime et déculpabilisante face à leurs injustifiables excès. Cette attitude irrite profondément les Européens (y compris les Anglais et les Espagnols dont les dirigeants se sont alignés pour l'instant sur les intérêts américains). Industrielle, productiviste, de vieille culture, riche et prospère, l'Europe se découvre cependant, à la faveur de cette crise, militairement et diplomatiquement faible. En pleine phase de construction de l'Union,

les Nations européennes, chacune selon son propre parcours historique, sont aujourd'hui en convergence accélérée. Elles trouveront dans l'actuelle crise toutes les raisons qui leur manquaient pour construire une défense et une diplomatie communes. Longtemps sans âme, l'Europe vient de découvrir, à travers l'émancipation courageuse de l'Allemagne de son protecteur américain et la démarche gaullienne du Président français, les ressorts psychologiques qui pourraient lui offrir très rapidement un dessein politique qui lui faisait cruellement défaut. Cette accélération de l'histoire européenne peut être fortement favorisée par l'établissement, sur les ruines doctrinaires de l'OTAN, d'une nouvelle politique de défense russo-européenne doublée d'une stratégie pétrolière concertée. A cet agrégat géopolitique viendraient s'adjoindre les zones d'influence de ces puissances, et en particulier, en ce qui nous concerne, le Maghreb. En effet, la sphère arabo-musulmane très affaiblie et en état d'ébullition contestatrice, se verra aspirer irrémédiablement par deux pôles : les pays du Golfe par les USA, le Maghreb et le Proche-Orient par l'Europe. Dans cette perspective, l'offensive américaine en Irak n'est qu'un préalable à l'établissement de son hégémonie totale sur les pays arabes pétroliers, sans considération aucune, bien entendu, pour le prurit allergique des populations locales, du moins selon la croyance des conseillers de la Maison-Blanche. Quant au Maghreb, a-t-il seulement le choix ?

C'est dans cette optique, que les relations algéro-marocaines deviennent sensibles et l'intrusion dans le débat de la question sahraoui ne peut être que délicate. Longtemps occultée, réservée à la seule convenance du pouvoir et soumise au discours idéologique et normatif (principes intangibles !), elle apparaît aujourd'hui dans une configuration mondiale en plein bouleversement. Pour les Algériens, l'heure de la réflexion intelligente et pragmatique sur leur politique maghrébine a sonné. Il est incontestable que les conditions internes et externes aux trois pays initialement en désaccord sur l'avenir de ce territoire et de ses populations ont totalement changé. Le conflit du Sahara Occidental remonte maintenant à près de trente ans.

L'affrontement Est-Ouest n'existe plus et la notion d'Etat-Nation est en train de vaciller. L'Algérie sort d'une crise interne épouvantable, le Maroc semble s'y glisser subrepticement. Il faudra envisager un dépassement de la crise maghrébine en changeant de perspective stratégique. Un Maghreb-Uni qui résorberait l'abcès du Sahara Occidental sans trahir les Sahraouis mais en arrangeant les trois peuples serait un gage d'avenir et une voie pour la paix et la sécurité des peuples maghrébins. La construction d'un ensemble régional cohérent, harmonieux et intégré positivement dans une stratégie de globalisation fera bien plus pour le bien de nos peuples que les rapports de force interminables et stériles entre des Etats qui peinent par ailleurs à nourrir et à protéger leurs citoyens avec un minimum de dignité.

Note :

(1) Les USA ont un déficit de la balance commerciale de plus de 400 milliards de dollars par an dont 80 milliards de dollars dus à la facture énergétique !

(2) Désormais 6^{ème} économie mondiale, la Chine arbore un bénéfice de la balance commerciale avec les USA de 83 milliards de dollars en 2001 !

(3) Les prévisions de certains géostratèges américains sur la dislocation finale (et souhaitée) de la Russie n'ont pas eu lieu, celle-ci détenant le deuxième arsenal atomique mondial et empêchant par-là l'hégémonie nucléaire absolue des USA.

* * * *

L'AMÉRIQUE ET NOUS *

S'il existe aujourd'hui un pays qui engendre chez nous des sentiments violemment contradictoires, c'est bien les Etats-Unis d'Amérique.

* *In Le Soir d'Algérie, Septembre 2002.*

Etat du droit, des libertés, de la richesse et du rêve, l'Amérique revêt également pour nous les attributs de la puissance arrogante, de la force impitoyable, du mépris souverain pour les faibles et de l'égoïsme cynique et imperturbable.

Grande démocratie pour ses citoyens, rude partenaire économique et militaire pour ses alliés, sans concessions pour ses rivaux, elle devient carrément inhumaine pour ses proies.

Tout comme la Grèce antique, pour elle les humains sont de deux sortes : ceux qui sont dignes de la civilisation et de la démocratie et le reste, ceux qui sont relégués dans le territoire juridique des esclaves, dans les zones de non-droits de l'homme, dans les réduits de bêtes sauvages de Guantanamo, sous les décombres des dommages collatéraux en Irak ou en Afghanistan ou, quelquefois, à l'image des peaux-rouges dans des réserves retranchées d'antan, des zoulous dans les bantoustans de l'ancienne Afrique du Sud raciste ou présentement des Palestiniens dans de terrifiants « territoires autonomes » où ils sont tenus en joue par des israéliens féroces et déchaînés.

Sinon, comment expliquer l'extraordinaire dualité du comportement américain, profondément humain avec les uns, sans pitié aucune avec les autres. En vérité, si l'actuel maître de la Maison-Blanche s'est limité à citer quelques pays comme faisant partie de l'axe du mal, seuls le réflexe diplomatique et les convenances internationales ont dû l'inciter à circonscrire les dégâts et à ne pas impliquer tous ceux qui, de par le monde, n'acquiescent pas sans réserve à l'absolutisme américain en marche.

Fondés à la fin du XVIIIème siècle par les « insurgents » révoltés contre la couronne britannique, les Etats-Unis n'abolirent en droit l'esclavagisme qu'un siècle plus tard, à l'issue de la guerre dite de sécession. Mais l'assimilation psychologique de la notion d'égalité des hommes ne fut acquise pour la majorité des blancs qu'à la fin du XXème siècle. Et pendant ces deux siècles, durant leurs mutation et consolidation en tant que Nation, les Américains ont agité sous l'empire de l'ambivalence des valeurs de la liberté et du rapport de force.

Et s'ils ont réussi à imposer la liberté comme l'une des identités de leur âme et l'un des piliers de leur système politique, ils ont en même temps instauré le rapport de force comme principe stratégique dans leurs relations aux autres. Expurgeant lentement le démon du racisme de l'intérieur de leurs frontières, ils le transformèrent en politique cynique et amoralisée envers les autres lorsque leur intérêt était en jeu. Etant à leurs propres yeux et par définition « bons », le châtement qu'ils peuvent réserver aux réfractaires aux « bonnes mœurs » qu'ils dictent est sans clémence. D'une extraordinaire tolérance chez eux, ils deviennent tyranniques pour les autres.

Pourtant quelle fabuleuse réussite ils représentent ! Quelle extraordinaire force attractive pour les peuples du monde ils auraient pu être ! Immensément riche et prospère, la puissance de l'Amérique s'étale sur le monde visible et invisible, dans l'espace et sous les mers, dans la dissection fine de la matière et à travers les images des galaxies de l'univers, dans les secrets de l'intimité de la vie ou dans le décodage du mystérieux génome humain. Nul esprit positif sur terre qui ne succombe à la beauté de ses œuvres scientifiques, techniques, architecturales, artistiques... Nul esprit pratique qui n'utilise ses inventions, ses outils, son savoir-faire.

L'Amérique a tout pour séduire. Pourtant, murés dans leur suffisance, les Américains se « pharaonisent ». Mais, pour paraphraser un célèbre dicton, « puissance sans sagesse n'est que ruine de l'humanité ». Dans leur quête d'un nouvel ordre international unipolaire, ils veulent débarrasser le monde des eaux sales en jetant avec elles le bébé. En se proposant de parer la paix au Proche-Orient, ils couvrent les comportements nazis de leurs dangereux protégés. En décidant de libérer le peuple irakien des griffes d'un dictateur avéré, ils s'appêtent à détruire pour la deuxième fois tout un pays et à punir des centaines de milliers d'innocents. En voulant se réserver les sources pétrolières des pays du Golfe et de l'Asie, ils fomentent de dramatiques guerres, des destructions massives et de tragiques frappes « chirurgicales ». En voulant prémunir le monde

contre les nuisances des despotes ils soumettent les innocents au régime de l'humiliation.

Combien aurait été plus éclairée une Amérique mettant son aura au service des lumières. Combien aurait été séduisante une Amérique combattant Saddam Hussein sans attenter à la vie de toute une génération d'enfants irakiens meurtris et affamés par un embargo aussi injuste qu'inutile. Combien aurait été respectable son Président et ses va-t'en guerre s'ils avaient froncé les sourcils à la face d'un Sharon, auteur de crimes contre l'humanité, pour lui dire qu'ils ne pouvaient accepter d'être ses complices dans ses projets, d'une mutilation de l'humanité, d'un nouvel holocauste.

Nous autres Algériens qui avons lutté contre le terrorisme aveugle et abject aurions tant voulu qu'une main américaine nous soit tendue au bon moment. Nous autres Algériens qui luttons pour l'établissement d'un régime politique démocratique et de droit dans notre pays, aurions tellement aimé avoir un modèle présentable et fréquentable que nous aurions pris en exemple pour expliquer à nos concitoyens que l'espoir réside dans la paix et la tolérance et non dans le terrorisme et la haine.

Malheureusement, nous autres Algériens qui nous retrouvons dans les valeurs universelles, nos propres valeurs ne pourront pas les défendre car aujourd'hui elles sont assimilées aux cris de guerre, au racisme rampant, à l'intolérance, à l'ostracisme, à l'égoïsme économique, pour tout dire à notre négation en tant qu'arabes et musulmans. Mais il est vrai aussi, que quelque part nous avons notre part de responsabilité dans tout cela. Tant que nous acceptons que nos chefs et dirigeants mettent leur propre personne au-dessus de leur peuple, leurs intérêts au-dessus de celui de leur pays et leur amour de soi au-dessus du sens de la dignité.

* * * *

L'INDIGNITÉ DES DESPOTES *

Ce dimanche 14 décembre 2003, les Arabes auront vu sur leurs écrans de télévision la capture de celui qui fut des décennies durant l'un de leurs dirigeants le plus tyrannique, le plus violent et le plus cruel envers ses opposants et son peuple.

Mais tout comme la chute de Baghdâd, aussi rapide qu'humiliante, la fin de Saddam Hussein, dans des conditions à peine croyables, renvoie aux peuples arabes l'image qu'ils ne voulaient surtout pas voir.

Qu'importe son passé, tout pouvait être inscrit dans la colonne des pertes et profits. Le monde arabe ne connaît, de toutes les façons que des régimes politiques despotiques. Mais il ne peut pardonner à cet homme, qui se voulait Nabuchodonosor et Salah-Eddine El Ayoubi à la fois, d'avoir traîné aussi bas son honneur. Se laisser prendre, dans une situation aussi sordide, sans un geste d'autodéfense, sans un ultime acte de courage pour être ensuite montré à la face du monde, tel un être simiesque, sorti d'un film des temps préhistoriques, le regard vide et résigné, révèle l'insoutenable déshonneur dans lequel nos dirigeants sont prêts à nous plonger tant qu'ils ont encore un souffle de vie.

Saddam Hussein a vécu au-dessus des lois. Il se voulait omnipotent. Il exigeait de son monde soumission et sacrifice. Au nom d'un pouvoir qu'il voulait construire sur le dos des Irakiens, il a commis les pires crimes. Au nom de l'Irak, il n'a pas eu le courage d'assumer sa propre logique. Il a fait torturer et tuer des milliers de ses concitoyens pour protéger son régime ; il n'a pas osé mettre fin à ses jours dans la dignité pour protéger l'honneur de son pays.

Il est vrai que les despotes ont une dignité proportionnelle au rapport de force. Lorsqu'il est en leur faveur, leur susceptibilité est à fleur de peau. Ils manifestent bruyamment leur

* *In Le Soir d'Algérie du 19.02.03*

colère et méprisent avec dédain leur entourage. Ils deviennent féroces et sans états d'âme. Mais lorsque le destin n'est plus de leurs côtés, qu'ils se sentent menacés dans leurs intérêts, alors ils sont prêts aux pires indignités.

Ces hommes-là sont légions. Les Irakiens payent aujourd'hui par la perte de leur souveraineté les actes de Saddam. Pourtant, combien étaient-ils, il y a peu, à se prosterner devant lui pour peu qu'il leur assurât quelques bienfaits.

Saddam Hussein a terminé sa course dans la tragédie nationale. Fugitif, il fut traqué et ramassé comme un vulgaire truand. Après avoir perdu le pouvoir absolu, la richesse, ses enfants, il n'a pas voulu perdre la vie. Il devait avoir trop de choses à se reprocher pour se présenter si vite devant son seigneur. Il passera probablement ses dernières années à l'implorer, à lire le texte sacré et à préparer son au-delà. Il voulait un délai pour se racheter. Dieu est Ghafouroun-Rahim

Mais le comble, c'est que d'autres Saddam Hussein en herbes, dans de trop nombreux pays arabes, ici ou là, préparent le même destin à leur peuple. Non pas forcément celui de la guerre, ils ont appris la leçon américaine, mais le spectacle de leur fin dans l'indignité et le déshonneur.

* * * *

LA VOLONTÉ DE PUISSANCE*

« Voulez-vous un nom pour ce monde ? Une solution pour toutes ses énigmes... Ce monde est la volonté de puissance et rien d'autre » **Nietzsche.**

C'est au détour de quelque tragédie historique, que l'humain dévoile parfois l'insoupçonné abîme qui guette l'âme. Le drame de Ghaza sera vu par les historiens des générations futures comme une décharge, d'une violence inouïe, d'une tension psychique pathologique d'un peuple singulier qui passa d'un

* *In forum-democratique.com, le 22.01.2009*

statut de victime plusieurs fois millénaire à celui de maître du monde.

Ce processus, long, douloureux et parfois dramatique a fini par modeler le peuple juif dans une culture du culte de son identité, de sa ferme croyance en son élection divine et de son droit absolu à régner sur ce monde.

Le mouvement sioniste a alors construit, avec une volonté surhumaine et sur plusieurs générations, un pouvoir d'une puissance jamais égalée auparavant par aucune autre nation.

Ne représentant démographiquement qu'une infime minorité sur la planète, les juifs sionistes ont réussi à influencer de façon directe ou indirecte tous les Etats occidentaux et une large partie de leurs opinions publiques. Cette situation ne peut qu'étonner et provoquer l'admiration devant une si extraordinaire réussite. Elle doit cependant nous interpeller sur le sens profond d'une telle évolution dont la finalité, à l'évidence, ne répond ni aux règles éthiques ni aux canons de la justice les plus universels, ni enfin, aux intérêts primordiaux de ce peuple.

Le peuple juif, porteur d'une culture différenciatrice des humains - terreau du racisme -, adepte par croyance religieuse de la pureté raciale et instruit de ses souffrances historiques s'est engagé dans un processus de volonté de puissance, méthodique et rationalisé, qui dévoile sa profonde anxiété et son sentiment d'extrême vulnérabilité.

Son incroyable arrogance, son insolence vis-à-vis de la communauté internationale, sa dénégation de toute liberté au peuple palestinien, sa guerre cruelle, acharnée et impitoyable qu'il mène contre une population enfermée, affamée et désarmée tient, à n'en pas douter, plus du pathologique que de la raison d'Etat. Sa quête inlassable de la sécurité absolue révèle non seulement un aveuglement stratégique (1), un manque flagrant de profondeur historique (2) mais aussi un désarroi existentiel névrotique (3).

Pour atteindre ses objectifs, tout comme le nazisme, le sionisme doit passer par la perversion des propres valeurs morales de sa Nation, entraînant son peuple dans l'infamie et le déshonneur qui se retourneront, sans aucun doute, contre lui.

Tôt ou tard, la conscience juive demandera des comptes à ceux qui l'auront menée à la déchéance morale et au désastre historique.

Quant aux Arabes, il est inutile dans ces moments de douleurs, de les accabler encore plus en étalant leurs maux. Pourtant, il faudra bien le faire un jour !

(1) L'exigence d'une sécurité absolue pour l'un entraînant l'insécurité absolue pour l'autre, il est impossible de garantir la relation dans ces conditions, ce qui conduit ipso facto à l'insécurité générale, soit le contraire de l'objectif initial.

(2) Le peuple Juif n'ayant pas de mémoire pratique d'un Etat avant 1948, Israël n'a aucune expérience des relations de voisinage ni des vicissitudes de l'histoire longue. Il mène ses guerres comme si, après elles, il ne devait plus y avoir pour les hommes ni avenir ni paix. Ses actes lui promettent l'effet inverse de ce qu'il en attend.

(3) Les israéliens préparent l'opinion mondiale à la prochaine « répudiation » des Arabes israéliens en programmant leur transfert vers l'entité palestinienne à créer. Ainsi, pourront-ils se retrouver, enfin, seuls à seuls. Mais être seul, se situer à la place de la vérité, assis sur le malheur d'autrui, ne peut qu'aboutir à la fin de son humanité.

* * * *

LE JEU DES PUISSANCES *

« Lorsque ceux qui commandent ont perdu la honte, ceux qui obéissent perdent le respect » **Cardinal de Retz**

* In *El Watan*, 15.01.2009.

Le drame palestinien qui se joue actuellement à Ghaza nous rappelle encore une fois avec violence que la raison d'Etat ne s'encombre pas de sentiments.

Pendant que les peuples arabes pleurent, comme trop souvent d'ailleurs, devant le malheur, la destruction et la mort des leurs, les puissances, mondiales ou régionales, affûtent leurs armes, avancent leurs pions sur l'échiquier et font froidement leurs calculs.

D'abord les Etats-Unis d'Amérique. Engagés dans un défi de puissance planétaire, ils doivent absolument avoir sous contrôle les zones mondiales sensibles dont les puits de pétrole du Moyen-Orient. Le conflit existentiel d'Israël au détriment du peuple palestinien se confond avec une décision stratégique fondamentale, quel qu'en soit le prix à payer... par les Arabes.

La Russie ensuite. Se relevant lentement de son naufrage communiste, elle reprend peu à peu la main et s'impose de nouveau comme acteur mondial incontournable. Néanmoins, elle ne semble pas prête à s'opposer systématiquement aux USA. Elle doit faire face à une terrible crise financière et digérer le coup de poker géorgien tout en restant à l'affût, guettant les faux-pas des USA, décidément bien nombreux ces dernières années. La Chine pour des raisons assez similaires, adopte le même comportement. Quant à l'Europe, (tout comme le Japon ?) elle démontre encore une fois par l'absurde, combien sa place est importante pour le reste du monde... si elle voulait bien exister !

Enfin, les puissances régionales, tentent, tant bien que mal, de s'insérer dans le jeu, dans les espaces laissés libres. Deux pays musulmans émergent du lot : l'Iran et la Turquie. Le premier, classé pour l'instant dans l'axe du mal par les USA, a pratiquement gagné jusqu'ici, toutes les parties engagées dans la région depuis la première guerre du Golfe. La disparition de Saddam Hussein, l'effondrement de l'Irak sunnite, le renforcement du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien, sont autant de victoires stratégiques pour lui. La Turquie, de

son côté, mal aimée de l'Europe pour sa religion et probablement rejetée par l'Union, redore son blason d'ancien occupant Ottoman de la région, recentre sa politique en promouvant un Islam d'ouverture, en prenant quelque peu ses distances avec l'Etat hébreux et en s'émancipant plus audacieusement de l'influence américaine. Face à toutes ces puissances, les Etats arabes semblent tellement fragiles, que chacun attend à tout moment qu'une bourrasque se lève ici ou là, emportant sans retour, tel ou tel régime apeuré.

Ne parlons pas ici des micro-Etats du Golfe dont l'existence reste incertaine sans la protection de la première puissance mondiale. En l'absence de l'Irak détruit et de la Syrie neutralisée, l'Egypte ou l'Arabie Saoudite, avaient les atouts nécessaires, l'une la masse démographique, l'autre, la masse financière, pour s'imposer en tant que puissance régionale. Malgré les ambitions de leurs dirigeants, ses deux pays, à l'image des vingt autres formant la ligue arabe, sont encore aujourd'hui dans l'incapacité d'influencer sérieusement, même le cours de leur propre histoire.

Ce ne sont malheureusement ni les incantations populaires, ni les bravades de certains régimes qui feront évoluer les choses. Les sentiments de révolte que nous partageons fondamentalement et qui nous animent face à la profonde injustice et à la tragédie que subissent les Palestiniens ne pourront rien changer tant que les Arabes ne saisissent pas la source de leur faiblesse et ne s'attèlent pas à la dépasser.

Durant toute leur histoire, qui se confond depuis 14 siècles avec celle de l'islam, les Arabes n'ont réussi à ériger des Etats solides et fiables que durant les premiers siècles de la prophétie tant que le souffle coranique était en action. Puis, peu à peu, l'esprit premier de ces peuples remonta en puissance, les entraînant dans une fragmentation multiple, avec un cycle « khaldounien » de naissance et de déclin de dynasties faisant office d'Etats, lorsqu'ils ne sont pas tout simplement assujettis par des puissances non arabes, musulmanes ou non.

Depuis lors et encore aujourd'hui, les Arabes sont comme incapables de construire des Etats forts et pérennes, peinant à ériger des structures bureaucratiques tatillonnes et des armées s'occupant plus à mâter le peuple qu'à organiser leur défense.

C'est cette faiblesse quasi congénitale à bâtir des institutions légitimes, soudant des citoyens dans une cohésion générale et donnant la sécurité à leur peuple qui, telle une treizième plaie d'Egypte, colle aux Arabes.

La faillite des Etats arabes à être l'émanation de leur Nation et de ce fait, forts et respectés, les condamne, pour survivre, à être autoritariste et laxiste à la fois. C'est-à-dire à être l'antithèse de l'Etat de droit. L'origine de cette défaillance est enfouie dans la mentalité de nos peuples. C'est la conception de base des relations humaines qui est en cause. Ce sont les valeurs premières, inconscientes, celles qui dictent à l'être social ses modalités de vie et de réalisation qui ne correspondent pas au système du monde actuel. D'essence tribale et clanique, le pouvoir s'acquière selon des modalités excluant les critères de mérite, de compétence et de savoir. Partout dans le monde arabe, monarchies ou républiques, ce sont des familles régnautes qui incarnent le pouvoir. Quelle que soit son idéologie, laïque ou islamiste, aucun Etat ne déroge à la règle. Et au-delà des agissements des entités « tribus » et « clans » dans les jeux de pouvoir, c'est l'esprit qui leur a donné naissance qui est en action, celui qui provient des valeurs intériorisées de la famille endogame.

Les nouvelles générations arabes et en particulier leurs élites doivent s'affranchir des mœurs traditionnelles, des pesanteurs psychosociologiques en prenant conscience des fausses valeurs qui y règnent, des multiples inhibitions qui s'y développent, des trop nombreuses défaites qu'elles nous promettent.

En attendant de réaliser ce vrai « jihad » libérateur, soyons au moins solidaires avec cet héroïque peuple palestinien, victime expiatoire, sacrifié sur l'autel de nos faiblesses.

* * * *

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT OBAMA*

En tant qu'Algérien, engagé dans l'action politique dans mon pays avec l'espoir de le faire évoluer vers la démocratie et la liberté, et ayant critiqué publiquement les Etats-Unis pour leurs actions sous le gouvernement de votre prédécesseur, je me dois de vous dire combien votre discours du Caire était porteur d'espoirs et de renouveau moral. Je me sens interpellé et séduit par votre démarche intellectuelle et politique qui, espérons-le, trouvera la voie de la concrétisation. Pour la première fois, un Président des Etats-Unis, et plus largement d'un pays occidental, a osé dire quelques vérités sur le drame palestinien, et semble considérer un peu plus les sociétés arabes et musulmanes si souvent en contradiction avec leurs gouvernants. Oui ! Vous avez raison, la démocratie, la tolérance, la liberté des femmes et de croyance doivent être défendues. Oui, même si vous ne le dites pas directement, vous le savez trop bien, nos pays subissent des régimes autoritaristes, corrompus et incompetents. Le problème des Algériens, comme des citoyens des autres pays arabes et musulmans, est que les Etats-Unis, jusqu'ici, pratiquaient avec ces régimes des relations inscrites sous le seul chapitre de l'intérêt géostratégique. Les peuples ne sont pas dupes et ont très bien compris que ce n'était pas toujours sur les valeurs que les puissances définissaient leur ligne de conduite mais d'abord sur leurs intérêts. Alors ils aiment ou haïssent ces puissances en fonction de leurs intérêts immédiats et non pas pour les valeurs que celles-ci peuvent véhiculer. Il faut dire qu'à la décharge de ces puissances c'est, après tout, aux peuples concernés de s'affranchir tant des systèmes de pouvoir que de certains modes de pensée éculés. Ils peuvent parfois le faire seul, mais jamais contre ces puissances si ces dernières soutiennent les régimes en place. Etant à la fois admiratif du génie américain et consterné par le cynisme de certaines de ses politiques dans le monde, je

* In www.forum-democratique.com, le 21.01.2010

voulais vous exprimer, à vous, personnellement, l'espoir qui s'est insinué dans la conscience de millions de gens après vous avoir écouté et qui ne souhaitent que pouvoir vous croire. Merci Monsieur le Président.

* * * *

TARIQ RAMADAN : LES RAISONS D'UNE INCOMPATIBILITÉ*

Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, Tariq Ramadan ne laisse pas indifférent. C'est le lot habituel des personnalités aux traits de caractère bien prononcés. Mais ici, la controverse doit être appréhendée avec plus d'attention pour comprendre ce qui est en jeu.

Incontestablement, l'homme dérange. Au-delà de sa remarquable maîtrise de la langue française, de ses qualités intellectuelles évidentes et de sa verve, il porte un discours qualifié de limpide par ses supporters mais de double par ses détracteurs.

Lors de sa dernière intervention (que vous pouvez visionner sur son site personnel) devant la commission parlementaire sur la burqa à laquelle il était convié pour donner son opinion, il s'est fait particulièrement maltraité par certains députés pour le moins agressifs, en l'attaquant directement et sur un plan personnel sans consentir à discuter le fond de son intervention. La messe était dite et l'accusé condamné sans recours. Pour ceux qui voulaient comprendre les enjeux du débat, parmi les membres de la commission ou des téléspectateurs (l'événement était diffusé sur la chaîne parlementaire), le procédé était tout simplement choquant.

Mais que dit Tariq Ramadan, depuis plusieurs années maintenant pour susciter autant de passions contradictoires ? Lorsque vous suivez ses pérégrinations intellectuelles, ses interventions multiples ou ses écrits, vous comprenez qu'il défend une interprétation moderne, libérale et libératrice des textes fondateurs de l'islam. Il a des vues de

* In www.forum-democratique.com, 2010

loin plus progressistes que les positions rigoristes non seulement des fondamentalistes ou traditionnistes de l'islam mais également des églises chrétiennes ou des religieux juifs sur de mêmes questions de société (par exemple sur l'IVG). Il prône le dialogue, la démocratie, le respect des lois des pays d'accueil. Il travaille à l'insertion de ses coreligionnaires dans le monde occidental, sachant qu'il intervient autant en France qu'en Grande Bretagne, au Canada ou aux Etats Unis... *

Est-il dans le vrai ou dans le faux, a-t-il raison ou tort dans sa démarche, cela est un autre débat. Mais rien de ce qu'il dit ne s'oppose aux lois de la république ou aux règles de la démocratie, ni de l'éthique. Tout au contraire.

Alors pourquoi ces crispations à son encontre, ces attaques incessantes, ces écrits, articles de presse et livres pour l'affaiblir et le discréditer ? Des islamistes autrement plus radicaux et ayant pignon sur rue dans les grandes capitales occidentales n'ont pas eu à subir de la sorte les foudres de la société bien pensante.

C'est que Tariq Ramadan développe ses idées d'ouverture à l'intérieur du dogme musulman. Il développe un discours islamique, bien que novateur et affranchi des pesanteurs, et non pas un discours sur l'islam qu'il soit hostile ou au contraire condescendant. Qu'un islamiste fondamentaliste, intégriste ou extrémiste (peu importe le qualificatif) défende les aspects les plus obscures et rétrogrades de sa croyance, cela ne provoque qu'haussement d'épaules. Qu'un musulman d'origine s'attaque frontalement aux fondements de sa religion et le voilà considéré comme éclairé. Mais qu'un homme défende sa foi tout en assimilant les valeurs universelles de liberté de conscience, d'émancipation de la femme et du progrès en général, cela semble étrange, suspect et pour tout dire condamnable. Tariq Ramadan devient dangereux. Il propose de relire les textes fondamentaux et en particulier le Coran, à la lumière

* *Comble de l'ironie, il est inerdit en Arabie Saoudite, alliée politique intime de l'Occident.*

du savoir et surtout des valeurs contemporains. L'islam peut donc être la foi d'un homme moderne au sens plein et occidental du terme !

Tariq Ramadan réussira-t-il son défi ? Aura-t-il les moyens intellectuels et politiques pour faire progresser son idée jusqu'à faire basculer des pans entiers de musulmans dans un rapport au monde pacifié, tolérant et constructif ? Il faut préciser que s'il est en pointe dans ce combat, il n'est pas le seul, loin de là. Mais en étant aujourd'hui sous les feux de la rampe, il focalise sur sa personne les craintes, les peurs et les clichés de ceux qui assignent au musulman une alternative unique : être musulman de foi et donc sujet à caricature, épouvantail pratique, ou musulman de naissance, invisible d'un point de vue religieux, sujet d'intégration culturelle potentielle mais avec un néant culturel.

Justement, le double langage dont on accuse M. Ramadan est plutôt une perception double de la part de ses adversaires : il apparaît trop moderne pour pouvoir être de foi islamique ; les deux termes, à leurs yeux, s'excluant réciproquement et définitivement. L'impossibilité pour eux de conceptualiser la synthèse d'une foi musulmane authentique avec les valeurs des lumières fait qu'ils projettent sur lui une dualité radicale. Tariq Ramadan dit, selon eux, deux choses contraires avec un même langage. Avec les mêmes mots, il séduirait à la fois l'auditeur occidental naïf tout en renforçant l'obscurantisme chez l'auditeur musulman !

Le musulman peut être islamiste, archaïque, misogyne et extrémiste. Il fait alors bonne figure pour être stigmatisé. Il peut être au contraire laïc et même antireligieux. Il est alors un bon citoyen assimilé et fait dès lors souvent office de faire-valloir. Par contre, il ne peut pas être visible dans sa foi, spirituel, moderne, cultivé et prônant les belles valeurs universelles. Le rapprochement de ces termes de l'équation semble à jamais impossible dans l'univers mental des détenteurs de la vérité.

Sommaire

Avertissement.....	7
Introduction.....	9
Les conditions historiques du développement : Quelles perspectives pour l'Algérie ?	
PARTIE I : LA SOCIÉTÉ.....	21
Malaise Algérien	23
Evocation : Octobre 88, la fin des illusions	25
L'être et le paraître	33
Le sens des responsabilités	35
Le 8 Mars : une fête et des questions	39
Autocratie ou démocratie ?	41
Le défi majeur de la génération post-indépendance.....	43
L'heure de vérité a sonné	46
Lettre à nos aînés.....	48
A El-Kadi Ihsane.....	50
La démocratie, le parti politique et le leader.....	53
PARTIE II : L'ÉTAT	59
1 ^{er} Novembre : une commémoration du passé ou un capital pour l'avenir ?	61
L'Etat et nous	64

Introduction à un discours sur les institutions.....	67
Révolution ou évolution ?	76
Quel rôle pour l'armée ?	80
La réconciliation nationale : une action politicienne ou une vision d'avenir ?	84
Quel monde attend les héritiers du flambeau national ? .	88
Ouyahia a-t-il raison ?	97
Pour la construction d'une alternative démocratique.....	100
Interview	104
PARTIE III : LE MONDE	109
Le Monde d'après	111
Que veulent les grands ? L'Histoire en direct	123
L'Amérique et nous.....	127
L'indignité des despotes	130
La volonté de puissance	132
Le jeu des puissances	134
Lettre ouverte au Président Obama.....	137
Tariq Ramadan : les raisons d'une incompatibilité	139

*Achevé d'imprimer sur les presses
Imprimerie Chihab print. BATNA*